

www.merkur.lu

News Entreprises & Économie

MERKUR

Magazine de la Chambre de Commerce du Luxembourg

Mars | Avril 2018

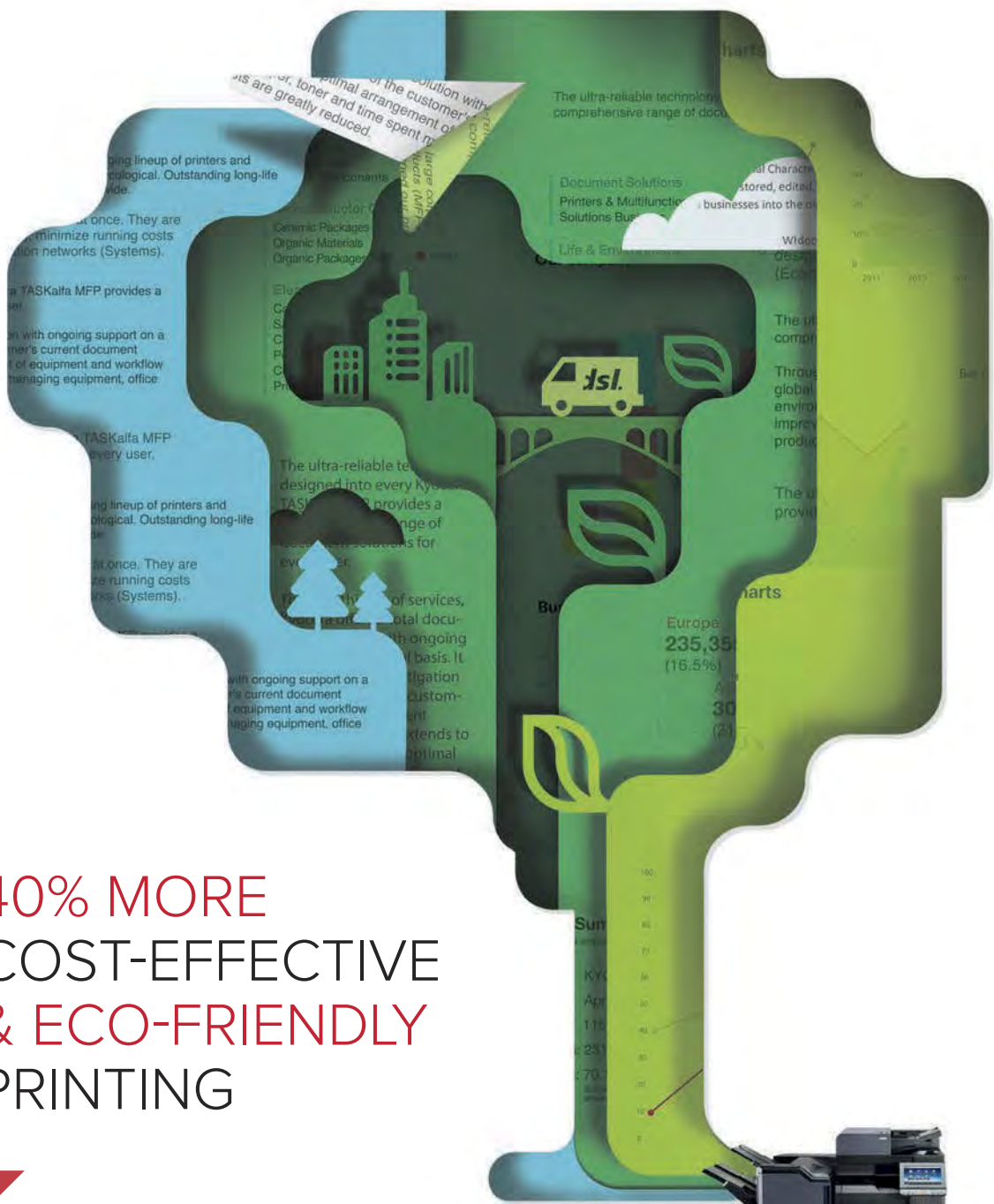


La fin du travail
est-elle proche ?

4€



40% MORE COST-EFFECTIVE & ECO-FRIENDLY PRINTING



Kyocera & dsl Documents Solutions: Professional printing and document management in Luxembourg since 1986.

One of the world's leading document output management companies, Kyocera Document Solutions manufactures and markets monochrome and colour network printers, multifunctional products (MFPs) and a portfolio of software solutions. Highly regarded by the industry and highly rated by numerous testing organizations, Kyocera's complete portfolio delivers a high-resolution output in any size of workgroup.

Kyocera's Ecosys printers incorporate "cartridge-free" technology using a durable print drum and high-yield toner container that provides thousands of printed pages, a low total cost of ownership and less routine user involvement.

For more information visit our website: www.dsl.lu



OÙ VA LE TRAVAIL ?

Que n'a-t-on pas pu lire et entendre comme prévisions alarmistes sur les effets projetés de la révolution digitale et de l'automatisation galopante sur le monde du travail. A en croire certains cabinets de consultants, près de 40% des emplois existant aujourd'hui risqueraient d'être automatisés dans les vingt ans à venir. Dans ces scénarios funestes, des millions de salariés – même qualifiés – seraient remplacés par une nouvelle génération de robots dopés à l'intelligence artificielle. Même les travail-

lors dans le catastrophisme en déclarant qu'il estimait que dans les pays en développement « deux tiers des emplois pourraient être détruits à cause de l'automatisation ». Que ces sombres prévisions et déclarations, largement relayés par les médias, suscitent des inquiétudes ne surprend guère. Or, la fin du travail est-elle vraiment proche ? Dans le dossier du mois notre équipe éditoriale se penche sur la question et apporte un éclairage nuancé sur la révolution numérique qui touche le monde du travail et transforme nos sociétés. Avec à la clé une certitude.

“

Personne ne peut prédire quel sera l'impact de l'automatisation sur l'emploi, ni à quoi ressemblera le monde du travail de demain.

”

leurs intellectuels se verraient inexorablement concurrencés par des logiciels faisant appel à des algorithmes de plus en plus puissants, des algorithmes qui permettront aux machines d'apprendre de façon autonome et d'exploiter de manière totalement indépendante les immenses richesses d'informations contenues dans le « big data », décuplant ainsi perpétuellement leur propre puissance et performance.

Le directeur de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a en mai dernier carrément donné

Celle que rien n'est certain ! Personne ne peut en effet prédire quel sera l'impact de l'automatisation sur l'emploi, ni à quoi ressemblera vraiment le monde du travail de demain, même si certains experts, tel le mathématicien et philosophe Nick Bostrom (lire son interview à la p.80) sont convaincus que l'intelligence artificielle a le potentiel de fondamentalement changer la condition humaine.

Peut-être que le défi auquel nous faisons face n'est finalement pas celui de la disparition du travail, mais plutôt celui de la trans-

formation du travail, comme l'écrivait récemment Vincent Charlet dans *Le Monde*. Car si le progrès technique touche de plus en plus de fonctions, professions et métiers, alors ceux-ci nécessiteront logiquement de plus en plus de travailleurs qualifiés, des travailleurs qui seront non seulement amenés à concevoir et ensuite à maintenir les robots qui exécuteront les tâches que nous leur attribuerons, mais bien souvent aussi à les programmer et à les guider dans l'exécution de ces tâches.

Il semble en tout cas évident que le Luxembourg devra adapter ses systèmes d'éducation, de formation et d'orientation professionnelle et introduire des écoles d'un type nouveau. Dans la carte blanche qui clôture ce numéro du *Merkur*, le Ministre du Travail et de l'Emploi esquisse la stratégie poursuivie par le gouvernement pour développer le niveau de compétence des entreprises et de leurs salariés afin de tirer pleinement profit de la numérisation de l'économie.

Le fait que numérisation et automatisation n'épargneront aucun secteur économique entraînera forcément la création de nouveaux métiers. Tandis que notre rédaction a essayé d'imaginer dans le poster du mois à quoi pourraient ressembler ces nouveaux métiers en l'an 2072, certains entrepreneurs créent dès aujourd'hui les métiers du futur, des entrepreneurs à l'image de Ludovic Desgrées dont nous faisons le portrait à la page 88. Les employés de sa startup développent et construisent des robots peintres et se préparent à les louer et à les « coacher » pour satisfaire pleinement leurs futurs clients.

C'est justement pour accompagner ces entrepreneurs de demain que la Chambre de Commerce travaille d'arrache-pied sur la mise en place de la « House of Startups », un centre d'incubateurs situé en plein cœur de la Ville de Luxembourg avec la capacité d'accueillir jusqu'à 200 jeunes pousses sur quelque 5.800 m². Ouverture le 1^{er} juin ! •

Patrick Ernzer
Rédacteur en chef

MERKUR

Mars | Avril 2018

06 — 46 NEWS

06 ENTREPRISES

Plus de 50.000 entreprises créent, innovent, produisent, embauchent, exportent, remportent des contrats, lancent de nouveaux projets... Rendez-vous avec la vie des entreprises du Luxembourg.

26 INSTITUTIONS

Les chambres professionnelles, fédérations, associations, ministères et autres institutions négocient, encadrent, forment, contribuent au débat public, organisent des rencontres... Rendez-vous avec leurs activités.

58 — 70 ÉCONOMIE

60 PIBien-être

Un stimulant pour les élections ?

62 Travail des seniors

Les Luxembourgeois (encore) peu enclins au vieillissement actif

64 Économie du partage

Levier de croissance pour les PME luxembourgeoises ?

66 Mécanisme d'alerte de la Commission européenne

Enseignements pour le Luxembourg

68 Investissement dans la R & D et l'innovation

Lever les freins

70 Le chiffre du mois

Formations pour tous ?



48 — 57

DOSSIER

Futur du travail

La fin est-elle proche ?

Comment travaillerons-nous dans le futur ? D'ici 20 ou 30 ans, de nouveaux métiers seront nés, d'autres auront disparu. Quels sont-ils ? Nos emplois sont-ils tous destinés à la casse ou vont-ils juste évoluer ? Là sont les questions...



FICHE IDEA

FICHE DÉTACHABLE N°10:
Pensions pensions !



74 — 75 MARKET WATCH

Indonésie, première économie
d'Asie du Sud-Est

76 — 82

GRAND ENTRETIEN

Karin Schintgen

76 « La House of Startups est le trait d'union entre l'économie d'aujourd'hui et celle de demain »

Entretien avec Karin Schintgen, CEO de la House of Startups, « incubateur d'incubateurs » porté par la Chambre de Commerce, dont l'ouverture est l'une des plus attendues de 2018.





84 — 90 STARTUPS

Lene Pedersen

84 **Lenelife** : un esprit sain dans un corps sain

Ludovic Desgrées

88 **Mexence** : robotique et IA au service de la peinture en bâtiments



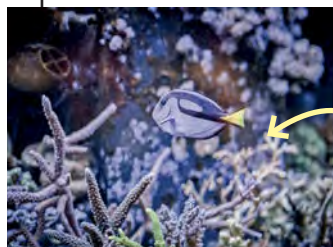
92 — 98 SUCCESS STORY

Sylvain Perez

92 **q-leap** : saut qualitatif

Benji Kontz

96 **Arnold Kontz Group** : dans le sillage de l'héritage



100 — 103 VISITE ENTREPRISE

Josy Welter

100 **Toutes les bêtes à bon Dieu**, et plus!

Société Générale au Luxembourg

102 **Un site pilote!**



104 — 120 RETOUR EN IMAGES

Photo du mois

104 **Trois CEO aux petits soins des startups de demain**

106 **Nouvel An chinois** : année du chien

108 **16. Deutsch-Luxemburgische Wirtschaftskonferenz**

110 **Mission officielle au Sénégal**

111 **Assemblée générale du LBN**

112 **La Fedil a 100 ans**

114 **World Efficiency Paris**

120 **Célébration de l'India Republic Day**

122 — 125
AGENDA

130
CARTE BLANCHE
Nicolas Schmit
Investir dans les compétences

Discover a complete
English version of
the cover story on
www.cc.lu/merkur



ECONOMY

58 **Brexit**

In the meantime...



BUSINESS VOICES

72 **Robot revolution**

How to prepare for an automated future



INTERVIEW

80 **Nick Bostrom**

"All automation – not just AI – is about being able to do more with less." Nick Bostrom, eminent mathematician and philosopher, deals predominantly with how our world awaits transformation by artificial intelligence.



PICTURE REPORT

116 **10 years of Luxembourg for Finance**

118 **Accompanied visit to Arab Health**



01.



02.



03.

01. Pour Thierry Behiels (Codic), la réussite du projet tient dans la rencontre de trois grands noms : Galeries Lafayette, Royal-Hamilius et Foster + Partners.

02. Le sky restaurant, en forme de fer à cheval abrité du vent, ne sera pas la moindre des attractions du nouvel ensemble.

03. Le magasin iconique du boulevard Haussmann, à Paris, célèbre depuis 120 ans la rencontre du commerce et de la création.

CODIC / GALERIES LAFAYETTE

«VOUS ÊTES LES BIENVENUS!»

C'est par ces mots que Lydie Polfer, bourgmestre de la ville de Luxembourg, a accueilli la délégation composée de Nicolas Houzé, directeur général des Galeries Lafayette, et de son père Philippe, président du directoire du groupe familial, venus annoncer le 30 janvier dernier l'arrivée prochaine de leur prestigieuse enseigne de grands magasins. Les Galeries Lafayette ouvriront fin 2019 au sein du projet Royal-Hamilius.

Texte : Catherine Moisy

Le suspense a donc pris fin le 30 janvier. Les membres de la direction générale des Galeries Lafayette, venus de Paris, Lydie Polfer et Thierry Behiels, CEO de Codic International, ont fait part de leur grande satisfaction à l'idée de la concrétisation de ce projet d'exception, qualifié de « magnifique » par Nicolas Houzé. Selon le promoteur Codic, la ville de Luxembourg s'apprête à connaître un important supplément d'attractivité commerciale et touristique grâce à l'arrivée de l'enseigne, connue interna-

tionalement pour la qualité de ses sélections en mode, beauté et décoration, allant de l'accessible au premium, son savoir-faire en termes d'animations spectaculaires et son statut de dénicheur de talents créatifs et de prescripteur de tendances. Le magasin de Luxembourg (9.000 m², six étages) fera partie intégrante de la stratégie de développement international de la branche « grands magasins » du groupe Galeries Lafayette. L'écrin que représente l'architecture imaginée par le cabinet Foster + Partners semble

idéal pour abriter cette ambition. La façade « diamantée » sera visible du bout de la Grand-Rue, les entrées seront hautes de 7 mètres et le magasin sera doté de trois ascenseurs panoramiques. Le futur grand magasin agira comme un booster d'animation au centre-ville, d'autant que son toit paysagé, accessible à tous, sera agrémenté d'un sky restaurant muni d'une terrasse à deux étages, abritée du vent. Pour l'ouverture, fin 2019, la Ville de Luxembourg et le promoteur Codic ont promis que l'ensemble du quartier aurait terminé sa mue : une place entièrement réaménagée plantée d'arbres et équipée d'un mobilier urbain de dernière génération. Le nouveau parking de 630 places, ouvert dès l'automne 2018, et le tram, qui arrivera au pied de l'immeuble en 2019, compléteront l'attractivité de cette nouvelle destination shopping qui ambitionne d'attirer une clientèle au-delà des frontières nationales. ●

Photos: Galeries Lafayette, Catherine Moisy, Foster + Partners & Tetra Kayser, Codic Group

TARANTULA / BIDIBUL

UN CHIEN-LOUP DANS LES CINÉMAS

Le 28 mars prochain, sortira en salles le premier long-métrage d'animation du réalisateur luxembourgeois oscarisé Alexandre Espigares. *Croc-Blanc* est l'histoire d'un chien-loup intrépide qui découvre la vie au contact de maîtres très différents.



L'histoire du film d'animation *Croc-Blanc* est tirée du célèbre roman éponyme de l'auteur américain Jack London, paru en 1906 et traduit en français en 1923. L'adaptation a été initiée et produite par Bidibul Productions (Luxembourg), en coproduction avec Superprod (France) et Big Beach (USA), avec le soutien du Film Fund Luxembourg. Il a été tourné en *motion capture* (technique permettant d'enregistrer les mouvements d'êtres vivants) à l'automne 2016, dans les studios du Filmland à Kehlen. Une partie de l'animation (Onyx Lux), ainsi que le travail du son (Philophon) ont été réalisés au Luxembourg.

En janvier 2018, *Croc-Blanc* a été présenté en première mondiale au festival de Sundance (Utah,

USA), principal festival américain de cinéma indépendant. Au Luxembourg, il fera l'objet d'une projection en avant-première en ciné-concert à la Philharmonie le 9 mars. À cette occasion, la musique du film sera jouée par l'Orchestre philharmonique du Luxembourg, dirigé par Gast Waltzing, qui a composé une partie de la musique.

Au Luxembourg, le film, dont la sortie est gérée par Tarantula Distribution, sera accompagné d'un dossier pédagogique pour les scolaires et bénéficiera d'une version luxembourgeoise sous le titre *Wollefszant*, avec, entre autres, les voix de Luc Schiltz, Désirée Nosbusch et André Jung. ●

Plus d'informations : www.tarantula.lu

BRÈVES



DELHAIZE Pari gagné

Delhaize s'est à nouveau associé à Caritas Luxembourg et à la Croix-Rouge luxembourgeoise afin de venir en aide aux plus démunis à travers la 8^e édition de l'action « Buttek » au cours de laquelle des bons, achetés en caisse par les clients de l'enseigne, sont convertis en denrées alimentaires par Delhaize et répartis dans les 12 épiceries sociales du pays, dont les objectifs sont de lutter contre la pauvreté et de renforcer la solidarité. L'action de novembre-décembre 2017 a permis de collecter 86.000 euros, offerts par 8.766 clients, soit l'équivalent de 28.667 repas.

EPROSEED To address the French market

Continuing its global expansion, services provider and software publisher eProseed announces the opening of a new office in France. From Paris, eProseed will offer its full range of services and software products to customers throughout and across the private, public, and social sectors on the French market, in innovative domains such as enterprise architecture, database & data management, IT modernisation & consolidation, digital transformation, cloud deployment, and industry solutions.



JCDECAUX Vélos 100 % électriques

JCDecaux Luxembourg a remporté le contrat des vélos électriques en libre-service de la Ville de Luxembourg, pour une durée de 10 ans. Courant 2018, l'entreprise remplacera 800 vélos, répartis dans 80 stations, par des e-vélos à assistance électrique, avec batterie embarquée, à recharger en station.

L'expérience utilisateur sera optimisée grâce à des interfaces et des modes d'accès repensés en fonction des dernières innovations technologiques. Ce service sera financé en partie par la Ville de Luxembourg qui, désireuse de promouvoir une mobilité multimodale, limitera la hausse du tarif de l'abonnement annuel à 3 euros (18 euros contre 15 actuellement). ●

BEILER FRANÇOIS FRITSCH Concentré d'architecture

Les bureaux d'architectes Beiler + François Architectes et Architectes Paczowski et Fritsch ont signé un projet de fusion pour faire naître prochainement Beiler François Fritsch, un nouveau bureau qui comptera près de 60 employés, dont 36 architectes et 3 architectes d'intérieur. De surcroît, Françoise Kuth, juriste expérimentée, rejoindra le trio d'architectes comme associée, en charge du volet juridique et de la gestion des ressources humaines. Les équipes travailleront ensemble sur certains projets communs et seront rassemblées sous un même toit, d'ici l'été, dans un bâtiment et des bureaux neufs, à Gasperich. ●

BRÈVES



BGL BNP PARIBAS

Partnering with Arval

BGL is the first bank in Luxembourg to launch a long-term vehicle leasing solution for individuals. The new "Private Lease" solution was developed in close collaboration with Arval. It offers clients an alternative to buying a car, as well as the chance to drive a new vehicle without going over their budget or worrying about unexpected expenses. Financing, maintenance, tyre replacement, taxes, insurance and breakdown cover are all included in a fixed monthly lease payment. This all-inclusive package will be available in all BGL BNP Paribas branches.

LUXSE

Green bond market

The Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) signed a memorandum of understanding with the Agricultural Development Bank of China (ADBC), the second largest policy bank in China, to set up an access scheme to display ADBC's green, poverty alleviation and sustainability bonds on the Luxembourg Green Exchange (LGX) platform. International investors will gain access to detailed information in English about Chinese green bonds issued by ADBC, traded on the Chinese Interbank Bond Market (CIBM) and accessible through the Bond Connect scheme.



VOYAGES EMILE WEBER

Le voyage nouvelle génération

Voyages Emile Weber a ouvert trois nouvelles agences pour se rapprocher de ses clients de l'est (Remerschen), du nord (Marnach) et du sud du pays (Bettembourg). Dans chacune d'elles, les conseillers s'appuient sur une technologie numérique de pointe. Le design

intérieur des agences, moderne et épuré, se limite à l'essentiel : moins de catalogues mais de grands écrans plats permettant aux clients d'être plongés véritablement dans les différentes destinations. Les expériences 3D et les visites virtuelles à 360° complètent le dispositif pour faire découvrir paysages, infrastructures hôtelières, navires de croisière, etc. ●

EBRC / INTERCLOUD

Accélérer le potentiel du cloud

EBRC s'allie à InterCloud pour ouvrir le potentiel du cloud hybride aux entreprises. La solution InterCloud répond à deux préoccupations majeures de celles-ci : immuniser le trafic vers les clouds des menaces et de l'insécurité d'Internet et transporter les flux d'informations avec sécurité et efficacité. De son côté, Trusted Cloud Europe, l'infrastructure portée par EBRC, est conçue pour assurer aux entreprises la conformité et la sécurité de leurs applications, ainsi que l'agilité nécessaire à la numérisation globale de leur business. Les clients des deux sociétés pourront désormais bénéficier d'une offre élargie. ●

CISCO

PARTENAIRE DE LA DIGITALISATION DU LUXEMBOURG

Lors du World Economic Forum de Davos, le gouvernement luxembourgeois et Cisco ont signé un protocole d'entente en vue d'accélérer la numérisation du Grand-Duché dans quatre domaines : éducation, cybersécurité, Internet des objets et technologie financière.

Dans le domaine de l'éducation, l'Université du Luxembourg et Cisco introduiront de nouvelles technologies et de nouveaux programmes de cours dans le système éducatif, par le biais notamment d'une Networking Academy proposant une formation gratuite aux citoyens désirant se former. Cette initiative vise à remédier à la pénurie actuelle de compétences informatiques locales.

Dans le domaine de la cybersécurité, l'apport de Cisco consistera en conseils, partage d'expertise et mise en place de solutions. La cybersécurité est en effet l'une des conditions incontournables pour le bon développement des ambitions numériques du pays.



Le gouvernement luxembourgeois souhaite saisir les opportunités offertes par le développement de l'Internet des objets et investir massivement dans cette innovation technologique afin de rendre le pays plus « intelligent ». De concert avec Cisco, il œuvrera à connecter ce qui ne l'est pas encore et à développer un environnement IoT (*Internet of Things*) afin de favoriser la croissance de l'économie numérique et de créer de nouveaux emplois.

Enfin, dans le domaine de la technologie financière, Cisco fournira des systèmes extrêmement sécurisés qui permettront aux fournisseurs de services financiers de réduire le risque de cyberattaques et d'améliorer l'expérience client. ●



Offrez-vous le 1^{er} réseau de stations-service au Luxembourg !

BP + Aral Routex Card Luxembourg

Tél. : 34 62 62 - 29

aralcard@aral.lu

Contactez-nous immédiatement pour profiter d'une carte sans
aucun frais qui vous fait bénéficier d'une multitude d'avantages* !

*sous réserve d'acceptations de votre dossier par notre service crédit.



Alles super.

BRÈVES



BOFFERDING

La pils Bofferding s'allonge

Plus allongée, plus élégante, plus moderne, la canette de pils Bofferding 33 cl prend de la hauteur et passe au format slim can. Le nouveau format est plus pratique car plus agréable à manipuler, à transporter et prend moins de place, notamment dans les réfrigérateurs. Bière de tradition et 100 % naturelle, la bière Bofferding garde son goût, mais en plus slim.

MOB-ART STUDIO

Nouveau venu

Après avoir été architecte en Belgique et au Luxembourg pendant plus de 25 ans, Luc Schroeder a décidé de faire partager son goût pour l'art contemporain en ouvrant Mob-Art studio, Grand-Rue à Luxembourg. La photographie servira de fil rouge aux expositions, mais le studio s'ouvrira aussi à la peinture, à la sculpture et à la vidéo ou au mobilier, d'artistes internationaux et luxembourgeois. Mob-Art studio promeut les jeunes talents, tout comme les artistes confirmés et guide les amateurs, particuliers et entreprises, dans leurs choix. Un département dédié aux entreprises sera prochainement mis en place pour la location et location / vente des œuvres proposées. Plus d'informations : www.mob-artstudio.lu

CACTUS

PREMIER LABEL DE POULETS ÉLEVÉS AU LUXEMBOURG

Cactus lance son nouveau label Cactus - Poulet vum Lëtzebuurger Bauer. L'enseigne et cinq éleveurs luxembourgeois de la Lëtzebuurger Poulet sàrl ont relevé le défi de produire au Luxembourg des poulets de très grande qualité. Une première dans le pays.



L'objectif du label est de rapprocher le producteur du consommateur, au même titre que ce que Cactus avait réalisé avec le label bœuf Cactus Rëndflesch vum Lëtzebuurger Bauer.

En 2012 est ainsi née l'idée de proposer un poulet élevé au Luxembourg. Le projet a été finalisé en septembre dernier avec l'adhésion de toutes les parties au cahier des charges qui prescrit les obligations et les missions des acteurs impliqués à tous les niveaux. Les poulets du label Cactus - Poulet vum Lëtzebuurger Bauer sont ainsi élevés environ 56 jours, soit près du double du temps d'élevage d'un poulet industriel, et disposent de suffisamment d'espace pour courir et développer leurs muscles. Tout a été analysé pour produire un poulet à la chair bien moelleuse et au bon

goût qui est incontestablement le reflet d'une alimentation aux mélanges ultrasélectionnés en provenance du moulin du Val-Dieu, seul moulin dans la Grande Région capable de fournir un mélange sur mesure moulu sur pierre.

De plus, la charte du label implique de minimiser les impacts de la production sur la nature et l'environnement et de pérenniser cette production agricole sur le terroir luxembourgeois.

Les poulets Cactus sont également des produits *fair*, dans la mesure où le prix de vente a été calculé en concertation avec les éleveurs, prenant en compte les coûts de production et tous les éléments qui ont un impact sur ces derniers.

Le label provient pour l'heure d'une petite production locale mais il a un grand potentiel. ●



DIEKIRCH

Zéro sur toute la ligne

Avec une nouvelle recette et un processus brassicole innovant, Diekirch passe à la vitesse supérieure et lance une bière 0,0 % mais avec une expérience gustative optimale. Diekirch 0,0 % devient ainsi la première vraie bière blonde

luxembourgeoise sans alcool. Celle-ci combine deux techniques : un moût avec un taux bas de sucres fermentables qui est ensuite brassé dans son entièreté avant d'être « désalcoolisé », assure ainsi ses arômes, son corps, son vrai caractère de bière et sa teneur en alcool à 0,0 %. ●

BGL BNP PARIBAS Acquisition of ABN AMRO Bank (Luxembourg)

BGL BNP Paribas and ABN AMRO Bank N.V. have signed an agreement regarding the acquisition by BGL BNP Paribas of all the outstanding shares in ABN AMRO Bank (Luxembourg) and its fully owned subsidiary ABN AMRO Life S.A. Following the acquisition, BGL BNP Paribas will transfer the activities of ABN AMRO Life SA to Cardif Lux Vie. The proposed transaction, which is still subject to regulatory approval, should be finalised by the third quarter of 2018. ●



Vos machines n'ont pas de secret pour vous ? Nous gérons votre parc automobile dans les moindres détails.

Chaque entreprise est unique et a des besoins spécifiques, auxquels Alphabet peut répondre en proposant des solutions sur mesure. Vous pouvez consacrer tout votre temps à votre activité pendant que nous gérons votre parc automobile, même lorsqu'il s'agit d'une flotte de véhicules utilitaires. Nous concevons des solutions économiques et durables de A à Z, allant des systèmes de rangement aux outils de traçage.

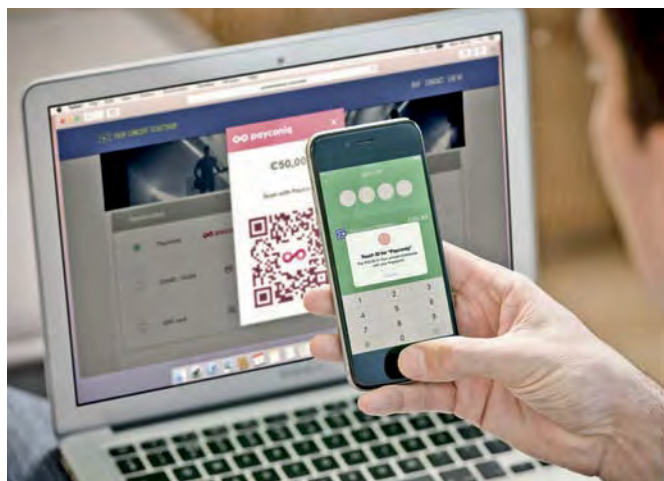


BITFLYER

Now based at the LHoFT

bitFlyer, the Tokyo-based operator of the world's largest bitcoin exchange, has announced its launch into Europe. Having been granted a Payment Institution (PI) licence to operate in the European Union, bitFlyer has become the first bitcoin exchange to be regulated in Japan, the US and Europe, making it the most compliant virtual currency exchange in the world. With 25 percent of worldwide bitcoin exchange volumes being facilitated by bitFlyer and over \$250bn in virtual currency traded on its platform in 2017, bitFlyer is the world's largest bitcoin exchange and the only one licensed in Europe that will allow users to trade with Japan, the world's largest market for bitcoin trading. bitFlyer was granted its Payment

Institution licence by the Luxembourg Ministry of Finance and the Luxembourg regulator, Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), and from the company's base at The Luxembourg House of Financial Technology (The LHoFT), and it will market its platform in the European Union. bitFlyer's initial product offering is the BTC/EUR pair. The company plans to add support for other virtual currencies such as litecoin, ethereum, ethereum classic and bitcoin cash later in the year. bitFlyer aims to revolutionise the fintech sector using blockchain technology. Its work includes operation of the bitFlyer integrated virtual currency platform, in-depth blockchain research, and the R&D of its original blockchain miyabi. ●



PAYCONIQ

Expansion in the Netherlands and Germany

The mobile payment service, known in Luxembourg as Digicash, sets course to transform European payment standard and is now also available in Germany and the Netherlands. The service enables online, on-the-go and peer-to-peer payments with a smartphone.

After a solid start in Belgium and Luxembourg, with over 45,000 stores enabling mobile payments via the Payconiq application, the next phase of Payconiq's European expansion is now underway. Payconiq has hereby established itself as one of the most advanced mobile payment platforms in Europe and is striving for further international expansion in 2018. ●



OSCAR SLEEP

BIEN DORMIR, EN UN CLIC!

La startup Oscar Sleep a cherché un équilibre subtil entre contraintes médicales, anatomiques et économiques et, avec son équipe de thérapeutes spécialisés, a élaboré un « matelas universel » pouvant convenir à 95 % de la population et disponible en un clic!

Lancée en janvier 2016 par Antoine Winants, Yves Back et Pascal Doto, la startup Oscar Sleep est la première au Benelux à surfer sur la vague des nouveaux standards du marché américain afin de commercialiser un matelas unique, universel (adapté à tous) et décliné en plusieurs tailles. En supprimant les intermédiaires (l'achat se fait uniquement sur Internet) et en rationalisant les coûts de production, Oscar Sleep peut concentrer toute son expertise sur la fabrication d'un matelas de qualité, au prix le plus juste, et offrir un service optimal à ses clients. Grâce à son concept innovant, le matelas Oscar, qui contient, entre autres, quatre couches de mousse premium de

haute qualité, garnies d'une housse rembourrée, donne une impression de souplesse tout en offrant un soutien ferme. Afin de satisfaire au mieux ses clients, la startup leur propose de tester le matelas durant 100 nuits chez eux, au lieu de quelques minutes en magasin. S'il ne convient pas, elle s'engage à venir le rechercher, à rembourser intégralement le client et à offrir le matelas à une association caritative. Preuve s'il en fallait que la formule marche, Oscar Sleep affiche un taux de retour ne dépassant pas 1% pour des livraisons gratuites en Belgique, au Luxembourg, en France et aux Pays-Bas. ●
Plus d'informations : www.oscarsleep.com

Photos: Payconiq, Oscar Sleep

PLUS QU'UN SUV, UNE ALFA ROMEO



ALFA ROMEO STELVIO DÉCOUVREZ VOTRE NOUVEAU PARTENAIRE PROFESSIONNEL

Moteurs puissants en aluminium • Boîte automatique à 8 rapports • Système de transmission intégrale Q4 • Technologies et systèmes de sécurité innovants • Direction d'une précision exceptionnelle • Arbre de transmission en fibre de carbone

WWW.ALFAROMEO.LU

E.R.: Yann Chabert, Annonceur FCA Belgium S.A., Rue Jules Cockx 12 a - 1160 Bruxelles. RPM: Bruxelles. BCE 0400.354.731. IBAN FCAB: BE 86 4829 0250 6150. Informations environnementales [règlement grand-ducal 17/03/2003]: www.alfaromeo.lu. Photo à titre illustratif et non-contractuelle.

(L/100 KM): 4.7 - 7.0 NEDC (G/KM): 124 - 161 NEDC

[En savoir plus sur le leasing](#) **FCA** | FLEET & BUSINESS

La meccanica delle emozioni





PICTO COMMUNICATION PARTNER

LANCEMENT DE 4X3 MAGAZINE

Présenté lors d'une conférence au début du mois de février, 4x3 se veut être le premier média luxembourgeois H2H, human to human.

Le nouveau magazine 4x3 traite 4 fois par an 3 sujets à travers des interviews, des rencontres, la présentation de projets luxembourgeois...

Il propose une analyse unique d'une actualité positive et résolument tournée vers l'avenir. Associé à Infogreen, première plateforme en ligne d'information quotidienne sur les enjeux du développement durable au Luxembourg, 4x3 est le seul média bénéficiant de l'agrément Société d'impact social, obtenu à la fois pour sa démarche de sensibilisation à des thématiques fortes abordées sous l'angle du développement durable, pour sa production complètement respectueuse de l'environnement avec du papier FSC (Forest Stewardship Council) et sa distribution gratuite dans les entreprises et les institutions luxembourgeoises. 4x3 est aussi

diffusé sur abonnement gratuit et online via la plateforme Infogreen, assurant ainsi une diffusion virale sur les réseaux sociaux.

Le trimestriel a pour vocation de soutenir le dialogue entre les sphères politique, économique, institutionnelle et citoyenne.

Il souhaite incarner un espace de réflexion sur ces initiatives qui dessinent les contours du monde de demain.

4x3 est également le premier magazine luxembourgeois engagé vers un monde durable. Politique, économie, architecture et construction, énergie, mobilité, RSE, environnement, droits humains, solidarité, consommation, économie sociale et solidaire... sont autant de thématiques que l'on peut retrouver dans ce magazine qui ne se contente pas d'informer, mais devient ainsi un acteur du changement. ●

REPORTER.LU

C'est parti!

Après une campagne de crowdfunding réussie ayant rapporté 20 % de plus que la somme visée, le nouveau média numérique Reporter.lu entrera dans sa phase concrète en ce mois de mars. Le média sera financé par la somme rassemblée sur Kickstarter (toute contribution financière d'au moins 150 euros donnant droit à un abonnement annuel) et par les nouveaux abonnements. Une aventure «longue, difficile et quelquefois épuisante, mais qui en valait la peine» souligne Christoph Bumb, gérant de Reporter Media, société qu'il a fondée en octobre 2017 avec Laurence Bervard. Jusqu'au lancement, ces deux anciens journalistes du Luxemburger Wort ont peaufiné leur projet: «Nos abonnés ont placé en nous de grandes attentes et jugeront nos contenus sur base de leur qualité journalistique» expliquait Christoph Bumb à la clôture de la campagne.

Depuis février 2018, Reporter compte trois journalistes à temps plein qui seront épaulés par un réseau de correspondants nationaux et internationaux qui publieront des articles en allemand et en français. Reporter cherche aussi le contact direct avec ses lecteurs et organisera régulièrement des conférences et des tables rondes visant à promouvoir le débat social et politique dans le pays et qui permettront également aux journalistes et correspondants d'échanger régulièrement leur point de vue avec les abonnés. Le but avoué du projet est de créer au Luxembourg un magazine numérique qui se caractérise par son indépendance politique et économique financé par ses lecteurs. Le nouveau média se focalisera sur des articles de fond, des investigations ainsi que des analyses et traitera de sujets politiques, économiques, sociétaux et culturels. ● www.reporter.lu



DELOITTE

A new platform for Mifir reporting

Mifid II and Mifir entered into force in January 2018. From that month onwards, almost all transactions in financial instruments executed between two counterparties need to be reported to the competent authorities within 24 hours. To prepare for the new reporting challenges, Deloitte Luxembourg established Deloitte Solutions

in 2016. With its T2R services, the Deloitte team combines its regulatory knowledge with smart technical solutions, and manages as a dedicated agent the transactional reporting for its clients from A to Z. This approach makes the Deloitte Transaction Regulatory Reporting solution one of the unique platforms in Europe designed to manage both Emir and Mifir reporting for clients, in a cost- and resource-efficient manner. ●

L'Opel

INSIGNIA

- Nouvelle génération de phares IntelliLux® LED
- Système de freinage d'urgence automatique avancé¹
- Un design extraordinaire



opel.lu  4,0-8,7 L/100 KM  105-199 G/KM
(MESURÉ SELON NEDC)

1. Fonctionne automatiquement au-dessus de 8 km/h et jusqu'à 80 km/h. Allez sur Opel.lu pour en savoir plus quant au fonctionnement du système.



L'AVENIR APPARTIENT À TOUS

BRÈVES



MATE

Un nouveau siège social

Afin d'accompagner la croissance de ses activités, Mate, avec ses deux départements Lemon Event Support et Moast Creative Studio, investit dans un nouveau siège social situé dans la zone d'activité de Grass (Luxembourg). Le futur siège, conçu par Swenen Architecture & Design, abritera un hall de stockage pour l'équipement audiovisuel, un atelier, un espace dédié à la production audiovisuelle, ainsi que les bureaux et les services administratifs de l'entreprise. Il devrait être livré fin 2018.

RGROUPE

Rachat de parts

Rgroupe, groupe luxembourgeois spécialisé dans les réseaux informatiques, la communication VoIP, le cloud et le sourcing d'experts, a racheté la totalité des parts de Systemat Professional Services, qui devient Rcube Professional Services, aux côtés de Rcarré. Rcube constitue l'entité PSF de support de Rcarré et a pour ambition de mettre l'informatique au cœur des affaires et au service des exigences de ses clients.



TALKWALKER

Marlin Equity Partners devient majoritaire

Talkwalker, plateforme leader dans le secteur de la veille et de l'analyse du web et des réseaux sociaux, a annoncé qu'une part majoritaire de son capital a été acquise par Marlin Equity Partners, un des principaux fonds internationaux d'investissement. Cette acquisition permet

à Talkwalker d'accélérer sa croissance grâce aux ressources opérationnelles et à l'expérience de Marlin dans les entreprises technologiques à forte croissance. Les fondateurs de Talkwalker, ainsi que l'équipe de direction, continueront de diriger l'entreprise, en se focalisant sur son expansion internationale et le recrutement des équipes. ●

DOCLER HOLDING

Pitch Your Startup

Docler Holding announced the fourth edition of its Pitch Your Startup event in collaboration with Luxinnovation. This pitching session will take place on 15 May, during ICT Spring Europe 2018, Luxembourg's major tech conference. As for the previous editions, each startup will be granted 3 minutes and 33 seconds to present its project, followed by 2 minutes of Q&A in front of a jury composed of experts from the Luxembourg startup and entrepreneurial ecosystem. The winner will receive a 50,000-euro prize. The event will also be open to external investors and anyone interested in the ICT and startup scenes. ● To apply online: www.pitchyourstartup.eu

TOMORROW STREET – OLD STREET LABS

A SECOND STARTUP IS JUMPING IN

London-based Old Street Labs joins the Tomorrow Street innovation centre launched in September 2017. Founded in 2012, the company aims to break silos within large companies that incorporate global networks of employees and suppliers.



Old Street Labs platform – Vizibl – generates an environment where businesses and their suppliers can work together in productive collaboration. “Vizibl’s project tracking and advanced reporting tools empower businesses and their suppliers to make smarter decisions that deliver measurable outcomes. We look forward to introducing their solution to our global partners and being part of their journey to success,” said Warrick Cramer, CEO of Tomorrow Street (right). “We are excited to join and work in Tomorrow Street’s innovation centre. This collaboration will give us an opportunity and platform to build direct connections and help scale globally through a network of large global enterprises,” said Mark Perera, CEO and founder of

Old Street Labs (left). Old Street Labs’ focus on collaboration among enterprises aligns perfectly with Tomorrow Street’s strategy of promoting the co-creation of new technologies among its global network. Tomorrow Street, a joint venture between the Vodafone Procurement Company (VPC) and Technoport (Luxembourg’s national incubator), aims to turn business-ready startups into global success stories through Vodafone’s consumer and enterprise customers while contributing to Luxembourg’s digital evolution. ●

More information:

www.tomorrowstreet.comwww.oldstlabs.com



- Interconnexion intelligente
+ Suivi client en temps réel
+ Toutes les recommandations sous les yeux

Mercedes-Benz Uptime

Pour des visites à l'atelier nettement mieux planifiées et un véhicule plus disponible que jamais.

Disponible en option avec chaque contrat de service de Mercedes-Benz ou comme produit distinct. Compatible avec tous les services Fleetboard.

Mercedes-Benz

Trucks you can trust



Mercedes-Benz Luxembourg S.A.

Mercedes-Benz Leudelange – 3, rue Nicolas Brosius, L-3372 Leudelange, Tel.: 26 37 26-1 (Vente et Service)

Mercedes-Benz Roost – 2, route de Cruchten, L-7759 Roost, Tel.: 26 80 85-1 (Service)

AUCHAN

23 embauches grâce à l'ADEM

Dès 2016, l'ADEM et Auchan ont renforcé leur collaboration afin de mettre en place une recherche soutenue de candidats en vue de l'ouverture du nouveau magasin Auchan situé au sein du centre commercial Opkorn à Differdange, qui a ouvert ses portes le 26 octobre 2017. En janvier 2018, 23 demandeurs d'emploi ont intégré l'entreprise de grande distribution avec un contrat à durée indéterminée : 6 en tant qu'aides-bouchers, 11 en tant qu'hôtes de caisse et 6 à des postes de réassortisseur ou serveur stand. Les candidats ont bénéficié d'une formation théorique et pratique d'une durée totale de quatre mois pour les réassortisseurs, serveurs stand et hôtes de caisse et de six mois pour les aides-bouchers. Les six semaines de la partie

théorique de la formation se sont déroulées dans les locaux du Centre national de la formation professionnelle continue (CNFPC) à Esch-sur-Alzette, tandis que la partie pratique était assurée par Auchan, dans ses propres installations. « Nous avons le devoir de créer les conditions de réussite de nos collaborateurs pour que chacun donne le meilleur de lui-même pour son bien-être et celui de nos clients », a expliqué Philippe Oger, directeur des ressources humaines de Auchan Retail Luxembourg. Le jeudi 11 janvier 2018, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Nicolas Schmit, et la directrice de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Isabelle Schlessler, sont venus féliciter les nouveaux embauchés sur leur lieu de travail. ●



SECOLUX

30 ans au service de la construction

Le 18 janvier 2018, Secolux, filiale du groupe coopératif Seco, a célébré les 30 ans de son implantation au Luxembourg, en présence de ses équipes et de nombreux invités. Fondée en 1988 sous forme d'une asbl de quatre personnes, l'entité luxembourgeoise de Seco s'est développée afin de répondre aux besoins toujours

plus grands du marché de la construction en matière de prévention des risques. Elle s'articule aujourd'hui autour de trois sociétés actives dans la qualité (Seco), la sécurité (Seco Safety) et le conseil expert (Seco Expert). Ses équipes ont notamment participé à de nombreux projets phare récents comme le Royal20, « RTL City », le nouveau siège de RTL Group, ou encore l'immeuble de la BGL BNP Paribas au Kirchberg. ●



ARCELORMITTAL

UN PROJET PLEIN D'ÉNERGIE

Le 11 janvier 2018, le directeur général d'ArcelorMittal Luxembourg, Roland Bastian, et le vice-Premier ministre et ministre de l'Économie, Étienne Schneider, ont présenté un projet innovant de valorisation de l'excédent de chaleur générée lors de la production de palplanches en acier sur le site d'ArcelorMittal Belval.

Ce projet, initié par Arcelor-Mittal, s'inscrit dans la démarche du groupe en faveur du développement durable au Luxembourg.

La solution consiste à utiliser les fumées qui sortent à environ 400°C du four de réchauffage du train de laminage pour palplanches, pour chauffer de l'eau via un échangeur. La chaleur récupérée (équivalant aux besoins annuels de 4.000 maisons) est injectée dans le réseau de chauffage Sudcal d'une longueur de 20 km, qui approvisionne les quartiers Belval, Nonnewisen et Sommet, soit 180 clients raccordés.

Cet approvisionnement permettra de couvrir 70 % des besoins de chauffage de la zone. La coopération, fournissant à Sudcal une source d'énergie inexploitée jusqu'alors et disponible facilement, rendra pos-

sible la réduction de ses émissions de CO₂ à hauteur de 5.000 tonnes par an, ainsi que la baisse de sa consommation de gaz naturel.

Ce projet, qui devrait être opérationnel en mai 2018, pourrait devenir un modèle pour des programmes similaires sur d'autres sites ArcelorMittal du pays. Lors de la conférence de presse, Étienne Schneider a déclaré : « La synergie entre l'usine ArcelorMittal et le fournisseur de chaleur Sudcal est un exemple type d'approvisionnement durable au sein d'un quartier dit 'smart-district' ».

Pour sa part, Roland Bastian a indiqué : « L'empreinte environnementale d'ArcelorMittal est un sujet sur lequel nous travaillons en permanence. Ce système innovant témoigne de notre volonté de contribuer aux efforts du Grand-Duché pour réduire sa consommation d'énergie. » ●

INTEGRATED GLOBAL PAYMENT SOLUTIONS

We enable secure EMV payments anyhow, anywhere. Our hosted platform unifies multiple payment channels allowing merchants to trade in over 30 countries worldwide. The services we offer cover the full transaction journey, from Point-to-Point-Encryption (P2PE) hardware, to payment gateway services which include online and in-app payment acceptance.



Hospitality



Food & Beverage



Retail



Parking



Car rental



Transportation

3CPayment.com

3C
PAYMENT

BRÈVES



POST LUXEMBOURG

Acquisition of a stake in Eurosender Ltd

To further its diversification strategy, Post Luxembourg has acquired a stake in Eurosender Ltd., a technology-driven 3PL (third party provider) platform, providing instant price calculations for European wide door-to-door delivery services. The aim of Post Luxembourg is the development of its logistics activity and to become a major player in the e-commerce value chain by taking full advantage of digital transformation. Close cooperation with Eurosender, active in 31 countries in Europe, will facilitate access to new markets, territories, services and customers.

CREOS LUXEMBOURG / POWERDALE

Unis dans Nexxtlab

Cette nouvelle entité commune a pour vocation le développement de solutions innovantes dans le domaine EM2 (gestion énergétique en coordination avec l'introduction massive de l'électromobilité), dans la perspective du Luxembourg de devenir une smart nation. Nexxtlab, basée à Luxembourg, sera une structure ouverte, tournée vers la collaboration avec les centres de recherche, les universités et des sociétés partenaires.

ALIPA GROUP

DU NOUVEAU CHEZ CODIPRO

Codipro, le spécialiste luxembourgeois de l'anneau de levage articulé, fait le plein de nouveautés pour 2018. Il lance Gradup, une nouvelle gamme, et se dote d'une nouvelle charte graphique, avec une application de réalité augmentée et d'un nouveau site internet.



Présentée en première mondiale au salon AWRP de Minneapolis, la gamme Gradup est une véritable révolution sur le marché des anneaux de levage articulés et présente une amélioration du produit au niveau de la qualité des matières, la qualité de l'acier étant la caractéristique essentielle d'un anneau de levage articulé. Dans le monde du levage, il est usuel de parler en termes de classe d'acier ou de « grade ». Ce « grade » a tout son sens pour une chaîne car le diamètre de la chaîne, combiné à la classe de la matière, donne la capacité de levage. « Toute l'identité visuelle se base sur la mise en avant de notre nouvelle gamme Gradup.

Un nouveau logo lui est dédié. Nous avons également changé le logo de Codipro, désormais en trois couleurs avec un anneau qui apparaît clairement », explique Pauline Piron, responsable du service Marketing. Codipro dispose désormais d'un large panel de supports : vidéo 3D, nouvelle documentation commerciale, plans 3D, brochures, etc. Parallèlement, Codipro a développé une application de réalité augmentée qui permet de visualiser les anneaux de levage articulés dans les moindres détails et sous tous les angles, et a mis à jour son site internet qui se veut plus moderne, pratique et facile d'utilisation. ●



AIVA

650.000 euros raised

AIVA, short for Artificial Intelligence Virtual Artist, is an AI composing emotional soundtracks for films, games, trailers, and other entertainment content. The concept and the technology have attracted several business angels as well as

Kima Ventures, the investment fund of French billionaire Xavier Niel, securing a total of 650.000 euros for AIVA. AIVA has also teamed up recently with the independent studio Epic Stars to create the world's first video game with a main theme composed by an artificial intelligence. ●

IEE

Deux conventions signées

Le Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie, Étienne Schneider, a signé en présence du CEO du groupe IEE, Sheng Wang, et du CEO de IEE, Michel Witte, deux conventions de cofinancement relatives à la réalisation de projets de recherche et développement d'un coût total estimé à plus de 5 millions d'euros. Le premier projet concerne la recherche fondamentale autour de l'électromagnétisme et le second, la recherche industrielle dans le domaine des détecteurs capacitifs. Les activités de recherche seront réalisées en étroite collaboration avec l'Université du Luxembourg et d'autres instituts de recherche. ●

MAX WEBER
Directeur



"UN PRIX HONNÊTE ET UNE ANALYSE GRATUITE"

« La qualité de nos produits et de notre service à la clientèle fait partie intégrante de notre culture d'entreprise et nous prenons des décisions managériales écologiquement responsables. Chaque consommateur mérite le respect le plus profond et a droit à la transparence la plus complète. Cette philosophie doit être parfaitement compatible avec nos partenaires. Un prix honnête et une analyse gratuite de l'économie potentielle en consommation électrique de notre site de production nous ont convaincus ».

Découvrez nos 5 abonnements sur electris.lu
Informations au numéro gratuit : 8002-8032

25, rue G.-D. Charlotte B.P. 22 • L-7501 Mersch

Electris
Fournisseur luxembourgeois
d'énergie.

BRÈVES



MUSEAL

Nouvelle collaboration avec RTL

RTL et les Éditions Museal continuent leur association à travers la désormais rituelle édition annuelle de tasses espresso exclusives, dessinées par des artistes luxembourgeois. C'est à l'artiste Sophie Dewalque que le décor des tasses 2017 a été confié. Celle-ci a choisi de représenter des scènes inspirées par les légendes et coutumes locales, dans une harmonie de teintes vives et joyeuses. Les tasses sont disponibles seules ou en coffret, accompagnées d'un sachet de café Bruno.

Plus d'informations : <http://boutique.museal.com>

CACTUS / 11F

On ne change pas une équipe qui gagne

Après 12 mois de fructueuse collaboration, Cactus et la startup luxembourgeoise 11F, active dans le domaine du sport et du gaming, prolongent leur partenariat pour une durée de deux ans. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de Cactus de renforcer sa position sur le marché des jeux vidéo et de soutenir les jeunes entrepreneurs du Luxembourg. L'enseigne abrite depuis mars 2017 le pop-up store Level Up, entièrement dédié à l'univers des jeux vidéo et des produits dérivés (mugs, t-shirts, peluches, figurines, etc.).



JCDECAUX / CFL

8 ans d'exclusivité

JCDecaux Luxembourg a remporté, à la suite d'un appel d'offres, la concession publicitaire exclusive de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) pour une durée de huit ans. La société est déjà prestataire des abribus du Luxembourg depuis 1986, du service Vel'oh!

depuis 2008, et assure la régie publicitaire de Lux-Airport depuis 2014. Courant 2018, JCDecaux opérera l'installation, la gestion et la commercialisation des dispositifs publicitaires des gares CFL qui accueillent 22,5 millions de passagers par an. JCDecaux s'engage à optimiser, à la fois, l'expérience des passagers et la visibilité des annonceurs. ●

GRANT THORNTON /

VECTIS ACF

Rapprochement stratégique

La dizaine de spécialistes de Vectis ACF a rejoint Grant Thornton Luxembourg en décembre 2017 pour renforcer sa division de consultance, dédiée au secteur financier, dans des domaines comme le GDPR, Mifid II, business risk services, audit interne et cybersécurité... « Ce n'est pas la taille relative de l'opération qui importe, mais le renforcement stratégique dans des domaines hautement spécialisés, qui font de ce rapprochement une avancée significative pour nos équipes et nos clients », a déclaré Romain Bontemps, managing partner de Grant Thornton Luxembourg, dont l'effectif atteint désormais 250 personnes. ●

JCR

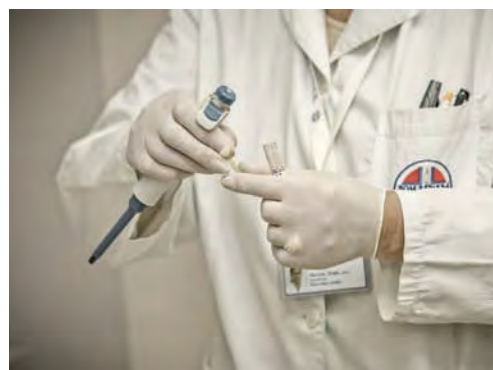
SET UP A MANUFACTURING PLANT IN LUXEMBOURG

JCR Pharmaceuticals, a Japanese public company engaged in research, development, manufacture and sales of pharmaceuticals, has chosen Luxembourg to set up a new manufacturing plant of active pharmaceutical ingredients (APIs).

The project is a strategic investment for JCR in view of the global development of the company's therapeutic enzyme products and aims at the reinforcement of manufacturing sites for future products under development.

The new plant in Luxembourg will be the first step for JCR in establishing a global framework of its manufacturing operations outside of Japan. The company is engaged on a growth trajectory in Japan, it employs more than 500 people and its annual turnover is over 136 million euros.

The Deputy Prime Minister, Minister of the Economy, Étienne Schneider, has met the management of JCR Pharmaceuticals in Luxembourg



and during the state visit to Japan in November 2017. Following up on those meetings, the Luxembourg government and JCR Pharmaceuticals signed a memorandum of understanding (MoU) relating to a surface right on industrial land of the Ministry of Economy in the industrial park Bommelscheuer located in the municipality of Käerjeng. "I believe that setting up an API manufacturing plant for our biomedicine in Luxembourg will be essential for the company's global development. Being able to deliver the JCR-branded medicine from this plant to patients in the world is what I hope to see in the future," said Shin Ashida, representative director, chairman, president and CEO of JCR. ●

Photos: Luxinnovation, JCDecaux, Museal



arendt
arendt business advisory

corporate finance
economic modelling
strategy & negotiation
executive support
fundraising

business advisory

arendt.com/advisory

DRIVE SERENELY YOUR BUSINESS THROUGH UNCERTAINTY





01.

ARCELORMITTAL

« LES RACINES DE L'ACIER »

Sélectionné par un jury présidé par Aditya Mittal, CFO d'ArcelorMittal et CEO d'ArcelorMittal Europe, au terme d'une compétition réunissant des concepts proposés par de nombreux architectes de renommée internationale, Wilmotte & Associés réalisera le nouveau siège d'ArcelorMittal au Luxembourg.



02.



03.

01. Le nouveau siège d'ArcelorMittal à Luxembourg rend visible l'acier qui le constitue grâce à un concept innovant.

02. Le concept de Wilmotte répond également à la volonté d'ArcelorMittal de disposer d'un bâtiment durable qui valorise le rôle de l'acier dans l'économie circulaire.

03. Un atrium public bioclimatique sera ventilé par le système du puits canadien qui rafraîchit naturellement l'air en été et le réchauffe en hiver.

Le design ambitieux du lauréat est un « *hommage à l'acier et à ses racines au Luxembourg* » a souligné Jean-Michel Wilmotte lors de la présentation du projet. Tout d'acier et de verre, le bâtiment mettra en valeur les nombreux avantages de l'acier, tout en soulignant sa capacité d'utilisation dans des bâtiments plus verts et plus durables. Unique en son genre, le concept inclut de nombreuses premières architecturales, notamment des produits et des fonctionnalités innovants qui sont le résultat d'une étroite collaboration entre l'architecte et les équipes de recherche et développement d'ArcelorMittal. Ainsi, ces innovations techniques incluent au

rez-de-chaussée un espace fluide et flexible ne comportant pas de colonnes grâce à l'utilisation d'un exosquelette suspendu en acier ; un système de plancher intégré entièrement conçu en acier, évitant de recourir à de faux plafonds et offrant une acoustique de haute qualité et une esthétique améliorée ; un mur-rideau entièrement fait d'acier qui permet d'ériger un bâtiment plus léger et aéré grâce à la plus grande résistance et élasticité de l'acier et de nouvelles sections profilées issues de produits conçus pour le secteur automobile.

Le concept de Wilmotte répond également à la volonté d'ArcelorMittal de disposer d'un

bâtiment durable qui valorise le rôle de l'acier dans l'économie circulaire.

Le bâtiment s'inscrit dans le concept *cradle to cradle*. Il peut être démantelé, et sa structure d'acier réutilisée presque entièrement dans une nouvelle construction, sans recyclage. Économique en énergie et à faible émission de carbone, le nouveau siège sera certifié BREEAM Exceptionnel, DGNB Gold et BBCA.

Ces certificats environnementaux incluent la génération d'énergie solaire – via 4.000 mètres carrés de cellules photovoltaïques en acier ArcelorMittal sur le toit, la gestion des eaux de pluie et l'ouverture automatique des fenêtres pour une ventilation naturelle. L'atrium public sera bioclimatique, ventilé par le système du puits canadien qui rafraîchit naturellement l'air en été et le réchauffe en hiver.

Il abritera des arbres et des plantes dans un style forestier, apportant aussi des bénéfices environnementaux, car il agira comme un modérateur de température. D'autres espaces verts seront créés grâce au positionnement du bâtiment en retrait des limites de la parcelle, offrant ainsi de nouveaux espaces publics. Le bâtiment sera aussi certifié par un label WELL de niveau Gold. Les travaux devraient débuter au cours de l'été 2019, l'achèvement de la construction est attendu pour le dernier trimestre de 2021.

L'immeuble, hébergeant environ 800 employés d'ArcelorMittal, proposera aussi certains de ses espaces à la location. On y trouvera un restaurant, une salle de sport et un auditorium de 200 places accessible au grand public. Wilmotte a conçu divers bâtiments de référence tels que le Ferrari Sporting Centre à Maranello, le siège de Google à Londres ou encore le siège social de LVMH à Paris. ●

Executive Education

Learn to digitalise your supply chain



□ FACULTY OF LAW, ECONOMICS AND FINANCE

→ Digitalisation in Supply Chain Management

7 & 8 June 2018

Programme:

- Fundamentals in procurement
- Global supply chain management, cost analysis & digitalisation
- Handling volatility
- Big data impact on supply chain operations
- Inventory management/ forecasting
- Blockchain technologies

Learning outcomes and benefits:

- Introduction to key topics in financial analytics and the digitalisation of supply chains.
- Understanding the technologies available for companies' logistics and supply chain processes.
- Insights into current challenges in operating efficient supply chains.

Join this unique programme and experience our motto: INNOVATE, IMPACT, INSPIRE!

The LCL offers regular workshop sessions throughout the academic year. Hot topics like supply chain financial analysis, supply chain management 4.0 are proposed.

Industry seminars as well as digital supply chain roundtables complete our offer to executives. Join us!

Official partner of



lcl@uni.lu • lcl.uni.lu

INTERVIEW



LUCIEN BECHTOLD
CEO, Mutualité
de cautionnement

Quelles conditions une entreprise doit-elle remplir pour bénéficier d'un cautionnement de la MC ?

« Pour bénéficier d'un cautionnement de la MC, une entreprise traditionnelle ou innovante doit avoir son siège social au Luxembourg et détenir une autorisation d'établissement valable. Le cautionnement doit être sollicité pour le financement d'un projet d'investissement présentant des perspectives réelles et viables. La MC souhaite soutenir en premier lieu des investissements productifs et non le financement de besoins de trésorerie ou de restructurations financières. C'est la banque de l'entreprise qui devra introduire la demande de garantie à la MC, pour le compte de son client.

Les services de la MC sont-ils gratuits ?

« Afin de pouvoir bénéficier d'une garantie de la MC, l'entreprise bénéficiaire devra payer au début de la garantie une commission unique comprenant des frais d'adhésion de 25 euros par tranche de 25.000 euros cautionnés, ainsi qu'une prime de risque variable en fonction de la qualité et du risque du projet.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets de projets récents pour lesquels la MC est intervenue ?

« Plus de 40 % des interventions de la MC portent sur des projets de création nouvelle, et 35 % sur des projets de reprise, alors que 25 % concernent des projets de développement ou de modernisation d'entreprises existantes. Au niveau des secteurs d'activité, la majorité des cautionnements accordés (40 %) s'est faite en faveur de projets du commerce traditionnel (alimentation, textile, détail), du secteur horeca (31 %) et des entreprises de prestation de services (29 %). Sans cautionnement de la MC, de nombreux projets de création, de reprise ou de développement d'entreprises n'auraient pas trouvé leur financement. »



MUTUALITÉ DE CAUTIONNEMENT

NOUVELLE ÉTAPE POUR SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT

L'assemblée plénière de la Chambre de Commerce a décidé de réformer en profondeur l'organisation et la gouvernance de la Mutualité de cautionnement, afin de dynamiser ses activités et de mieux soutenir l'entrepreneuriat. Ces mesures, qui ont pris effet le 1^{er} janvier 2018, s'accompagnent d'une recapitalisation.

La Mutualité de cautionnement (MC) a été créée en décembre 1969 par la Chambre de Commerce, sous l'impulsion de la clc et de l'Horesca, dans le but de faciliter l'accès au financement bancaire des entreprises luxembourgeoises. La MC a pour objectif de pallier le manque de garanties des petites et moyennes entreprises (PME) par l'octroi d'un cautionnement, lorsque les garanties fournies par l'entrepreneur aux établissements de banque s'avèrent être insuffisantes. La MC, qui a rejoint en octobre 2016 le nouveau *one-stop shop* de la House of Entrepreneurship, apporte conseil et soutien pratique aux entrepreneurs qui cherchent à avancer dans le montage de leur plan de financement.

Le renforcement de ses fonds propres, décidé par la Chambre de Commerce, permet désormais à la MC d'accompagner des projets de plus grande envergure, avec un cautionnement allant jusqu'à 250.000 euros par dossier (50.000 avant la réforme), sans toutefois pouvoir dépasser 50 % du montant du prêt à cautionner. Le champ d'application

du dispositif est étendu aux projets innovants et aux investissements immobiliers utilisés à des fins professionnelles. Dès décembre 2017, la MC a signé une convention-cadre avec les principaux établissements bancaires actifs dans le financement des PME (BCEE, Banque de Luxembourg, BGL BNP Paribas, BIL, Banque Raiffeisen) pour l'adoption d'un modèle standardisé, plus rapide et facile à utiliser, dans lequel il revient désormais à la banque d'introduire pour le compte de son client la demande de garantie auprès de la Mutualité de cautionnement. Des pourparlers sont en cours pour intégrer d'autres banques à la démarche. Une convention de partenariat a également été signée fin 2017 avec le FEI (Fonds européen d'investissement) pour bénéficier de l'initiative COSME (Competitiveness of Small and Medium-sized Enterprises), système de contre-garantie proposé par l'Union européenne dans le cadre du plan Juncker. ●

Plus d'informations :
www.cautionnement.lu



CLUSTER FOR LOGISTICS

11 COMPANIES LABELLED LEAN & GREEN

More than 500 companies across Europe have won the label since its creation in 2008. The labelled sustainable logistics community grows to 11 in Luxembourg.

13 companies for the 2017 edition, including three companies based in Luxembourg, received the Lean & Green label during the first Benelux congress organised in Brussels with support from the Benelux Secretariat on 6 February 2018. The programme is seen as part of the measures agreed during the Paris agreement, where almost 200 countries agreed to reduce greenhouse gases (GHG) like CO₂ and limit the global cli-

mate change to a maximum of 2 degrees, with a goal of maximum 1.5 degrees C. To achieve this, systemic changes are required, including the transport sector, that represents more than one fourth of the GHG emissions in Europe. The award ceremony, supported by the Benelux Secretariat in Brussels, brought together the Dutch public-private network Connekt, the Cluster for Logistics Luxembourg, Logistics

in Wallonia and VIL having participants being certified. The awards have been handed by the secretary of state for sustainable development and infrastructure, Camille Gira, and François Bellot, federal minister for mobility and transport in Belgium, in presence of Nico Anten, head of Connekt. The new companies from Luxembourg awarded are Luxport Group, Kronospan and Webtaxi for their action plans that will

reduce their ecological footprint while saving costs. The Lean & Green star will reward these companies if they achieved a CO₂ reduction of 35% over five years. The recently awarded companies join the previous eight companies of the Lean & Green community in Luxembourg: Arthur Welter, Cargolux, CFL Multimodal, GN Transport, Luxair Cargo, Offergeld, Post and Transalliance. ●

LOGISTICS.PUBLIC.LU

NEW PORTAL FOR LOGISTICS

Some 20 government agencies and state services have gathered with players from the private sector to launch the "logistics portal" to be used by economic operators who are active in logistics and international trade.

The information portal brings together, in a single centralised location, information regarding the services offered by the Administration des Douanes et Accises (customs and excise administration), the Administration de l'Enregistrement et des Domaines (indirect tax authority), the Administration des Services techniques de l'Agriculture (administration of agricultural technical services), the Admin-

istration des Services Vétérinaires (administration of veterinary services), the Administration de l'Environnement (environment agency), the Office des Licences (licencing office), the Division de la Sécurité Alimentaire (food safety unit), the Division de la Radioprotection (radiation protection department), the STATEC, the Chamber of Commerce and others. It is aimed at promoting Luxem-



bourg as a European logistics hub, showcasing the multimodal platforms and high added-value services offered by the companies; explaining the various steps to be taken in establishing or developing logistical activities in Luxembourg; and simplifying the administrative formalities connected with the import, export and transit of goods. The logistics portal (www.logistics.public.lu) is available in French

and English. It interacts with the state administrative guide *Guichet.lu* and is part of the government's Single Window for Logistics programme, which is coordinated by the ministry of the economy and implemented with the ministry of finance, the ministry of sustainable development & infrastructure, the customs and excise administration, the CTIE as well as the Cluster for Logistics. ●

BRÈVES



COMMERCE EXTÉRIEUR

Parution du calendrier 2018

La Chambre de Commerce du Luxembourg vient de faire paraître l'édition 2018 de sa brochure *International Affairs*. Le document décrit les différents services que propose l'institution pour aider les entreprises à accéder aux marchés étrangers et à promouvoir leurs biens et services à l'international. Il comprend également le calendrier officiel des actions de promotion économique et commerciale organisées en 2018. La brochure et le calendrier peuvent être téléchargés ou commandés sur www.cc.lu, rubrique Publications.

INL

Retour dans ses murs

Installé dans des locaux provisoires au Kirchberg depuis près de trois ans pour cause de rénovation de ses locaux des Glacis, l'Institut national des langues (INL) va progressivement réintégrer son bâtiment principal remis à neuf. Le déménagement vers des Glacis, démarré le 19 février 2018, se terminera pendant les congés de Pâques. Dès le 17 avril, toutes les épreuves linguistiques menant à des certifications se dérouleront aux Glacis, à l'exception des épreuves de compréhension orale du « Sproochentest » qui resteront à Mamer. Plus d'informations : www.inll.lu



HOT / ISEC / FUN

**E-LEARNING
RICHE ET VARIÉ**

Le 19 février 2018, une convention de collaboration a été signée entre la House of Training, l'ISEC et FUN-MOOC, opérateur de la plateforme FUN (France Université Numérique), acteur majeur du e-learning.

La House of Training et l'ISEC vont construire une offre d'*e-learning*, grâce au partenariat signé avec l'opérateur français FUN-MOOC, qui anime la plateforme FUN (France Université Numérique). Celle-ci rassemble les cours de plus de 100 partenaires et totalise à ce jour près de 4 millions d'inscriptions, ce qui en fait la plus grande plateforme francophone d'*e-learning* au monde.

Ces cours en ligne sont accessibles aux particuliers comme aux entreprises qui souhaitent s'approprier de manière souple des connaissances sur un sujet donné. Ils peuvent être utilisés en préalable à une autre formation, pour une mise à niveau. Certains modules qui s'appuient sur des techniques innovantes et modernes peuvent même être utilisés en cours de formation par le professeur.

La House of Training et l'ISEC s'attachent actuellement à adapter certains contenus aux spécificités luxembourgeoises.

Après une sélection opérée par les deux organismes de formation, les cours retenus seront reliés à l'offre existante de formations, notamment celles centrées sur les dirigeants d'entreprises ou encore celles s'adressant à des secteurs d'activité déterminés. Les acquis des formations en ligne seront documentés par des certificats intégrés dans les cursus des participants de la House of Training et de l'ISEC.

La mise en service du portail est prévue pour octobre 2018 avec, dès le départ, un catalogue de plus de 100 formations. Ce portefeuille sera amené à se développer grâce à des contenus spécifiques pour les différents secteurs de l'économie luxembourgeoise. ●

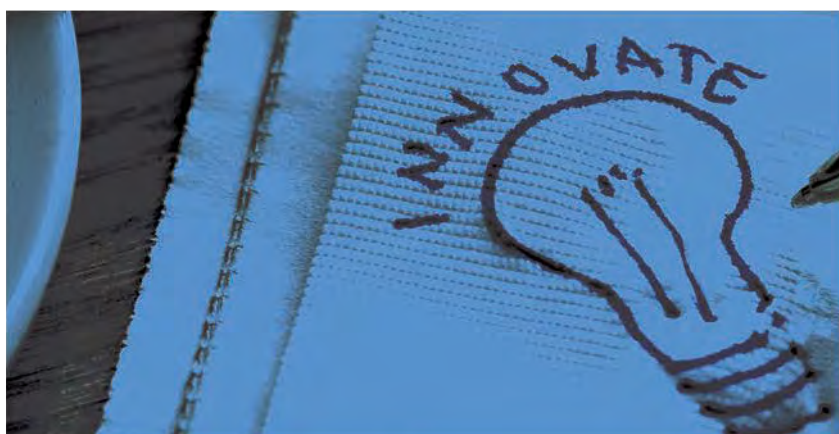
Photos: Pierre Guersing

JOURNÉE LUXEMBOURGEOISE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

11^{ème} édition
LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE À L'ÈRE DE LA DIGITALISATION

26 AVRIL 2018

Conférence
et Stands



INSCRIPTION EN LIGNE

www.ipil.lu

**CHAMBRE
DE COMMERCE**

7, rue Alcide
de Gasperi
L-2981 Luxembourg

Une initiative de



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

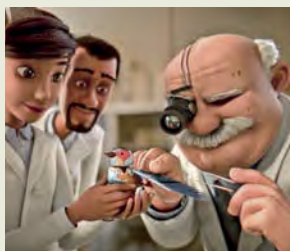
Office de la propriété intellectuelle

Organisé par



INSTITUT
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
LUXEMBOURG

BRÈVES

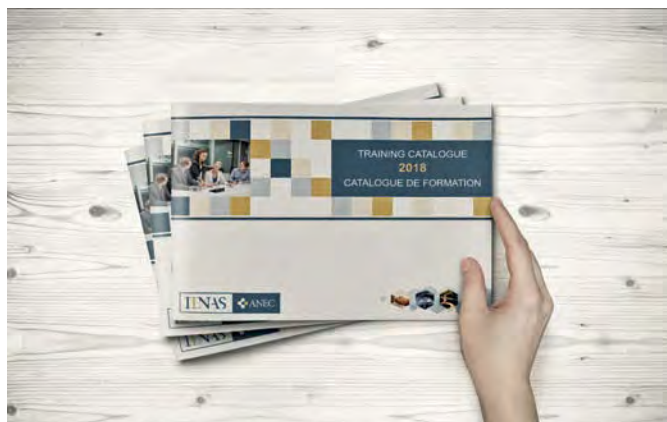


PROMOTION DU LUXEMBOURG Le nation branding a son film

Le film *Let's make it happen* a été réalisé par Laurent Witz, oscarisé en 2014 pour son court-métrage *Mr Hublot*. Il mélange animations et paysages réels et met en scène le voyage d'un oiseau de papier, amélioré à chaque étape de son parcours par des techniques de plus en plus modernes, soit « un message fort et engageant qui transmet parfaitement la promesse du pays : plus loin ensemble », selon Francine Closener. Le film, qui existe en luxembourgeois, allemand, français et anglais, peut être utilisé librement. Il est téléchargeable sur www.inspiringluxembourg.public.lu.

YES PROGRAM Japanese business practices

If you are a young executive, interested in the Japanese market, working for a small or medium-sized company in Belgium or Luxembourg, the YES (Young Executive Stay) Program is made for you. It consists in a one-week training programme in Japan, beginning with two briefing sessions in Belgium. The training will begin with a panel discussion with businesspeople, followed by introducing each participant to potential customers in her/his business area. Interested? Apply before 30 March 2018 on www.bja.be/services_yes.php



ILNAS

Se former à la normalisation

L'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) vient de publier son catalogue de formation continue 2018 dans le domaine de la normalisation technique. L'ILNAS propose, en particulier, de nouvelles formations

destinées aux professionnels du secteur des TIC, qui portent principalement sur les technologies smart ICT, à savoir le cloud computing, l'Internet of things et le big data, ainsi que sur les questions de confiance numérique associées. Une formation technique sur les blockchains est également proposée cette année. ●

ACL / UNI

AMÉLIORER LA MOBILITÉ PAR LA FORMATION

L'Automobile Club du Luxembourg (ACL) et l'Université du Luxembourg (UNI) s'associent pour proposer une formation destinée aux personnes chargées de gérer la mobilité dans les entreprises. Professionnaliser et valoriser cette fonction peut en effet avoir des conséquences positives sur l'avenir de la mobilité dans le pays.

Le *Mobility Management Training*, formation consacrée aux fondamentaux et aux tendances futures du transport et de la mobilité, est une initiative de l'ACL, associé au *MobiLab Transport Research Group* de l'Université du Luxembourg. Le programme, qui s'adresse à des professionnels, est intensif et court. Il balaie néanmoins l'ensemble des aspects du sujet : comprendre les termes et notions liés à la mobilité et savoir les utiliser ; identifier et comprendre les besoins, les facteurs qui influencent la mobilité et les coûts liés ; aborder la mobilité du personnel et l'accessibilité des infrastructures ; présenter des outils innovants et des indicateurs-clés de performance, sur le plan environnemental comme financier. Les cours mêlent



théorie, exemples concrets, exercices pratiques et interactifs et discussions de groupe, le tout en langue anglaise. Les intervenants sont issus du monde académique et scientifique, mais aussi de grandes entreprises du Luxembourg qui apportent un témoignage sur leurs meilleures pratiques.

Les inscriptions, sur dossier, sont ouvertes jusqu'au 23 mars 2018. La formation se déroulera sur trois journées complètes (8 h 30-17 h), les 18, 19 et 24 avril 2018, à l'hôtel Meliá (Luxembourg-Kirchberg). À l'issue de la formation, les participants recevront un certificat. ●

Renseignements et inscriptions sur : www.acl.lu/mmt

LHOFT

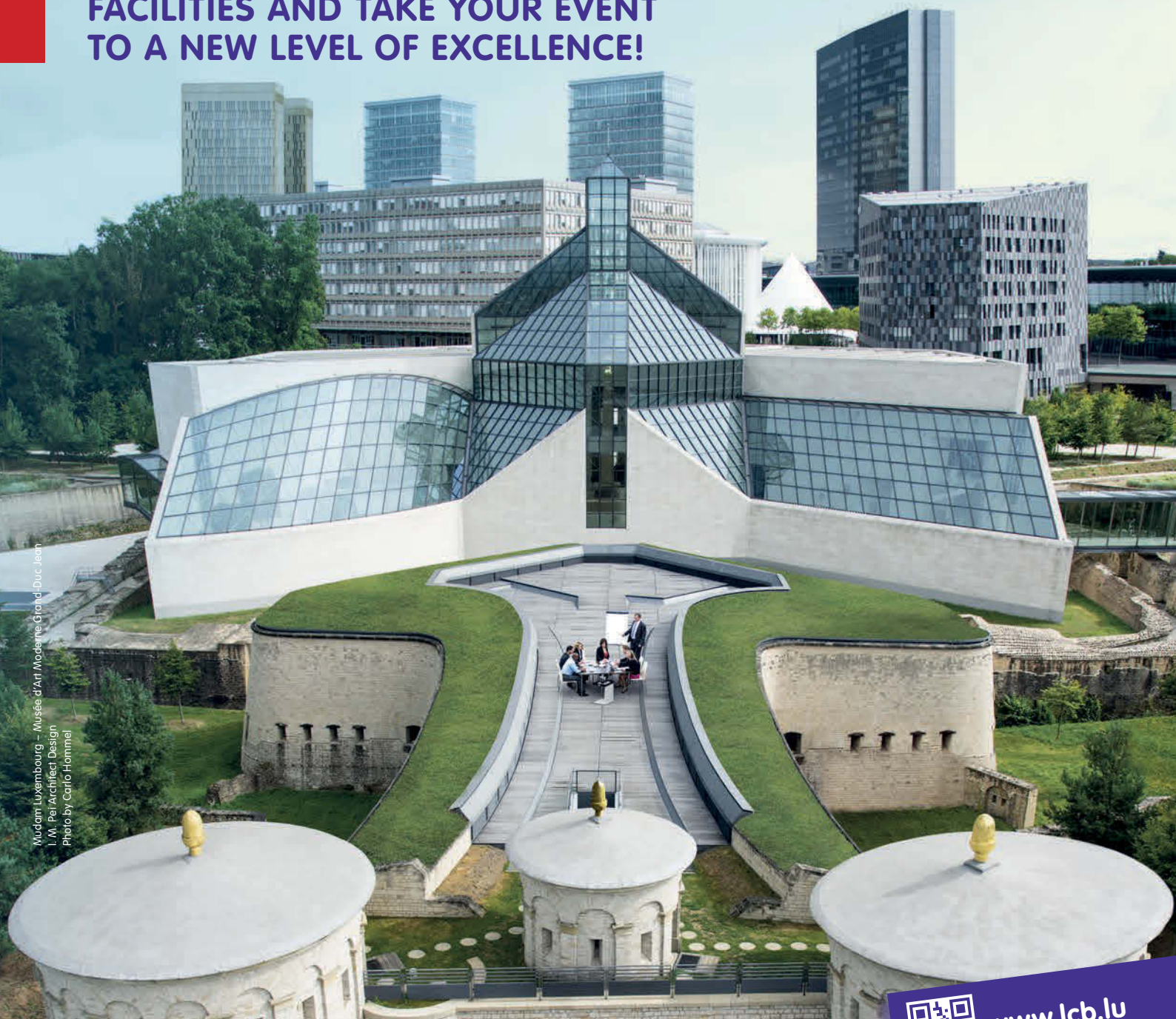
Promote the fintech industry across Europe

The Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) announces the signature of a Memorandum of Understanding (MoU) with the Belgian fintech hub B-Hive on Tuesday 30 January. The objective of the two hubs is to work on collaborative initiatives and further promote the fintech industry across Europe for the benefit of the whole industry. A direct action followed the signature of this MoU as the LHoFT had the pleasure to welcome a B-Hive delegation on 15 February where Luxembourg and Belgium fintechs had the possibility to discuss, exchange best practices and collaborate towards new business deals. ●

MEET IN LUXEMBOURG

ENJOY BREATHTAKING MEETING
FACILITIES AND TAKE YOUR EVENT
TO A NEW LEVEL OF EXCELLENCE!

luxembourg
convention bureau



Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean
I. M. Pei Architect Design
Photo by Carlo Hommel



www.lcb.lu

Your partner on site
Luxembourg Convention Bureau
Tel.: (+352) 22 75 65
convention.bureau@lcto.lu

HOUSE OF BIOHEALTH

La phase 2 est opérationnelle

Le 31 janvier 2018, Francine Closener, secrétaire d'État à l'Économie, a inauguré la première extension de la House of Biohealth, structure construite à Esch-sur-Alzette pour héberger des entreprises nouvelles et existantes dans les domaines des biotechnologies, des TIC et des écotechnologies, fruit d'une collaboration entre le ministère de l'Économie, la ZARE (Zone d'Activité économique Régionale Ehlerange) et des investisseurs privés. S'inscrivant dans les efforts du ministère de l'Économie pour développer le secteur des sciences de la vie, la House of Biohealth est réalisée en trois phases et accueillera, à terme, jusqu'à 600 chercheurs sur 15.000 m² d'espace de laboratoires et de bureaux.

Près de trois ans après l'accueil des premières entreprises, la House of Biohealth double ses capacités grâce à une première extension (phase 2), offrant ainsi au total 6.000 m² d'espace de laboratoires et 4.000 m² de surface de bureaux. Pour répondre aux attentes des jeunes pousses du secteur, certains de ces espaces et infrastructures sont désormais loués sur base horaire. Dans les prochains mois s'y ajouteront sur 600 m² des laboratoires tout équipés permettant aux startups de réduire de manière significative leurs frais d'installation et d'équipement. Le ministère de l'Économie soutient ce projet de partenariat public-privé à travers la mise à disposition d'une garantie locative. Une seconde extension de l'incubateur (phase 3) sera lancée en fonction des besoins. ●



CHAMBRE DE COMMERCE

La qualité : un enjeu de taille

La Chambre de Commerce est engagée depuis 2006 dans la mise en place d'un système de gestion de la qualité, guidée par la volonté d'atteindre l'excellence dans les services qu'elle offre aux entreprises et aux porteurs de projets. En 2017, elle a fusionné ses différentes démarches qualité. Celles-ci couvrent actuellement

les activités de promotion du commerce extérieur et de soutien aux entreprises luxembourgeoises dans leur démarche d'internationalisation, ainsi que la gestion de la formation professionnelle initiale. Le 7 février, la Chambre de Commerce a obtenu son certificat ISO 9001:2015. Les prochaines étapes concerneront les services de la House of Entrepreneurship, ainsi que d'autres services des Affaires internationales. ●



UEL / INDR

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ PRISES TRÈS AU SÉRIEUX

Comme tous les deux ans, l'Association d'assurance accident, l'Union des entreprises luxembourgeoises et l'INDR, en partenariat avec ArcelorMittal, la Division de la santé au travail et de l'environnement de la Direction de la santé (DSATE), l'ITM et l'IFSB, organiseront le grand format du Forum de la sécurité et de la santé au travail, le jeudi 19 avril 2018 à Luxexpo The Box.

Le forum s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention Vision Zéro, qui défend l'idée que tous les accidents du travail peuvent être évités et qu'un monde sans accidents graves ni mortels est possible.

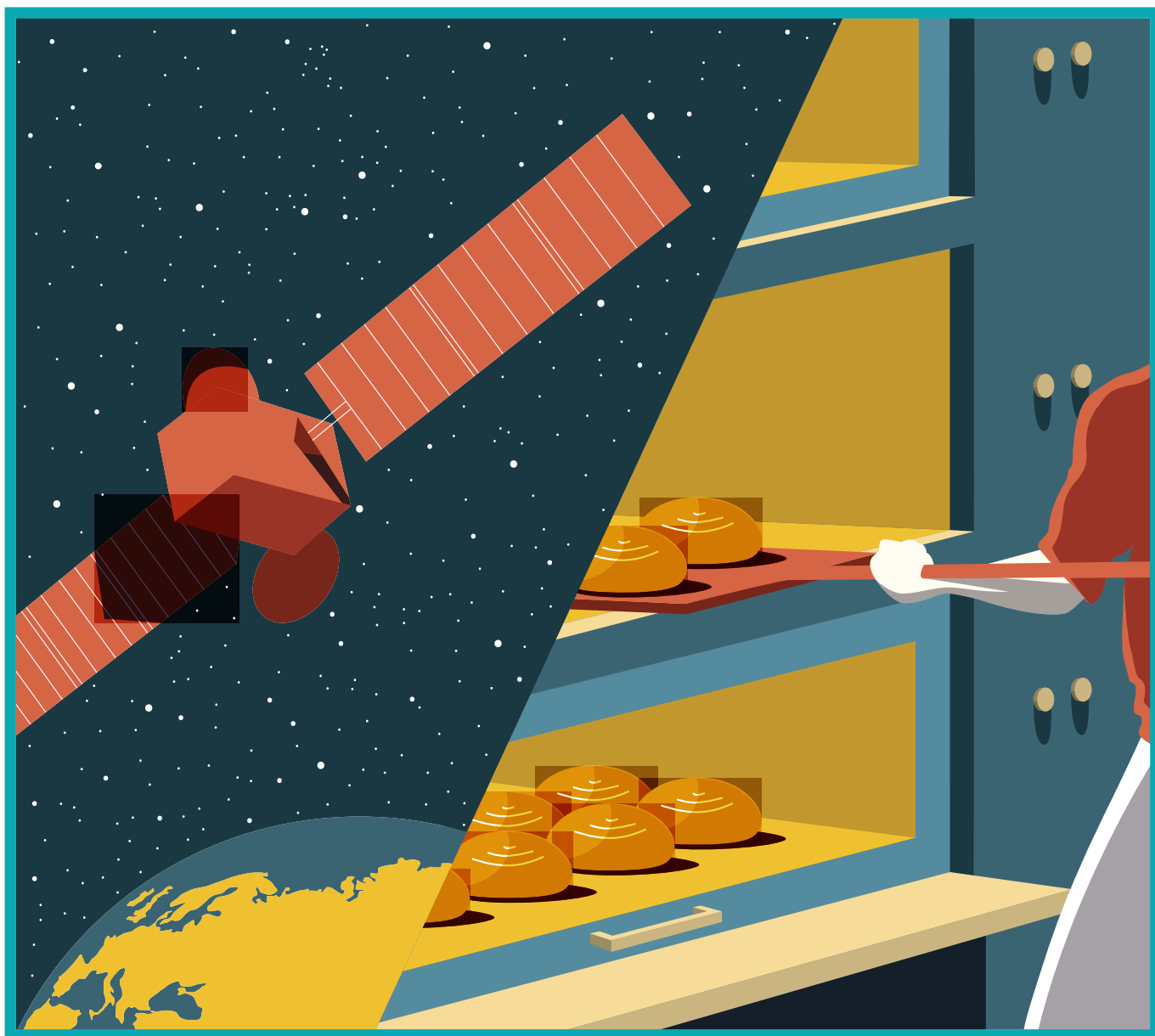
Organisé dans le contexte de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, le forum est destiné aux dirigeants d'entreprise, aux responsables Sécurité-Santé en entreprise ainsi qu'à tous les acteurs engagés en la matière. Cette 12^e édition du forum offrira une plateforme unique aux entreprises souhaitant échanger sur les pratiques en matière de gestion de la sécurité et de la santé au travail, de prévention des risques ou encore de formation.

Une centaine de stands présenteront les dernières nouvea-

tés en matière de sécurité et de santé au travail et deux salles de 100 places assises accueilleront des workshops thématiques.

Le forum servira également de plateforme pour la remise du Prix national sécurité-santé au travail, promu par les ministères de la Santé, de la Sécurité sociale et du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, en association avec les organisateurs du prix (AAA, DSATE, INDR, ITM et UEL). Ce prix souhaite valoriser des mesures ou des produits particulièrement innovants dans le domaine de l'amélioration de la sécurité, de la santé et du bien-être au travail. ●

Plus d'informations et inscription sur www.visionzero.lu



**Soutenir ceux qui font l'économie,
de près comme de loin.**

BRÈVES



AMCHAM

Integration of foreigners

AMCHAM presents the completion of two projects in support of the integration of foreigners into Luxembourg with sponsorship from the Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte through the "mateneen" initiative: the Languages of Luxembourg project is a web-based language learning tool that allows language learners to simultaneously study/learn either 5 or 7 languages (Luxembourgish, French, German, Portuguese, English, Arabic and Persian). The translation of the English language *Doing Business in Luxembourg* book into Arabic (photo) and Persian, and available as free downloadable PDF documents. AMCHAM, INTCOMLUX and Mylanguage are the initiating partners of these projects.

FILM FUND LUXEMBOURG

« The Breadwinner » nominé aux Oscars

Le long-métrage d'animation *The Breadwinner*, réalisé par Nora Twomey, est sélectionné pour l'Oscar du meilleur film d'animation par l'Académie des arts et des sciences du cinéma. Le film est une coproduction entre Melusine Productions et Studio 352 (Luxembourg), Cartoon Saloon (Irlande) ainsi que Aircraft Pictures (Canada), en partenariat avec la productrice Angelina Jolie.



GO DIGITAL

VERS UNE DIGITALISATION DES PME

Le 18 janvier 2018, le ministère de l'Économie, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et Luxinnovation ont présenté un programme d'aide à la digitalisation des PME, destiné à optimiser la transition vers le numérique.

Au sein de ce programme, la Chambre de Commerce et son équipe « Go Digital » proposent une initiative adaptée aux besoins de ses ressortissants pour sensibiliser les entreprises aux défis de la digitalisation et pour les informer, les orienter et les conseiller dans leurs démarches en ce sens. La phase de diagnostic par un expert ainsi que la phase subséquente de mise en œuvre sont proposées en collaboration avec Luxinnovation. Lors de ces deux étapes, la Chambre de Commerce s'appuie sur l'offre de services « Fit 4 Digital » développée par Luxinnovation pour aider les PME à tirer parti des technologies numériques. Les entreprises peuvent en outre bénéficier d'aides du ministère de l'Économie à hauteur de 5.000 euros, notamment pour la prise en charge du diagnostic.

La secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, a déclaré : « S'inscrivant dans la démarche Rifkin, ce programme de digitalisation pour les PME

est la transposition concrète du Pakt Pro Artisanat et du Pakt Pro Commerce. »

Le directeur général de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen, a précisé : « Avec le parcours 'Go Digital', la Chambre de Commerce et la House of Entrepreneurship offrent aux TPE, PME et PMI un accompagnement sur mesure pour une transition digitale réussie. Nos conseillers sonderont leurs vrais besoins, notamment en matière d'intégration du numérique dans leur quotidien ou des coûts liés à la mise en œuvre d'une stratégie de transition numérique. » Dans le cadre du nouveau programme « Go Digital », le Digital Day proposera, le 20 mars 2018, quatre workshops en allemand et en français, des témoignages d'entrepreneurs et des interventions d'experts. Les inscriptions en ligne sont ouvertes. ●

Plus d'informations :

www.godigital.lu

www.guichet.lu

healthy people healthy business

Depuis 1946, nous vous épaulons dans le développement de votre entreprise. Nos experts locaux vous équiperont avec les meilleurs produits et solutions **Document imaging** pour matérialiser et façonner vos contenus. Ils accompagnent votre entreprise dans la transition numérique avec des solutions **Digital workflows** sur mesure et vous transmettent l'énergie nécessaire à cette réussite dans nos établissements **Sport & fitness**.

Les femmes et les hommes
de Charles Kieffer Group
à Leudelange

BRÈVES



VALORLUX

« Please forget me »

Depuis janvier 2018, en collaboration avec les représentants de la grande distribution, le tarif des nouveaux sacs en plastique légers (sachets de courses de dépannage disponibles en caisse) passe de 3 à 5 centimes d'euro pièce. Avec le message « Please forget me », l'objectif est d'inciter le consommateur à éliminer progressivement sa consommation de sacs en plastique. Depuis l'introduction de l'éco-sac au Luxembourg, le recours à 829 millions de sacs en plastique à usage unique a pu être évité, soit une économie de 5.651,2 t de plastique ou 12.568.925 l de pétrole.

SIP

Infographies : réédition

Le Service information et presse du gouvernement vient de rééditer, en collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques, les infographies publiées dès 2015. Le contenu des 14 infographies, déclinant la signature du pays « Luxembourg, Let's make it happen », est au format de 17 x 21 cm et est disponible en français, allemand, anglais et luxembourgeois. www.luxembourg.lu et www.gouvernement.lu

LUXEXPO THE BOX

VAKANZ, VERS L'INFINI ET AU-DELÀ !

Plus de 29.000 visiteurs ont arpenté les allées du salon à la recherche de nouveautés, d'offres spéciales et de surprises. Fêtes, bonne humeur, partages et découvertes... toujours plus nombreux, les fans de Vakanz ont apprécié le programme !



Orchestré par Luxexpo The Box et 200 experts du voyage, Vakanz a été, trois jours durant, un cocktail de surprises du début à la fin, du nouveau site Internet en passant par le programme événementiel, l'offre commerciale, la restauration, la cérémonie d'ouverture, l'afterwork party, ou encore les jeux-concours...

« Vakanz est un travail collectif. Des partenaires et une équipe qui, grâce à leur implication et à leur dévouement, ont présenté pendant trois jours l'ensemble de l'offre touristique disponible au Luxembourg et, au-delà du salon, ont démontré les valeurs d'accueil et d'échanges du territoire. L'expérience

est réussie et je les remercie tous », déclare Morgan Gromy, CEO de Luxexpo The Box. Si le voyage est un indicateur de confiance, il semblerait que celui-ci soit au vert.

Les visiteurs étaient au rendez-vous, de même que l'optimisme. Cet enthousiasme devrait sans doute se traduire dans les réservations pour les trois à quatre mois à venir.

« L'offre commerciale, le programme d'animations, les jeux concours et autres divertissements ont ravi le public, nous partons donc sur d'excellentes bases pour préparer l'édition 2019 », conclut Morgan Gromy. ●



OAI

Architectour.lu

L'OAI lance la 3^e édition d'Architectour.lu, le guide de référence pour découvrir l'architecture, l'ingénierie et l'urbanisme contemporains au Luxembourg. Sur base de quelque 315 propositions et des éditions précédentes, le comité de sélection OAI/Maison Moderne a tracé

14 nouveaux itinéraires.

Cette 3^e édition est accompagnée d'une refonte du site web qui reprend également les réalisations ne figurant pas dans le guide. Des rubriques thématiques en matière de design, mises en place avec des partenaires, permettront des recherches ciblées. Architectour.lu est disponible gratuitement. ●

FIT4DATAPROTECTION

Protection des données

L'Enterprise Europe Network-Luxembourg de la Chambre de Commerce, en collaboration avec la Commission nationale pour la protection des données (CNPd), a accueilli près de 220 participants, dans le cadre de la conférence « Fit4DataProtection : règlement relatif à la protection des données : en route vers la mise en conformité ! ». Le cycle de conférences avait pour objectif de sensibiliser les entreprises et de leur fournir des informations pour se préparer à l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement. ●

Plus d'informations : www.cnpd.public.lu



Exposition



Portes et parquets



Terrasses

HOLZ fir MUER

Depuis toujours, nous travaillons aux côtés d'architectes, de menuisiers ou de chefs de projets afin de combiner leurs idées, notre expertise et notre savoir-faire. Toujours à la pointe des nouvelles tendances en matière d'ergonomie, de durabilité ou de design, nous accompagnons nos partenaires professionnels dans leurs choix et dans la concrétisation de leurs aménagements intérieurs et extérieurs.



Revêtements de sol



Aires de jeux



Commerce de bois

Wat d'Famill Hoffmann 1918 am Zentrum vu Miersch als Seeërei opgebaut hat, hu mir weiderentwéckelt an den Ufuerderunge vun der Zäit ugepasst. Haut steet, nach genee op der selwechter Plaz wéi virun honnert Joer, e moderne Betrib, wou ronn siwwenzeg Mataarbechter schaffen. HfM ass spezialiséiert op Parqueten, Dieren, Ausseberäich wéi Terrassen a Spillplazen a klasscheschen Holzhandel. Nieft engem Do-it-yourself-Shop fir den Hobby-Handwierker, hu mir eng vun deene schéinsten an modernsten Ausstellungen an der Groussregioun, an där de Client fachmännesch vun eise Spezialiste berode gëtt. **HfM – mir si prett fir déi nächst 100 Joer.**

100
JOER | ANS
HfM
HOFFMANN MERSCH
PORTES | PARQUETS | BOIS

BRÈVES



LIST New owner for GECAMed software

On January 1, 2018, the medical practice management software GECAMed®, developed by the Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), has been transferred to Abacus Consulting & Solutions, a commercial enterprise in Luxembourg. Based on a secure open-source platform developed by researchers, in partnership with Luxembourgish doctors, the software enables the management and use of medical data. First launched in 2005, it has been continuously adapted and improved to meet the needs of healthcare professionals. It was integrated into the eSanté platform in November 2015.

LU-CIX Gold member

LU-CIX, the Luxembourg Commercial Internet eXchange, welcomes L7 Defense to its platform as a new gold member. The start-up was launched in 2015 in Israel by Dr Doron Chema and Yisrael Gross. The L7 team opened a Luxembourg subsidiary in 2017 following the company's participation in the Luxembourg government Fit4Start programme. L7 Defense has developed a breakthrough AI platform to protect web systems from automated cyberattacks in real time, with very high accuracy.



IMPULS / FONDATION DE LUXEMBOURG Recognition for social projects

The projects of the Impuls programme's most recent edition (2016-2017) held their final presentation on December 13, 2017. Six project holders had to convince the committee (Tremplin Foundation, Ministry of Labour and nyuko) within a five-minute pitch.

By the end, three of the projects were rewarded: a 10,000 euro prize was conferred to APGS (Association for the Prevention and Management of Chronic Stress), a "coup de cœur" prize (2,500 euros) was awarded to Et Patata, offering gratifying jobs to drug addicts, and a project in the field of education, LuxKids Lab (photo), received a 1,000 euro reward from the Ministry of Labour. ●

ADEM Statistiques revisitées

L'Adem a mis au point une présentation plus compacte et plus structurée pour la publication de ses statistiques mensuelles. La nouvelle publication *Chiffres clés* contient non seulement les statistiques sur les demandeurs d'emploi et les postes vacants publiés, mais également les définitions liées à tous ces indicateurs, pour une meilleure compréhension. De nouveaux indicateurs ont également été intégrés, comme les données concernant les demandeurs d'emploi non résidents. Bref, « un pas supplémentaire pour la transparence et la modernité de l'Adem », comme l'a résumé Nicolas Schmit. ●

Plus d'informations :
www.adem.public.lu

SPACE RESOURCES

A RESEARCH LABORATORY IN LUXEMBOURG

On January 16, 2018, the Ministry of the Economy and the China National Space Administration (CNSA) signed a Memorandum of Understanding (MoU) that provides a framework for the development and implementation of scientific, technical, economic and political cooperation between Luxembourg and China in the exploration and use of outer space.

The areas of potential cooperation include, but are not limited to, economic, legal, regulatory and technological aspects of the utilisation of space resources.

Furthermore, the Ministry of the Economy, represented by Deputy Prime Minister, Minister of the Economy, Étienne Schneider, and the National Space Science Center (NSSC) of the Chinese Academy of Sciences (CAS) signed a cooperation agreement to establish a Research Laboratory of Deep Space Exploration in Luxembourg.

The National Space Science Center is China's gateway to space science. It is the key institute responsible for planning, developing, launch-



ing and operating China's space science satellite missions. The Research Laboratory of Deep Space Exploration will be established as an independent legal entity in Luxembourg where it will carry out scientific research and technology development and thus contribute to achieving the objectives set forth within the Spaceresources.lu initiative.

Other main research fields of the Research Laboratory include universal interplanetary communications network related technology or advanced deep space communications technology. In a first stage, the Research Laboratory will employ at least five employees in Luxembourg. ●

FORMATIONS - CONSEILS - ÉQUIPEMENTS



-  / PRÉVENTION INCENDIE
-  / SANTÉ
-  / ESPACES VERTS
-  / ATTESTATION DE CONDUITE
-  / SÉCURITÉ AU TRAVAIL



STOLL SAFETY,
VOTRE PARTENAIRE
SÉCURITÉ.



www.safety.lu

BRÈVES



FEMO

Toute la mode sur un écran

« The Fashion Network » : c'est ainsi que la Fédération de la Mode (FEMO) a baptisé son nouveau site internet. Celui-ci a pour objectif de sensibiliser les visiteurs à la diversité des marques proposées par les professionnels de l'habillement, des chaussures, de la maroquinerie et des articles de sport au Luxembourg. Il permet une recherche intuitive et user-friendly. Des actualités sur la mode sont aussi disponibles, grâce à une collaboration avec Femmes Magazine. Plus d'informations : www.femo.lu

CPCCAF

Contacts étroits avec l'Afrique

Fin 2017, la Chambre de Commerce du Luxembourg est devenue membre de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones. La CPCCAF a ainsi, à travers la Chambre de Commerce, admis le Luxembourg comme 30^e pays de son réseau. Cette adhésion permet à la Chambre de Commerce de donner une meilleure visibilité à ses membres en tant que partenaires économiques franco-phones potentiels et donne accès à un vaste réseau, principalement sur le continent africain où plusieurs missions économiques sont prévues en 2018.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

LE TOURISME VOIT LOIN

Le 10 janvier 2018, la secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, a présenté le cadre stratégique pour l'évolution du secteur touristique pendant les cinq prochaines années. Intitulé **Tourisme 2022**, ce cadre fixe un cap pour le secteur et précise la manière dont le Luxembourg souhaite se positionner en tant que destination touristique de qualité et diversifiée.

Cette vision à l'horizon 2022 est le résultat d'un travail de réflexion piloté par la Direction générale du tourisme du ministère de l'Économie. Le document énonce huit piliers pouvant servir d'inspiration aux différents acteurs dans leurs choix et projets : travailler ensemble, placer le visiteur au cœur de la démarche et le tourisme dans une optique qualitative et durable, miser sur le capital humain, construire sur les atouts du pays, mettre en place et valoriser les infrastructures, renforcer le poids économique du secteur et assurer un cadre juridique propice à son développement. Cette stratégie concerne la période 2018-2022, pour laquelle le ministère



de l'Économie a prévu une enveloppe budgétaire totale de 60 millions d'euros pour soutenir l'amélioration continue et la création d'infrastructures touristiques, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à l'enveloppe budgétaire des cinq dernières années. « *Tout en mettant l'accent sur le développement durable, nous développons un tourisme de qualité, diversifié, qui sauvegarde le patrimoine naturel et architectural et qui valorise le développement régional, tout en nous adaptant aux attentes et aux comportements des touristes* », a expliqué Francine Closener.

En plein essor, l'industrie touristique représente 6,5 % du PIB du Luxembourg et 20.000 emplois. ●

**LUXEMBOURG FOR TOURISM Set de brochures pour 2018**

Luxembourg for Tourism a actualisé ses brochures présentant la destination Luxembourg dans toute sa richesse et sa diversité. Elles recensent thématiquement (sites, attractions, hébergement...) l'offre touristique de la capitale et des cinq régions touristiques du pays. La brochure d'appel **Visit**

Luxembourg donne quant à elle un aperçu synthétique général de la destination tandis que d'autres brochures thématiques se consacrent à la randonnée, au cyclotourisme et au VTT. Des cartes touristiques complètent la série. L'ensemble existe en français, allemand, anglais et néerlandais, et peut être téléchargé sur www.visitluxembourg.com. ●

HIGH PERFORMANCE COMPUTING

Le moteur du projet au Luxembourg

Dans le cadre du projet européen « High Performance Computing » (HPC), la Commission européenne a proposé d'établir le siège de l'entreprise commune EuroHPC au Luxembourg. En tant que nouvelle structure juridique et financière, celle-ci aura pour mission l'acquisition, la mise en place et le déploiement d'une infrastructure paneuropéenne intégrée de supercalculateurs. Cette décision fait suite à la déclaration signée en mars 2017 à Rome donnant le coup d'envoi officiel de la stratégie d'implantation d'un réseau HPC européen, à l'initiative du Luxembourg. À ce jour, 13 pays ont déjà rejoint le projet. ●



EMILEFRISCH

Réservation de navettes

entre l'aéroport/gare
et votre hôtel.

Visites du Luxembourg

et sa capitale dans nos bus
de 8 à 54 places.

Autocars Emile Frisch

Tél. (+352) 49 61 51-1

www.emile-frisch.lu

info@emile-frisch.lu

BRÈVES



CLUSTER FOR LOGISTICS Équipe renforcée, nouveau logo

Mélanie Laidié rejoint le Cluster for Logistics Luxembourg en qualité de deputy cluster manager pour assister la direction dans ses projets liés à l'éducation et l'innovation. Elle compte 14 ans d'expérience professionnelle en logistique et achats au sein d'un grand groupe industriel. Son expérience de l'import-export, du fret international et des modes de transports constitue un atout important. Le Cluster for Logistics se dote également d'une nouvelle identité visuelle, en ligne avec le Nation Branding.

ILAC 25 ans !

L'Institut luxembourgeois des actuaires (ILAC) vient de fêter ses 25 ans. L'asbl organise des formations, conférences et séminaires pour assurer la formation continue de ses 220 membres, investis dans l'assurance-vie, le design des produits d'assurance, le contrôle de la solvabilité des assureurs, des régimes complémentaires de pension et des plans de pension, le développement de la réassurance luxembourgeoise... L'institut est garant de l'éthique professionnelle de ses membres et a mis en place un système CPD (Continuing Professional Development) pour les accompagner dans leur formation continue.

FORMATION

Fit4Coding lauréate

La formation Fit4Coding mise en place par l'ADEM et NumericALL a remporté l'award dans la catégorie « Best practice » aux European Digital Skills Awards 2017 à Bruxelles, en présence de Guy Pütz, chef du service Employeurs de l'ADEM, et Brigitte Lepage, gérante de la société NumericALL. Fit4Coding, qui forme ses candidats au métier de développeur web, en est à sa sixième session. Les bénéficiaires suivent un programme intensif de trois mois qui comporte les modules HTML, CSS, JavaScript, PHP et MySQL, à l'issue duquel actuellement 80 % des participants trouvent un emploi. ●



VERKÉIERSVERBOND

Une offre mBox complète

Avec quatre nouvelles mBox installées au Kirchberg et au pied du funiculaire, l'offre des espaces vélos sécurisés ne cesse d'augmenter. Depuis l'installation de la première mBox en septembre 2014, 21 espaces similaires ont ouvert leurs portes aux cyclistes

multimobiles. Bien que l'accès au service soit gratuit, chaque client devait jusqu'à présent s'abonner et déposer une caution de 20 € pour chaque mBox qu'il souhaitait utiliser. Pour simplifier l'utilisation et pour promouvoir l'idée de la multimodalité, toutes les mBox du pays sont désormais accessibles avec un seul abonnement. ●

MADE IN LUXEMBOURG

120 NOUVELLES ENTREPRISES LABELLISÉES

Remis deux fois par an par la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, le label « Made in Luxembourg » a été décerné à 120 nouvelles entreprises en décembre. Une cérémonie a mis en avant ces produits et services qui font la fierté du pays.

Créé en 1984 à l'initiative du ministère des Affaires étrangères, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers, le label « Made in Luxembourg » bénéficie d'une visibilité accrue et contribue à la promotion du savoir-faire national.

Les organisateurs de la soirée ont souhaité donner un coup de projecteur sur ce savoir-faire et ont invité plusieurs chefs d'entreprise à venir témoigner de leur implication dans les activités de l'association WorldSkills Luxembourg, en tant que professionnel, candidat ou encadrant expert et à partager leur passion et l'envie de prendre part à des compétitions internationales. Alors que le label « Made in Luxembourg » est de plus en



plus sollicité, il importait cette année à la Chambre des Métiers et à la Chambre de Commerce de mettre en lumière le talent et le savoir-faire qui se cachent derrière les services et les produits qui le portent. Grâce à leurs idées et leur dynamisme, les chefs d'entreprises labellisées entretiennent l'image positive de leur métier.

Après la remise officielle du label, la soirée s'est poursuivie autour d'un cocktail, l'occasion pour chacun d'échanger des idées pour entretenir l'esprit « Made in Luxembourg ».

La prochaine remise sera organisée par la Chambre de Commerce et aura lieu le 22 mars 2018 dans le cadre de Springbreak Luxembourg à Luxexpo The Box. ●



Nouveau !

Accédez à la base de données
marketing & financières
du Luxembourg

...pour **analyser, monitorer**
& **prospector**
+ de **100 000** entreprises

Devis et achat direct en ligne sur
data.editus.lu

50€ OFFERTS sur
OFFRE LIMITÉE AUX 500 PREMIERS INSCRITS

editus.lu 
DATA
Inscrivez-vous vite !

BRÈVES



LIEUX PUBLICS

Un label d'accessibilité

Le 11 décembre 2017, la secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, a remis des plaquettes « EureWelcome » à 21 lieux accueillant du public, pour récompenser leur accessibilité aux personnes à besoins spécifiques. Le label, qui existe depuis 2004, garantit notamment une information fiable sur le degré d'accessibilité et un accueil bienveillant et serviable de chaque client et visiteur. Les infrastructures labellisées doivent remplir une série de critères, dont un emplacement de stationnement pour personnes handicapées, une certaine largeur de porte ou encore un accès sans barrières à leurs locaux.

FEDIB

Capsules solidaires

Suite à la collecte de capsules métalliques organisée par la Fédération luxembourgeoise des distributeurs en boissons (FEDIB) en 2017, un chèque de 4.500 euros a été remis à l'association Groupes Sportifs Oncologiques. Cette opération a eu lieu sous le haut patronage de Carole Dieschbourg, ministre de l'Environnement, avec le soutien de l'entreprise Liébaert, de Valorlux, du ministère du Développement durable et des Infrastructures et de tous les « collecteurs de capsules métalliques ».

ADEM / UEL

UNIS POUR L'EMPLOI

Lundi 4 décembre 2017, Nicolas Schmit, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Isabelle Schlessler, directrice de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), et Jean-Jacques Rommes, administrateur-délégué de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), ont présenté le bilan de la 1^{re} édition du programme « Entreprises, partenaires pour l'emploi » lancé en 2015, ainsi que les actions prévues pour la période 2018-2020.

En 2015, l'ADEM et l'UEL ont conclu un partenariat visant à augmenter le nombre d'embauches de demandeurs d'emploi. Les résultats de cette démarche sont très encourageants.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant retrouvé un poste a connu une croissance continue depuis 2014, et plus de 5.900 personnes ont pu réintégrer le marché de l'emploi entre 2015 et 2017 (l'objectif était fixé à 5.000).

Parallèlement, les déclarations de postes vacants à l'ADEM ont augmenté de 30 % sur les trois dernières années. L'UEL et l'ADEM ont reconstruit leur partenariat pour une nouvelle durée de 3 ans (2018-2020), dans un contexte conjoncturel



qui s'améliore (baisse du taux de chômage, bon rythme des créations d'emplois).

Le chômage reste en effet élevé, notamment dans les catégories les plus fragiles, et l'on observe une pénurie de candidats pour un nombre grandissant de métiers, voire de secteurs dits « sous tension ». Le nouveau programme s'articule donc autour de trois objectifs principaux : augmenter le nombre d'embauches de demandeurs d'emploi en facilitant leur recrutement dans les entreprises, atténuer le déséquilibre entre les offres d'emploi et les profils des demandeurs d'emploi disponibles et soutenir les métiers en pénurie de main-d'œuvre. ●


**INFPC
Ergonomie
et rapidité d'accès**

Lifelong-learning.lu, le portail national de la formation tout au long de la vie, se dote d'une nouvelle page d'accueil. La plateforme entend ainsi faciliter l'accès à une offre abondante et variée : 9.000 formations présentées par plus de 230 organismes, dans tous les domaines. La refonte

de l'ergonomie permet d'accéder plus rapidement à l'information utile à l'aide de critères de recherche tels qu'un lieu, un mot-clé, un domaine... Le site présente également toutes les aides à la formation et informe sur le dispositif de validation des acquis de l'expérience. ●

Plus d'informations :
www.lifelong-learning.lu

PRODUITS CHIMIQUES

Réglementation européenne

Pour les entreprises luxembourgeoises, le 31 mai 2018 est l'échéance finale d'enregistrement REACH, qui cible les substances chimiques fabriquées et/ou importées dans les tonnages les plus faibles (entre 1 et 100 t/an). Comparé aux précédentes échéances, un nombre plus important de substances doit être enregistré et de nombreuses PME seront amenées à les déclarer pour la première fois. Pour les aider, les conseils de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) sont accessibles sur le site <https://echa.europa.eu/reach-2018>. Les entreprises peuvent également obtenir l'aide du helpdesk REACH & CLP Luxembourg, un service du LIST. ●

Pourquoi Honey/Mustard choisit Worldline ?

Qui mieux qu'un client satisfait pour vous convaincre ?

Découvrez
les témoignages
complets de
Thomas Decker
et d'autres chefs
d'entreprise sur
chefsentreprises.lu



“Les tarifs de Worldline et la véritable relation de confiance font toute la différence.”

– Thomas Decker, associé chez Honey/Mustard,
magasin de vêtements, de chaussures et d'accessoires.

**Vous aussi, vous voulez savoir comment Worldline peut vous satisfaire ?
Appelez Worldline au +352 26 029 505.**

worldline
e-payment services

INTERVIEW



NORMAN FISCH
Secrétaire général INDR

Pouvez-vous nous décrire la mission de l'INDR lors de sa création ?

« L'INDR a été créé pour promouvoir la RSE à travers le label ESR – Entreprise Socialement Responsable. Développé en collaboration avec le ministère de l'Égalité des chances, le référentiel était axé sur le pilier social du développement durable.

Quelles ont été les évolutions marquantes en 10 ans ?

« Les multiples services offerts aux entreprises forment à présent un véritable programme national de la RSE. L'INDR a développé avec les principaux acteurs de la RSE au Luxembourg le Guide ESR qui explique une centaine de thématiques essentielles des trois piliers du développement durable, à savoir l'économie, le social et l'environnement, auxquels s'ajoute le volet de la stratégie RSE. Après une évaluation et une vérification, chaque entreprise peut obtenir le label ESR. À ce jour, 150 entreprises représentant 48.000 salariés sont labellisées. Il nous importe d'accompagner les entreprises de toutes tailles et de tous secteurs dans leur contribution au développement durable. L'INDR a développé des liens et partenariats avec les acteurs-clés et s'est positionné comme l'acteur de référence national pour la RSE au Luxembourg. ProRSE, une plateforme unique d'échanges, vient d'être lancée et constitue la première association des professionnels de la RSE.

Les entreprises sont-elles plus sensibles à la RSE qu'il y a 10 ans ?

« Sans aucun doute. Les entreprises comprennent le risque que posent les défis d'avenir et intègrent les piliers du développement durable dans leur stratégie pour pérenniser leur activité et créer de la valeur partagée. La nouvelle loi sur les marchés publics exige d'ailleurs des entreprises qu'elles intègrent des critères sociaux, environnementaux et de qualité. L'INDR joue donc pleinement son rôle dans la société luxembourgeoise. »



INDR

LE LABEL RSE FÊTE SES 10 ANS

L'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) fête ses 10 ans. À ce jour, l'institut compte 1.000 entreprises engagées et 150 entreprises labellisées ESR.

Créé en 2007, l'INDR s'est positionné au fil des années comme l'acteur de référence national pour la responsabilité sociale des entreprises (RSE) au Luxembourg.

Des liens et partenariats avec les acteurs-clés de la RSE ont été développés et l'INDR a ainsi mis en place le premier plan d'action national RSE au Luxembourg, mandaté par le ministère de l'Économie. L'INDR contribue également au plan d'action national « Droits de l'homme et Entreprises », en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères. Il est activement associé à l'élaboration du troisième Plan national pour le développement durable, en collaboration avec le ministère du Développement durable et des Infrastructures. En partenariat avec l'OGBL et le LCGB et en étroite collaboration avec l'ADEM, l'INDR a en outre contribué à la promotion de l'égalité des chances des personnes en situation de handicap au travail. En matière de sécurité et de santé en entreprise, l'initiative menée de concert avec l'Association d'assurance accident a abouti à la campagne nationale « VISION ZERO », dont le but est de diminuer les accidents du travail. Plus récemment, l'INDR a lancé ProRSE, la première association des professionnels de la RSE qui a pour mission de développer la profession RSE, l'information et la formation. Au niveau européen, l'INDR a entamé des collaborations avec des initiatives sœurs, comme le label LUCIE en France. Enfin, dans le cadre de la nouvelle loi sur les marchés publics, les entreprises répondant à un appel d'offres devront à l'avenir répondre de critères sociaux, environnementaux et de qualité. ●

bué à la promotion de l'égalité des chances des personnes en situation de handicap au travail. En matière de sécurité et de santé en entreprise, l'initiative menée de concert avec l'Association d'assurance accident a abouti à la campagne nationale « VISION ZERO », dont le but est de diminuer les accidents du travail. Plus récemment, l'INDR a lancé ProRSE, la première association des professionnels de la RSE qui a pour mission de développer la profession RSE, l'information et la formation. Au niveau européen, l'INDR a entamé des collaborations avec des initiatives sœurs, comme le label LUCIE en France. Enfin, dans le cadre de la nouvelle loi sur les marchés publics, les entreprises répondant à un appel d'offres devront à l'avenir répondre de critères sociaux, environnementaux et de qualité. ●

Photos: INDR

EXPORT AWARD 2018



CALL FOR APPLICATIONS
DEADLINE APRIL 15, 2018



The Export Award is an initiative launched by the Office du Ducroire and the Chamber of Commerce to reward Luxembourgish SMEs that have achieved sustainable growth through international business.

The three first companies listed in the "Export Award" will be granted a price equivalent to a value of EUR 15,000 (1st price), EUR 10,000 (2nd price) and EUR 5,000 (3rd price).

The award ceremony will be held on June 13, 2018 in attendance of His Royal Highness the Hereditary Grand Duke, Mister Pierre Gramegna, Minister of Finance and Mister Etienne Schneider, Deputy Prime Minister and Minister of the Economy.

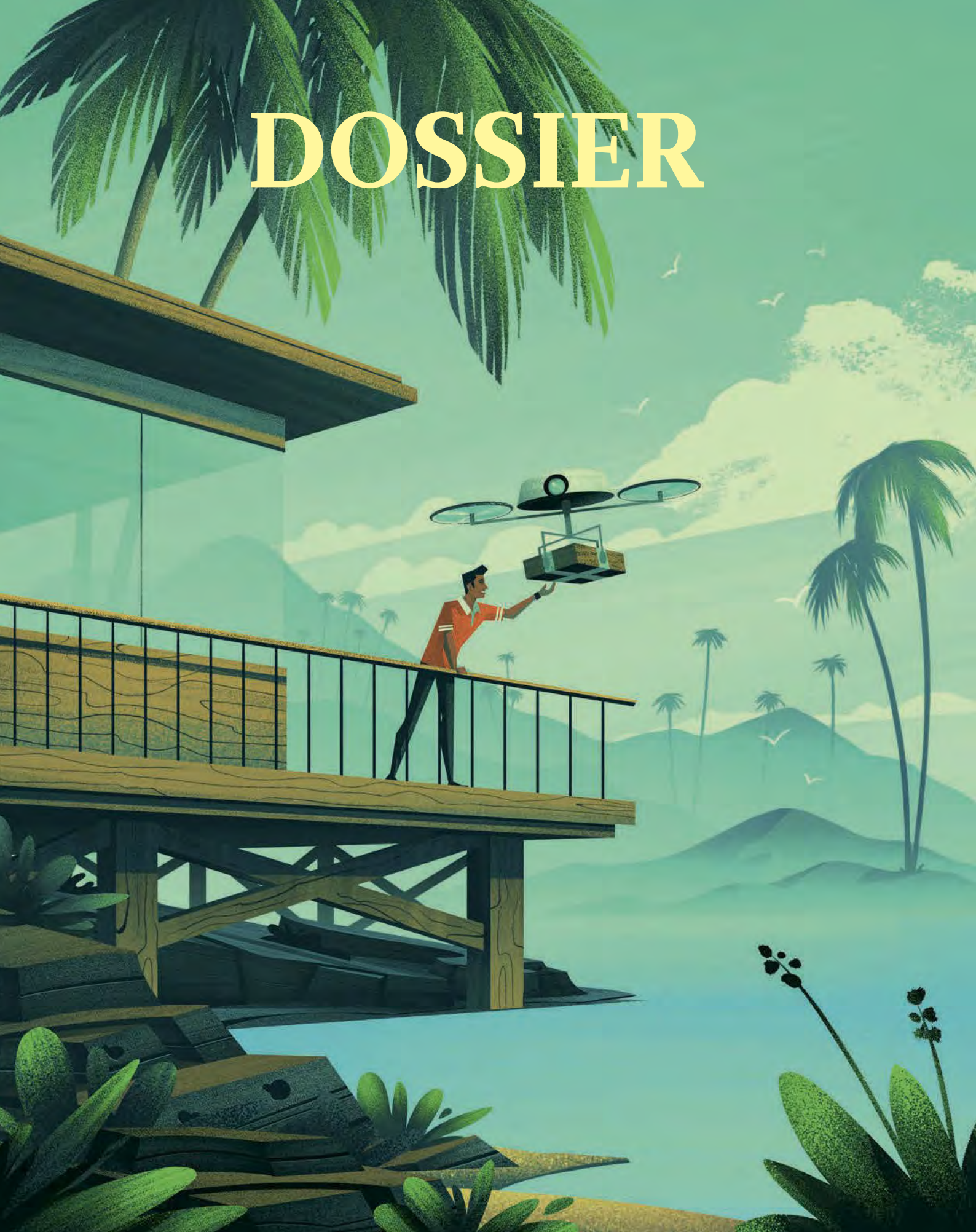
For further information: www.export-award.lu



YOUR PARTNER FOR SUCCESS



DOSSIER





L'intelligence artificielle et la digitalisation s'invitent désormais dans notre quotidien. Ces nouvelles technologies vont-elles rendre les humains obsolètes pour certains métiers ? Ces questions sont récurrentes lorsque l'on évoque le futur des emplois.

Photo: Getty

FUTUR DU TRAVAIL

LA FIN EST-ELLE PROCHE ?

Le monde du travail est en pleine métamorphose et va connaître des changements qui pourraient bien arriver beaucoup plus rapidement que prévu. Si les précédentes révolutions industrielles ont suscité autant d'inquiétudes que de progrès, la nouvelle, quant à elle, questionne davantage, car la numérisation touche tous les secteurs de l'économie. La mutation qui se dessine promet une transformation globale des modèles actuels. Comment travaillerons-nous dans le futur ? D'ici 20 ou 30 ans, de nouveaux métiers seront nés, d'autres auront disparu. Quels sont ces métiers de demain et ceux voués à disparaître ? Nos emplois sont-ils tous destinés à la casse ou vont-ils tout simplement être amenés à évoluer ? Là sont les questions...

Textes : Michel-Edouard Ruben et Corinne Briault

Ce sont là des questions importantes puisque le travail éloigne de trois maux que sont le vice, l'ennui et le besoin, et que la « soutenabilité » du financement de la protection sociale est articulée au Luxembourg autour du plein-emploi. Mais hélas, répondre de façon catégorique et assurée à ces questions n'est pas chose aisée.

Si, selon l'adage, il est impossible de faire des prévisions surtout quand elles concernent l'avenir, cela est particulièrement vrai pour le marché du travail dans le contexte actuel. La Troisième Révolution Industrielle en cours voit ainsi émerger un ensemble de technologies de rupture à même de transformer la demande et l'offre de travail sans qu'il ne soit encore possible de définir le futur qui en résultera. Car en dépit des annonces fracassantes et de certaines déclarations tonitruantes, il n'y a en réalité aucun consensus sur l'impact de la robotisation, de l'intelligence artificielle, des nouvelles approches énergétiques et ►

Réfléchir au futur du travail alors que l'économie mondiale vit une Troisième Révolution Industrielle⁽¹⁾ revient à se poser un ensemble de questions potentiellement anxiogènes.

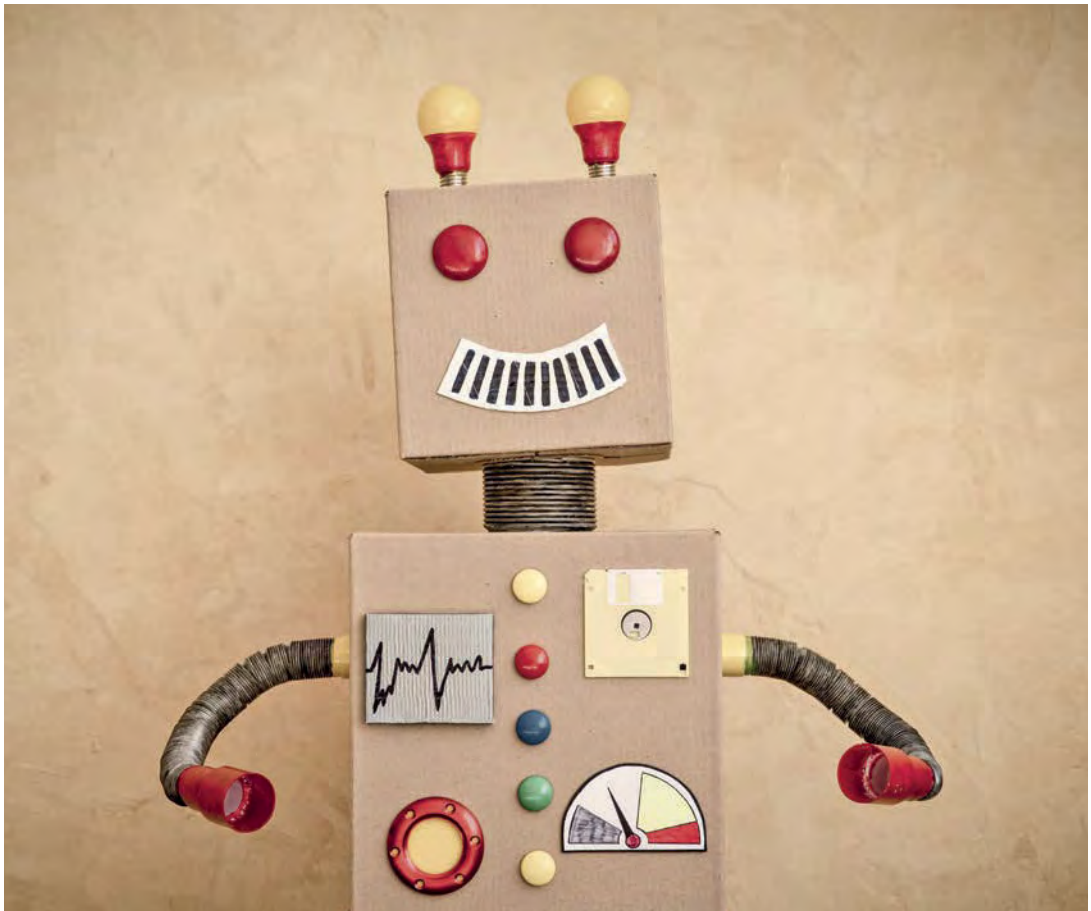
La fin du travail est-elle proche ? Le robotariat succédera-t-il au salariat ? Faudra-t-il instaurer un revenu de base et/ou taxer les robots ? Quels seront les métiers de demain ?





Des métiers disparus...

Qui se souvient des rémouleurs ambulants qui affûtaient les petits objets tranchant du quotidien avec une meuleuse, des laitiers qui livraient chaque matin le lait aux ménagères, des blanchisseuses ou lavandières qui ont disparu avec l'apparition des machines à laver, des allumeurs de réverbères qui ont connu le même sort avec l'arrivée de l'électricité, des télégraphistes tombés aux oubliettes avec l'avènement du téléphone et d'internet, des bourreaux, des marchandes ambulantes de plaisirs – qui ne vendaient rien d'autre que des pâtisseries –, des grooms d'ascenseur ou, plus proches de nous, des loueurs de vidéos VHS... Certains métiers ont su pourtant résister et reviennent même au goût du jour, comme les barbiers, cochers ou maréchaux-ferrants !



01.

de la généralisation des TIC – qui sont au cœur de la Troisième Révolution Industrielle – sur le volume et le contenu des emplois futurs.

Si, dans un premier temps, certains auteurs affirmaient que les nouvelles technologies de rupture – compte tenu de la rapidité de leur diffusion et des possibilités d'automatisation qu'elles offrent – pourraient faire disparaître jusqu'à 50 % des emplois dans les économies avancées, les plus récents travaux de recherche tendent à nuancer ce catastrophisme. Selon une étude largement diffusée de l'OCDE, « seulement » 9 % des emplois seraient automatisables dans un ensemble de 21 pays, et d'après la Fédération internationale de la robotique, les robots industriels devraient être à l'origine de 2 à 3,5 millions d'emplois nouveaux au niveau mondial sur une décennie.

Les divergences d'estimation en présence s'expliquent d'abord par les méthodes statistiques utilisées. Certaines études (qui concluent à un risque élevé de chômage technologique) ne mesurent que des destructions brutes d'emplois existants, ignorent les transformations possibles de ces emplois grâce aux nouvelles technologies et font implicitement l'hypothèse qu'une profession est menacée de dispa-

rition dès lors qu'il est « techniquement » possible de l'automatiser. D'autres (OCDE) prennent en compte l'hétérogénéité des tâches au sein des professions et tiennent compte du fait que des professions considérées à haut risque d'automatisation le sont à tort, car elles comprennent en réalité une part substantielle de tâches difficiles à automatiser.

Ces divergences s'expliquent ensuite par le fait que l'utilisation de nouvelles technologies est un processus complexe pouvant être ralenti par des obstacles économiques, légaux et sociaux. L'impact de l'automatisation et de la numérisation sur l'emploi sera donc la résultante – difficile à appréhender – de plusieurs effets :

- effet de substitution du capital au travail ;
- effet sur la productivité qui permet d'augmenter la production et les salaires et d'accroître la demande de travail et/ou de réduire le temps de travail ;
- effet sur la compétitivité qui permet d'accroître les parts de marché.

Enfin, ces divergences rendent compte du fait que si les changements technologiques génèrent généralement de nouveaux emplois liés à la demande relative aux nouvelles technologies et à l'apparition de nouveaux produits, il est impossible – au stade actuel de



Photo: Journal du Geek

02.

nos connaissances – de « deviner » avec certitude les emplois du futur puisqu'ils ne sont, pour la plupart, pas encore connus. Il est ainsi estimé que 65 % des écoliers actuels auront un emploi qui n'existe pas encore ; ce qui n'est guère surprenant quand on considère que certains des écoliers nés au milieu des années 1980 sont actuellement *data scientist*, *social business investment analyst*, développeur, *change manager*, *blockchain specialist*, directeur RSE, professeur de Zumba, mannequin Instagram, chef sans gluten, coach bien-être ou gestionnaire de médias sociaux. Autant de métiers très recherchés qui n'existaient pas du temps de leur scolarité.

À la question « les nouvelles technologies vont-elles précipiter la fin du travail ? », la réponse la plus sincère semble ainsi être : « Ni oui, ni non, bien au contraire... quoique peut-être ! »

Mais si les impacts futurs des nouvelles technologies sur l'avenir des emplois sont incertains, il est bon de rappeler qu'il n'y a actuellement, au sein de l'économie mondiale, aucun signe tangible de chômage technologique. De nombreux pays (États-Unis, Japon, Pays-Bas, Allemagne) sont au voisinage du plein-emploi, le taux de chômage de la zone euro – qui a créé plus de 7 millions de postes depuis ►

01. À chaque révolution industrielle, réfléchir au futur du travail revient à se poser un ensemble de questions potentiellement anxiogènes sur les bouleversements à venir, notamment sur la disparition du travail et son remplacement par des robots.

02. Si, dans un premier temps, certains auteurs affirmaient que les nouvelles technologies de rupture – compte tenu de la rapidité de leur diffusion et des possibilités d'automatisation qu'elles offrent – pourraient faire disparaître jusqu'à 50 % des emplois dans les économies avancées, les plus récents travaux de recherche tendent à nuancer ce catastrophisme.

**INTERVIEW****EMELINE BAUD**

Fondatrice de Be Focus HR, société de coaching spécialisée dans l'accompagnement et la transition

“ L'intelligence émotionnelle travaillera main dans la main avec l'IA ”

La digitalisation et l'intelligence artificielle amènent à repenser les métiers et l'organisation des entreprises. Comment ces dernières abordent-elles ces changements ?

« Après avoir suscité autant de peurs que de fantasmes, l'intelligence artificielle et la digitalisation ne sont aujourd'hui plus de la science-fiction. Elles deviennent une réalité, notamment dans notre vie quotidienne. Dans ce domaine, l'enjeu pour les entreprises consiste à définir comment utiliser au mieux ces nouvelles technologies pour rester compétitives et se différencier de la concurrence tout en s'assurant que les talents et compétences nécessaires à cette transition seront identifiés et présents au sein de leurs organisations. La difficulté à cartographier les métiers de demain (à l'horizon 2030) complexifie cet enjeu.

transformation et vérifier leur existence en interne. Si elles n'existent pas, il sera primordial de former les collaborateurs et de recruter de nouveaux profils. Actuellement, plusieurs générations se côtoient dans les entreprises. Pour les dirigeants, combiner ces talents et créer une culture d'entreprise collaborative seront des points cruciaux pour réussir leur passage dans cette nouvelle ère. Les départements Ressources humaines devront aussi se réinventer pour accompagner ce changement. Le basculement vers le numérique et la robotisation mobilisera le recours aux compétences émotionnelles comme la créativité, la communication... En bref, les intelligences humaine et émotionnelle travailleront main dans la main avec l'IA. »

Dans quelles mesures, selon vous, l'IA et la digitalisation vont-elles chambouler des pans entiers de nos économies ?

« S'interroger sur les impacts de ces technologies est essentiel, puisqu'il est évident que des métiers vont disparaître, que d'autres vont émerger ou se transformer. Dans un premier temps, il s'agit d'identifier les tâches à automatiser et/ou qui vont bénéficier de l'IA. Ensuite, il faudra définir les compétences nécessaires à cette



INTERVIEW

LAETITIA HAURET ET
LUDIVINE MARTINResearcher, Labour Market
department & Team leader
of the Personnel & Behavioral
Economics unit in the Labour
Market department, LISER

Le challenge sera de réguler l'impact de l'intelligence artificielle dans le marché du travail

L'intelligence artificielle et la digitalisation vont-elles, selon vous, rendre l'humain obsolète pour certains métiers ?

« Il est important de différencier les tâches du métier. Si certaines tâches pourront être facilement réalisées par la robotisation et l'intelligence artificielle, rendant ainsi l'humain obsolète, d'autres tâches résisteront et les métiers associés verront leur contenu évoluer. Les métiers routiniers sont ceux pour lesquels l'humain risque d'être aisément obsolète, les tâches associées étant facilement automatisables. Les emplois de services (vendeurs, services d'aide à la personne, administration...) vont certainement voir leur contenu évoluer sous l'effet de l'automatisation de certaines tâches. En revanche, l'humain reste nécessaire dans les métiers qualifiés et très qualifiés, où les connaissances requises sont, en tout cas à moyen terme, difficilement codifiables et donc difficilement automatisables. La digitalisation crée aussi de nouveaux métiers comme les professionnels du traitement des mégadonnées et elle continuera à en créer d'autres. Notons enfin que la digitalisation est avant tout un processus qui accroît l'efficacité économique. Durant les prochaines années, le challenge pour les pouvoirs publics sera de réguler l'impact de l'intelligence artificielle dans le marché du travail afin d'en

redistribuer équitablement les gains.

Pourra-t-on encore parler, dans le futur, de qualité de vie au travail ?

« La digitalisation peut contribuer à une meilleure qualité de vie au travail en libérant les travailleurs de certaines tâches et en améliorant la transparence au sein des entreprises. Toutefois, des effets négatifs sont à craindre si cette révolution n'est pas encadrée (droit à la déconnexion, refonte du management...). Pour les travailleurs occupant des emplois fortement dépendants des technologies, une augmentation des risques psychosociaux est à prévoir, due à l'augmentation des exigences psychologiques, à l'isolement et à la diminution de l'autonomie. Pour les travailleurs occupant des postes complémentaires aux nouvelles technologies (emplois qualifiés et très qualifiés), l'"infobesité" et l'hyperconnexion risquent de mettre à mal leur santé et leur équilibre vie professionnelle / vie familiale. Enfin, l'émergence des plateformes digitales, de type Uber, pose la question du rapport de force déséquilibré entre entreprises multinationales et travailleurs indépendants pour négocier de bonnes conditions de travail. Le régulateur et les syndicats auront un rôle déterminant à jouer sur cette question. »



03.

2013 – est passé de 12 % au plus fort de la crise à moins de 9 % et le taux d'emploi vacant est, au sein de l'UE (2 %), supérieur aux niveaux d'avant-crise. Les entreprises déclarent plus souvent dans les enquêtes avoir du mal à recruter (du personnel qualifié) que vouloir se séparer de leurs employés compte tenu de leur désir d'automatiser, la Chine a créé plus de 66 millions d'emplois urbains entre 2013 et 2017, on procède au Luxembourg à près de 150.000 recrutements par an et partout, les gains de productivité sont quasiment inexistant – ce qui veut dire qu'il se crée des emplois alors même que la croissance économique est relativement faible.

L'utilisation de robots industriels semble globalement favorable à l'emploi⁽²⁾. L'emploi industriel a ainsi mieux résisté depuis les années 2000 dans des pays fortement robotisés (Allemagne, Corée, Japon) que dans d'autres qui le sont moins (Royaume-Uni, France, Italie).

En plus du volume d'emplois futurs, la question de la forme du travail est certainement également posée. Certains soutiennent que, compte tenu des possibilités offertes par le numérique (économie collaborative,

03. En dépit de certaines annonces, il n'y a aujourd'hui aucun consensus réel sur l'impact que la robotisation, l'intelligence artificielle ou la généralisation des TIC auront sur les emplois futurs.

04. Si les résultats des études sur les effets des nouvelles technologies sur l'emploi ne convergent pas, il existe néanmoins actuellement un relatif consensus pour dire que, dans un horizon prévisible, les travailleurs ne seront pas « remplacés » mais « replacés » dans des activités différentes qui nécessiteront souvent de nouvelles qualifications.



04.

mise en relation via des plateformes, etc.), le salariat serait (déjà) une organisation du travail obsolète que le travail indépendant supplanterait. En réalité, il n'en est rien... à l'heure actuelle.

Malgré la promotion tous azimuts (et bienvenue) de l'entrepreneuriat dans tous les pays développés, le travail non salarié a reculé dans tous les pays de l'OCDE depuis 2000, à l'exception du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Le Luxembourg fait d'ailleurs partie des pays où cette proportion est particulièrement faible (6 %). Sous l'hypothèse que, sur les 12 prochaines années, l'emploi non salarié progresserait au Luxembourg au rythme observé entre 2000 et 2016 au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, il atteindrait entre 8 et 10 % en 2030, soit un niveau encore bien inférieur à celui du milieu des années 1980 (12 %).

S'agissant de la supposée ascension irrésistible des « nouvelles formes d'emploi à la demande⁽³⁾ », il semble qu'on leur accorde dans l'opinion une place sans commune mesure avec leur ampleur plutôt modeste. Les plateformes collaboratives ont généré l'équivalent de 0,2 % du PIB de l'UE en 2015, l'emploi à la demande⁽³⁾ (*online labour markets*) repré-

sente moins de 1 % de l'emploi total au sein de l'UE et seulement 2,3 % des employés de la zone euro ont un emploi considéré comme précaire⁽⁴⁾. Au Luxembourg, le prêt temporaire de main-d'œuvre, qui est une nouvelle forme d'emploi introduite en 1994 et qui figure actuellement à l'article 132-1 du Code du travail, est relativement confidentiel. De façon générale, le salariat en CDI reste la forme de travail la plus répandue au Grand-Duché, où parmi l'ensemble des salariés (hors intérimaires) seuls 6 % ont un CDD.

DE L'IMPORTANCE DE LA FORMATION

Si les résultats des études sur les effets des nouvelles technologies sur l'emploi ne convergent pas, il existe néanmoins actuellement un relatif consensus pour dire que, dans un horizon prévisible, les travailleurs ne seront pas « remplacés » mais « replacés » dans des activités différentes qui nécessiteront souvent de nouvelles qualifications. La formation devient alors un allié très important du futur de l'emploi. Dans un contexte de foisonnement de nouvelles technologies, alors que les organismes de formation sont parfois lents à s'adapter pour pouvoir fournir les ►



... et d'autres, pas encore apparus...

Avec l'apparition des nouvelles technologies, l'avancée du digital et de l'intelligence artificielle, les prophéties futuristes vont bon train. Quels seront les effets de ces innovations sur les emplois ? Vont-elles en créer ou les transformer radicalement ? Au nombre des métiers qui n'existent pas encore, certaines études spéculent, inventent... on verrait ainsi émerger des cloneurs d'animaux ou généticiens humains, des juges virtuels pour désengorger les tribunaux, des constructeurs de navettes et stations spatiales, des effaceurs, contrôleurs ou stockeurs de mémoire, des pirates de l'esprit humain, des médiateurs pour robots, des gestionnaires de garages à drones... ou pour nourrir tout ce petit monde, des entomologistes (spécialistes de la cuisine avec des insectes).



Et si on distribuait un revenu de base ?

L'instauration d'un revenu de base à tous, afin de lutter contre « l'ubérisation du travail » et de moderniser la protection sociale, est parfois évoquée. Toutefois, différentes études concluent qu'elle serait de nature à sensiblement dégrader la situation de la « classe moyenne » si elle devait être neutre sur le plan des dépenses, ou serait trop chère à financer⁽¹⁾. En somme, malgré son attrait théorique pour lutter contre la pauvreté et le non-recours aux minima sociaux, le revenu de base demeure encore une fausse bonne idée.

⁽¹⁾ Voir : Muriel Bouchet (2016), *Allocation universelle à la luxembourgeoise : un cadeau empoisonné ?*



05.

qualifications permettant d'utiliser les toutes dernières technologies, la formation tout au long de la vie et l'acquisition de compétences par l'expérience deviennent des objectifs prioritaires. Il y a, à cet égard, un triple défi.

D'abord, il faudra garantir à la population active (notamment les seniors qui, dans le futur, représenteront une part croissante des actifs) la mise à jour nécessaire de ses compétences pour qu'elle puisse s'approprier les évolutions technologiques. L'initiative Luxembourg Digital Skills Bridge, qui vise à favoriser la qualification digitale des salariés et permettre si besoin la reconversion de ceux qui seront contraints de se réorienter vers d'autres métiers, la mise à disposition par la House of Training d'une place de formation pour les demandeurs d'emploi inscrits à l'Adem, l'initiative Winwin et le Talent Check de la Chambre de Commerce sont à cet égard des démarches à saluer.

Ensuite, il faudra également viser à davantage « féminiser » certains cursus qui mènent à des professions prioritaires (en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) et qui risquent de connaître des déficits de compétences. Si 7 % des hommes travaillent dans le secteur des TIC au Luxembourg, moins de 1 % des femmes actives y travaillent. Le futur de l'emploi passant par les TIC qui offriront de nom-

breux emplois directs, c'est un déséquilibre qu'il faudra corriger, au risque de voir la pénurie de compétences informatiques augmenter.

Enfin, il conviendra de valoriser l'apprentissage auprès des étudiants afin de réduire les risques de mésappariement entre offre et demande de compétences en associant formation et emploi. Cette logique de formation professionnelle auprès des jeunes est d'autant plus importante que certaines compétences essentielles en lien avec les dernières technologies ne sont pas enseignées à l'école, mais acquises par l'expérience professionnelle.

Puisque le marché du travail luxembourgeois est (déjà) marqué par un nombre significatif de transitions professionnelles et un haut niveau de rotation dans l'emploi – qui devrait se poursuivre à l'avenir –, miser sur la formation devrait permettre que les rotations en présence soient davantage voulues que subies.

DE L'IMPORTANCE DE LA CONCURRENCE

Avec la Troisième Révolution Industrielle, il semble émerger, dans un certain nombre de secteurs innovants, une économie de firmes dites « superstars » : Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) aux États-Unis et BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) en Chine qui, grâce à leur capacité d'innovation et au fait qu'elles servent des marchés globaux

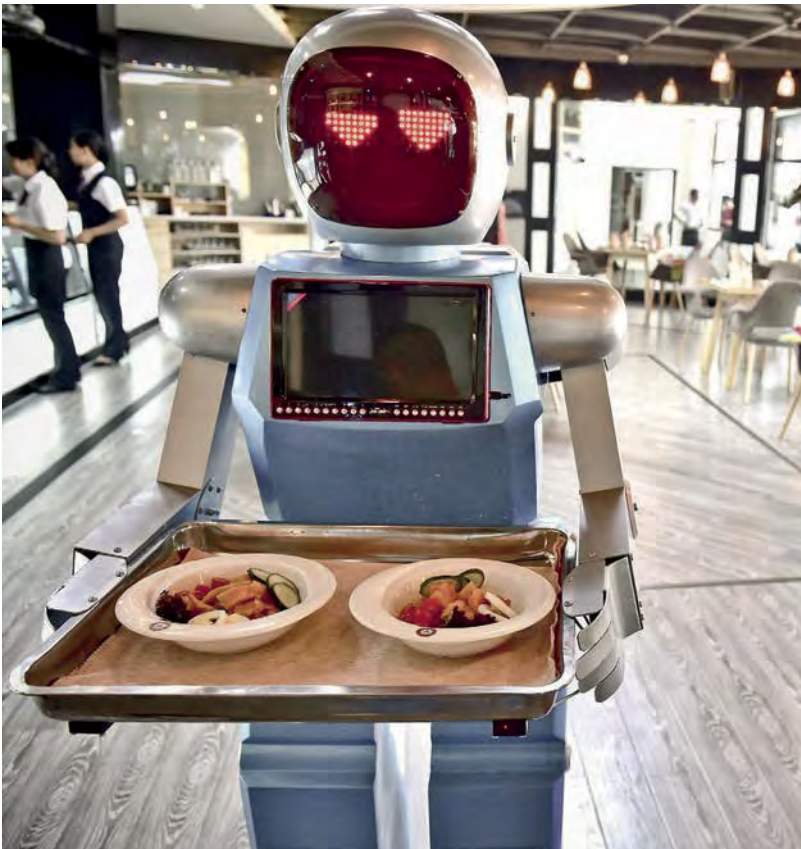


Photo: Triptaptoe.com

06.

et intégrés, « grignotent » des parts de marché dans des secteurs éloignés de leur cœur de métier. Cette dynamique qui fait craindre une économie du « tout au gagnant » est de nature à façonner le futur du travail. On remarque ainsi que si, globalement, la productivité stagne, elle diverge grandement entre les firmes les plus productives – qui continuent de dégager des gains significatifs de productivité – et les autres, qui sont à la traîne.

Ces écarts de productivité – qui expliquent les écarts de rémunération entre ceux qui travaillent dans les firmes « superstars » et les autres – viendraient du fait que de nombreuses entreprises ne sont pas parvenues à adopter avec succès les nouvelles technologies et les meilleures pratiques. Les initiatives du gouvernement luxembourgeois (moindre fiscalité pour les PME, aides à la RDI, aides aux PME, Fit 4 Innovation, etc.) et des chambres professionnelles (Letzshop, Go Digital, etc.) sont à ce titre des démarches bienvenues. En offrant à toutes les entreprises du Grand-Duché (jeunes entreprises, petites entreprises, grandes entreprises) la possibilité d'embrasser pleinement la Troisième Révolution Industrielle et d'adopter les nouvelles technologies, le Luxembourg œuvre à façonner un futur du travail où le risque de « triage » des travailleurs entre les entreprises, de sorte que les individus les plus pro- ►

05. La formation aura une place primordiale dans le futur de l'emploi. Il faudra également « féminiser » certains cursus menant à des professions prioritaires en science, technologie, mathématiques ou ingénierie.

06. Le basculement vers la robotisation, en créant de nouveaux emplois moins pénibles, mettra-t-il l'accent sur d'autres professions faisant plus appel à l'intelligence humaine ?



INTERVIEW
MARIE-HÉLÈNE MASSARD
CEO, AXA Luxembourg
et AXA Wealth Europe

“ Les assureurs de demain seront hybrides ”

Comment l'arrivée du digital redistribue-t-elle les cartes dans les métiers de l'assurance ?

« Le digital donne aux assureurs l'opportunité d'offrir à leurs clients une expérience relationnelle plus riche. Cela se concrétise par de nouveaux risques à couvrir, une personnalisation accrue des offres, une meilleure qualité de service et une plus grande flexibilité dans les interactions. Nos clients ont pris conscience des risques liés au digital, par exemple la réputation sur les réseaux sociaux ou le piratage.

Des solutions pour couvrir ces risques ont été créées. La masse de données disponibles grâce au digital permet aussi de mieux analyser les risques et de personnaliser les offres aux profils des clients. Grâce aux nouvelles technologies, les assureurs offrent des services plus accessibles, plus simples et plus réactifs. Les clients peuvent avoir accès à toutes leurs informations d'assurance et interagir via des applications mobiles 24 / 7. Autre exemple : le groupe AXA a lancé Fizzy. En s'appuyant sur la technologie blockchain, si votre avion a plus de deux heures de retard, Fizzy vous rembourse instantanément. L'enjeu auprès de nos clients est de leur donner la flexibilité d'une interaction humaine ou digitale selon leurs besoins.

À quoi ressembleront les « assureurs » de demain ?

« Les assureurs de demain seront 'hybrides', à la fois digitaux et humains, d'avantage des 'préassureurs', qui s'attachent aussi bien à prévenir les risques qu'à les couvrir, et le partenariat sera un pilier de leur culture. Le développement des objets connectés, de la masse de données collectées, des interactions via des apps notamment permettent d'améliorer les modèles de prévention des risques et de les appliquer concrètement. Cela s'applique aussi bien au domaine de la santé qu'aux catastrophes naturelles. Anticiper les risques, les mettre sous contrôle et en minimiser les conséquences est un enjeu stratégique pour le développement durable de nos sociétés. Cette transformation, les assureurs ne la mènent pas seuls : ils doivent nouer des partenariats avec de nouveaux acteurs de l'écosystème assurance, comme les assurtech. Avec le développement de la prévention et des services, c'est aussi une relation de partenariat que les assureurs créent avec leurs clients. »



INTERVIEW
EMMANUELLE RAGOT
Avocate à la Cour, Wildgen SA

“ Une formidable opportunité d'évolution pour les entreprises ”

À l'ère du tout digital, dans le cadre de vos fonctions, comment voyez-vous évoluer le monde du travail ?

« Le digital impacte tous les secteurs, y compris les cabinets d'avocats. Il nous oblige à repenser notre business model pour nous adapter à cette (r)évolution. La gestion interne et la relation client sont influencées par l'intelligence artificielle : dématérialisation, automatisation, médias de communication... Tout doit aller plus vite. Il faut revoir et moderniser l'ensemble des outils informatiques de gestion et de communication afin qu'ils deviennent de réelles sources de valeur, notamment dans le contexte du règlement relatif à la protection des données et son application en mai prochain. Les entreprises sont aujourd'hui en mesure de communiquer avec des clients via des salles de réunion virtualisées, d'accéder à l'information en temps réel, de travailler sur des dossiers depuis l'autre bout du monde sans contraintes d'horaires et de mieux rationaliser certains processus de travail. La (r)évolution digitale est une formidable opportunité d'évolution pour les entreprises, si elle est bien comprise, accompagnée et encadrée éthiquement. Elle offre au salarié une liberté de mouvement inédite jusqu'alors et permet, de plus en plus, de mettre la collaboration et le partage au centre des activités, au bénéfice des clients, des salariés et de l'entreprise.

Il existe déjà des moteurs de recherche IA très performants. Selon vous, les décisions judiciaires pourront-elles un jour être rendues par des « juges virtuels » ?

« À l'heure actuelle, les systèmes informatiques doués d'IA qui répondent aux questions juridiques calculent des probabilités sur base de questions et d'affaires similaires déjà jugées et produisent une réponse basée sur ces recherches. Ce système, dit de justice prédictive, est utilisé par certains cabinets, notamment pour encourager des clients à se diriger vers des solutions à l'amiable. Les risques de remplacer les décisions de justice par ce type de machines sont évidents : en répétant d'anciennes décisions, ces systèmes limitent le développement du droit, notamment dans la réflexion intellectuelle sous-jacente, indispensable à tout revirement de jurisprudence et de construction du droit ; la dimension humaine et symbolique des procès disparaît, balayée par des prédictions algorithmiques. L'IA doit rester un moyen de faciliter et perfectionner le travail du juge, surtout dans des tribunaux engorgés, mais ne doit pas avoir pour vocation à le remplacer. L'instruction d'un dossier du côté des magistrats ou avocats, et les divers types de raisonnements logiques permettant de solutionner un problème juridique restent la plus-value de l'esprit humain afin de ne pas parvenir à des décisions automatiques aux conséquences négatives. »



07.

ductifs travailleraient de plus en plus ensemble et au service des entreprises « superstars », serait minimisé.

DU RISQUE DE POLARISATION

Les nouvelles technologies étant biaisées en faveur des travailleurs les plus qualifiés qui disposent de compétences pouvant s'allier aux « machines », on observe un « évidement⁽⁵⁾ » de l'emploi qui risque de créer, dans le futur, un marché du travail polarisé. D'un côté, il y a une forte demande pour des emplois très intensifs en qualification (santé, nouveaux matériaux, éducation, finance) et pour des emplois peu intensifs en qualification (services aux particuliers). Entre les deux, les emplois de moyenne qualification sont sous pression et les travailleurs de ces secteurs sont sous la menace d'être « déclassés » vers les services peu qualifiés. Cette dynamique est considérée comme l'un des principaux facteurs expliquant les inégalités salariales et pourrait, si elle devait se poursuivre, déboucher sur un futur du travail où les inégalités seraient grandissantes. Puisque la dispersion des salaires demeure plus contenue quand l'offre de travailleurs qualifiés augmente, la formation (évoquée supra), afin de soutenir la montée en qualification des salariés, est un allié objectif contre le risque de polarisation. Le développement de nouveaux secteurs économiques offrant des emplois intermédiaires (comme le secteur industriel jadis) et la revalorisation des secteurs de services peu qualifiés devraient également permettre d'éviter une paupérisation de certains salariés à l'avenir, ce qui est nécessaire pour éviter des troubles sociaux (mécontentement) et des

07. En offrant à toutes les entreprises du Grand-Duché la possibilité d'entrer dans le monde numérique, le Luxembourg œuvre à façonner le futur du travail.

08. Une plus grande pénétration du numérique dans nos vies, avec des robots et des ordinateurs d'où il est possible de tout voir, tout entendre et de récolter des données à l'infini, laisse craindre également des dérapages et de plus en plus de cyberattaques.



08.

désordres économiques (baisse du revenu moyen, faiblesse de la demande adressée aux entreprises, stagnation de la productivité, etc.).

DES RISQUES DE DISTRACTION NUMÉRIQUE ET DE CYBERBRAQUAGE

Alors que 70 % des nouveaux métiers apparus depuis 2010 au sein de l'OCDE appartiennent au domaine du numérique, l'importance des technologies numériques dans les futurs emplois ne devrait pas fléchir puisqu'un éventail toujours croissant de secteurs les utilise et les incorpore. En plus de modifier la façon de travailler à l'avenir, cela pourrait nuire à la productivité des salariés s'ils devaient « perdre du temps effectif de travail » sur les réseaux sociaux, et déboucher sur une situation où il deviendrait difficile de borner la journée de travail si le numérique devait engendrer une télédisponibilité généralisée. Aussi, cette plus grande pénétration du numérique qui devrait aller de pair avec une présence grandissante des objets connectés dans le milieu professionnel a de quoi faire craindre les cyberattaques... et espérer une forte croissance des emplois en rapport avec la cybersécurité.

Il semble important de relativiser les craintes concernant la fin imminente du travail, compte tenu des incertitudes en présence sur l'impact de l'automatisation sur l'emploi. Il ne faut néanmoins pas être naïf. La technologie n'étant pas neutre sur l'emploi, il appartient aux pouvoirs publics et aux partenaires sociaux de façonner le futur du travail en apportant les réponses adéquates en termes de formation, d'aides aux PME, de politique de la concurrence 2.0, de nouveaux droits

sociaux, d'investissements (publics et privés) dans les secteurs d'avenir et qui pourront offrir des emplois au plus grand nombre qui feront que l'Homme et la technologie seront compatibles. Signalons qu'à certains égards, le choc démographique en cours (vieillessement de la population et coûts budgétaires afférents) risque de façonner davantage le futur de l'économie et du marché du travail du Grand-Duché que les évolutions technologiques. En somme, le futur du travail au Luxembourg ne dépendra pas tant de l'intelligence artificielle mais de l'intelligence humaine et de la capacité à « domestiquer » et « utiliser » les nouvelles technologies pour adresser les défis socio-économiques qui s'adressent au Grand-Duché. ●

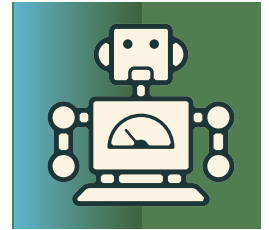
⁽¹⁾ Voir : Merkel janvier / février 2017.

⁽²⁾ Voir : European Commission (2016), *Analysis of the impact of robotic systems on employment in the European Union*.

⁽³⁾ Le travail à temps partagé, le partage de poste, l'encadrement intérimaire, le travail occasionnel, le travail mobile basé sur les TIC, le travail basé sur des chèques, le travail coopératif, le travail collaboratif. Source : Eurofound (2015), *New forms of employment*.

⁽⁴⁾ C'est-à-dire avec un contrat de travail de moins de trois mois. Voir : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20180209-1?inheritRedirect=true&redirect=%2F%2Fmain%2Fhome>

⁽⁵⁾ Voir : Eurostat, *Labour Force Survey*.



Et si on taxait les robots ?

Sous l'hypothèse que l'emploi viendrait à manquer et que le robotariat remplacerait le salariat, il est parfois avancé que taxer les robots et/ou distribuer un revenu de base seraient une solution à envisager. Si elles peuvent sembler séduisantes, ces recommandations se heurtent pourtant à la réalité. Taxer les robots revient à taxer l'investissement, ce qui est économiquement dangereux et risque d'empêcher une économie de profiter des possibilités de moderniser son appareil productif, offertes par la robotisation. De plus, l'obligation d'égalité peut déboucher sur des situations ubuesques, comme de devoir « taxer » l'utilisation du robot-pâtisseries ou de l'aspirateur.



High Five

Retrouvez dans le poster détachable en fin de magazine une invitation à un salon professionnel organisé par la Chambre de Commerce en 2072, accueillant des experts venant présenter leurs métiers... du futur.

BREXIT

IN THE MEANTIME...

The Luxembourg Chamber of Commerce has been following Brexit from its D-Day, on 23 June 2016 (Luxembourg National Day). Ever since, the Grand Duchy has hit the headlines as one of the most attractive places for possible post-Brexit relocations. Unlike other European capitals, Luxembourg City has never taken a proactive roadshow approach to lure away business from Canary Wharf as its assets as a prime business location are not conditioned by Brexit but intrinsically linked to our value proposition to companies in any sector.

Text: Lynn Zoenen, Economic Affairs, Chamber of Commerce
Photos: Christof Weber / Binsfeld, London Relocation Services

The Chamber of Commerce's reaction to Brexit has been rather conciliatory so far, which may seem contradictory, *prima facie*. A second glance reveals however that it is a logical extension of Luxembourg's long-standing history with free trade and European integration. Since its first step of bilateral cooperation in the context of the adhesion to the German Customs Union, Luxembourg has signed and ratified a plethora of other cooperation agreements, especially in the context of post-World War II multilateralisation.

Very often, Luxembourg was among the founding members of international organisations, and today Luxembourg is well known for taking action as an arbitrator. As a matter of fact, the heavily contested investor-state dispute settlement mechanism in the context of TTIP was reformed under the Luxembourg EU presidency. The same conviction holds for the country's pioneering role in European integration. The Luxembourg Chamber of Commerce pulls in the

same direction as it feels that a cautious and collaborative approach is the best way out of this unprecedented unpleasant situation. Generally speaking, one should look at the bigger picture: Luxembourg and the UK are very close partners. Luxembourg has grown over the last decades also thanks to a strong partnership with the UK, and London in particular. The UK is the Grand Duchy's first partner for both exports and imports of financial services. Our relationship is substantially coined by mutual complementarity.

At the same time, it is clear that financial institutions and other companies want predictability and legal certainty for themselves and their clients, which is why none of them will wait for the final outcome. Many of them will set up operations outside the UK to ensure that they can continue to serve their EU customers whatever the "Brexit deal" is going to be. If business logic suggests moving jobs and client relationships to the EU27, it will happen. Luxembourg

has many aces up its sleeve in this respect: a stable fiscal, political and economic environment being one of the country's key sales arguments. The club of countries that have managed to preserve their AAA rating is small, it consists of no more than 11 members. Luxembourg still figures on the member list.

WINNER FROM BREXIT?

Concluding that Luxembourg will emerge as a major winner from Brexit would however be highly misleading. It is, in any case, nearly impossible to make reliable predictions, leaving economists with mere hypotheses. The actual impact depends on a plethora of factors as provisions on the European single market, the free movement of capital, regulatory convergence, the potential future rise of non-tariff barriers such as technical and phytosanitary requirements, the handling of citizens' rights provisions eight years from the point of the UK's withdrawal, just to name a few. In the context of Brexit, Luxembourg should bear in mind that free trade and openness are the underlying foundations of Luxembourg's economic and social model, and that the UK has always been a loyal partner, pulling in the direction of further trade liberalisation.

“Luxembourg companies need assistance and guidance through Brexit, but also beyond Brexit.”

Besides, priority should however be given to reducing uncertainty for businesses at the earliest possible date. In spite of the closing of the first round in December 2017, which is a first tangible signal that both, the UE and the UK, have the capacities and the political will to reach agreements, thus calming down the fears of a long period ▶

Luxembourg has grown over the last decades also thanks to a strong partnership with the UK, and London in particular.



With or without Brexit, Luxembourg has many assets to offer, among which a stable fiscal, political and economic environment.



of uncertainty, negotiating trade agreements is complex and time-consuming. Uncertainty is harmful to business.

This was made clear at a Brexit seminar on 13 December 2017 at the Chamber of Commerce, organised on the initiative of the Belgian-Luxembourg Chamber of Commerce in Great Britain. Valérie Massin, country manager Luxembourg at Arcelor-Mittal, explained that the steel giant has identified more than 100 Brexit concerns in multiple areas, but mainly with regards to supply chain and market access, regulatory divergence, energy and climate policies, competition policy, trade policy, access to labour, data transfer, taxation, access to financial services, as well as innovation, research and development... She regretted that there is currently no visibility, which creates an environment of uncertainty for the steel sector that is highly concerned by the future impact of Brexit.

In a comprehensive presentation “How to be best prepared for Brexit” about trade and supply chain data, free trade agreements, customs broker vs. e-filing as well as the concept of the authorised economic operator, Lionel Van Reet, partner, Customs and International Trade at PwC, was not very optimistic regarding a quick and soft Brexit. According to him, the fixed deadlines appear very tight, knowing that there

is much at stake. In his opinion, there will be clear borders between the EU and the UK, meaning that the only possible outcome of Brexit is a hard Brexit. And a hard Brexit is synonymous with additional administrative procedures and an increase of red tape, thus increased costs for companies doing business with the UK. Small and very small entities cannot afford to pay more than they do today.

That is why Luxembourg companies – SMEs account for 99.6 % of the Luxembourg business ecosystem – need assistance and guidance through Brexit, but also beyond Brexit. Brexit is clearly a hot topic in Luxembourg and there certainly is a case for heightened vigilance, especially with regards to reciprocity in general and more specific areas such as corporate tax and investment protection. But the Chamber of Commerce keeps stressing the importance of improving the business environment and attracting new activities, with or without Brexit. That includes tax, administrative procedures, education and training, fostering the emergence of new business models, promoting the circular economy, expand ICT infrastructure and much more.

In order to keep Luxembourg companies up to date with the latest developments, the Chamber of Commerce hosts regular events on Brexit. ●

3 KEY MESSAGES TO BEAR IN MIND

#1 Free trade is in Luxembourg's DNA:

Free trade is a natural principle for the Grand Duchy, and the ecosystem of Luxembourg businesses but also our welfare state are built on free trade. Economic openness is thus not only an economic consideration. Besides, we should have learned our lessons from the trade wars back in the 1930s. We are currently observing a trend that is largely driven by the interchangeable use of the words “globalisation”, “digitalisation” and “free trade”. Very often, they are used as synonyms. But free trade cannot be the culprit for any simple job loss, which is one of the main reasons of discontent with free trade. Bearing this in mind during the trade negotiations is key because consequences of protectionism are devastating.

#2 Look at the bigger picture:

We should avoid any short-termed strategic trade decisions that have detrimental consequences in the long run. A non-collaborative trade approach in the context of Brexit harms business and weakens Europe as a whole. Third-party countries are not waiting for Europe to come clean.

#3 Keep innovating regardless of Brexit:

Luxembourg should not focus too much on Brexit when it comes to taking measures to attract new activities. We should not waste time on bemoaning our lot but instead boost the competitiveness of our business environment in general.

PIBIEN-ÊTRE

UN STIMULANT POUR LES ÉLECTIONS ?

L'analyse du seul PIB ne peut donner une image complète de la performance socio-économique d'un pays et de ses retombées. C'est pourquoi, depuis quelque temps, la tendance est aux indicateurs moins traditionnels, afin de mesurer l'angle « qualité de vie ».

Texte : Laure Demezet, Affaires économiques, Chambre de Commerce

À l'échelle internationale, certains pays du Golfe, par exemple, ont un PIB par habitant très élevé, qui ne les classe pas pour autant en tête des classements sur la qualité de vie. Par ailleurs, le PIB ne permet pas de prendre en compte les questions environnementales, et donc le développement durable, source de croissance qualitative sur le long terme. Dans le même ordre d'idées, le Conseil économique et social (CES) proposait en novembre dernier une refonte des indicateurs de compétitivité, que l'Observatoire de la compétitivité (ODC) reprenait pour en faire un nouveau tableau de bord de la compétitivité, regroupant les indicateurs en trois grandes catégories : Économie, Social et Environnement. Preuve en est que la performance d'un pays ne se mesure plus uniquement grâce aux indicateurs macro-économiques.

C'est dans cet esprit que le STATEC, le CES et le Conseil supérieur pour un Développement durable (CSDD) ont décidé d'entamer des travaux définissant un indice du bien-être au Luxembourg (Luxembourg Index of Well-Being, LIW) sur base des années 2009 à 2015. L'origine de cette étude était le constat que le PIB par habitant ne mesurait ni le bien-être social, ni la qualité de vie personnelle des habitants. Au-delà des statistiques économiques, il fallait évaluer la qualité de vie.

En 2015, suite aux premiers travaux, 63 indicateurs ont été validés. Ces derniers sont regroupés en 11 catégories, allant du revenu à la sécurité personnelle. Les indicateurs retenus proviennent donc de sources diverses et variées allant du traditionnel risque de pauvreté après transferts sociaux à un indicateur plus subjectif, tel que la satisfaction à propos de sa vie.

Suite au calcul des indicateurs retenus, il ressort une qualité de vie plus ou moins constante sur la période 2009-2015, et

l'existence d'un certain parallélisme entre le LIW et le PIB. En effet, malgré une baisse modeste en début de période, certainement due à la crise financière, la qualité de vie est presque revenue à son niveau de 2009 en fin de période. Si l'on regarde le graphique, le PIB semble suivre une courbe similaire, tout en étant plus franche et en terminant à un niveau supérieur de 5,7 % en fin de période, en comparaison avec 2009. Nous pouvons constater que la croissance du bien-être est plus lente que celle du PIB. Il serait donc plus long de revenir à un certain niveau de bien-être qu'à la croissance économique.

DE QUOI LE BIEN-ÊTRE LUXEMBOURGEOIS EST-IL FAIT ?

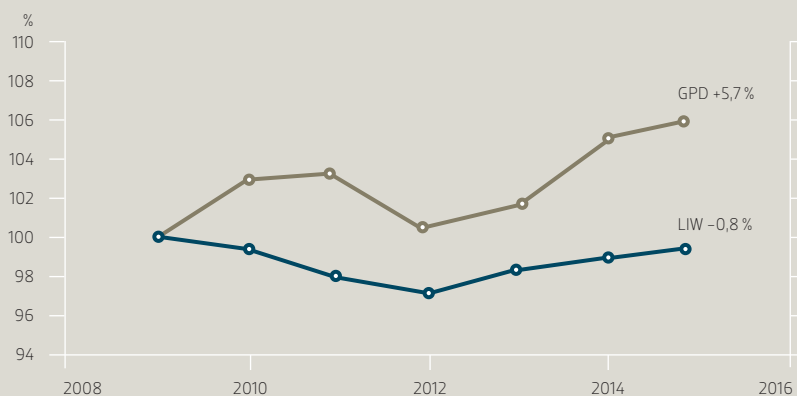
Les catégories d'indicateurs qui ont enregistré une amélioration sensible sur la période sont l'environnement (+13 %), le revenu et la richesse (+10 %), ainsi que l'éducation et les compétences (+1,5 %). Mais, en

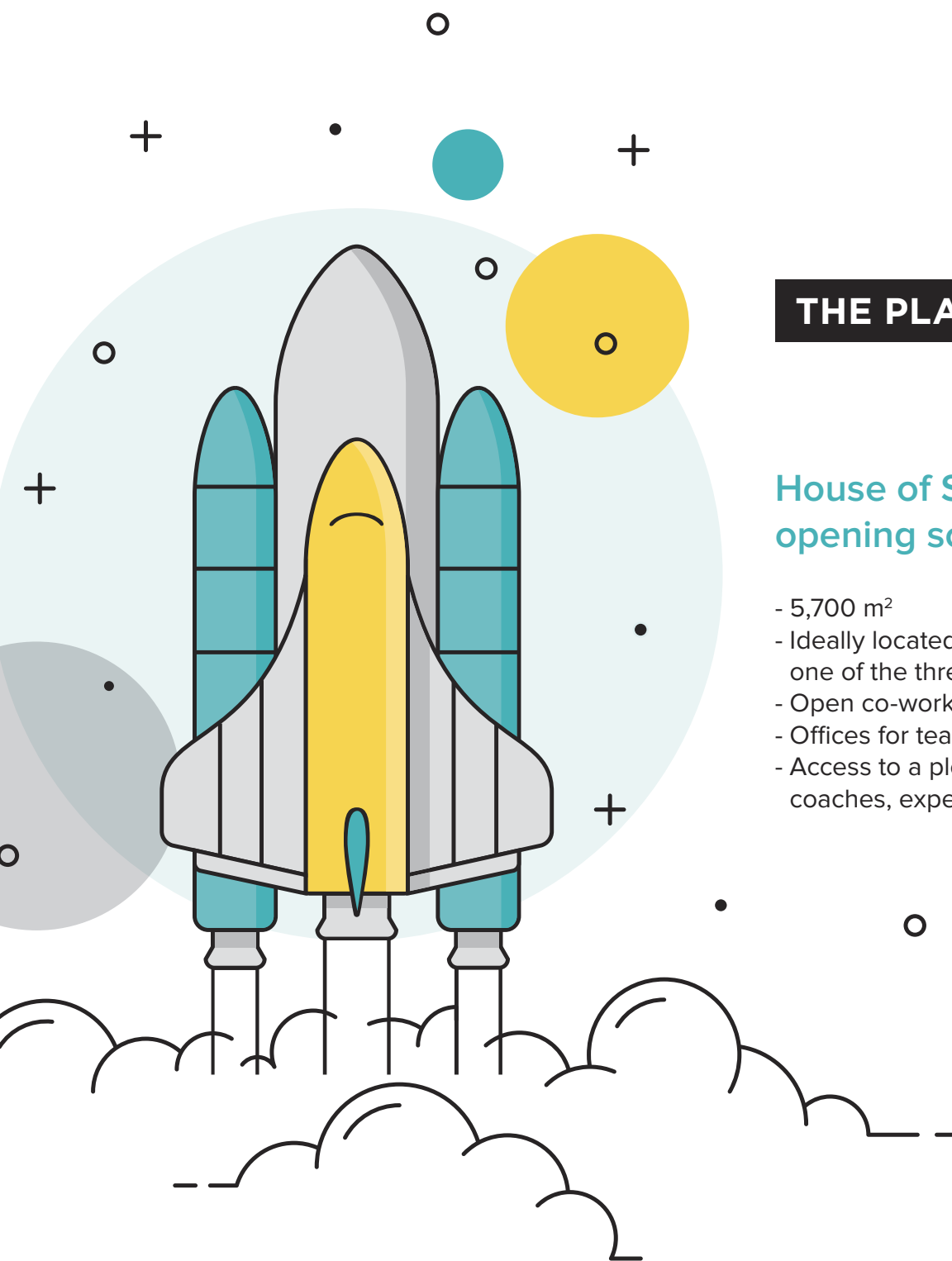
parallèle, certains indicateurs inquiètent plus particulièrement, tels que l'indice mesurant la pollution, qui augmente tout au long de la période, ou encore l'indice mesurant le nombre de jeunes quittant le système scolaire de façon précoce. Sur ce critère, le Luxembourg se retrouve d'ailleurs dans le dernier quart des pays européens. Certaines catégories font même apparaître une dégradation du bien-être au Luxembourg. Ainsi, dans les domaines de la santé (-10 %), de la sécurité personnelle (-10 %), du logement et de la gouvernance (-6 % sur la période), le Luxembourg a perdu de l'attrait. Par exemple, en 2009, 75 % des résidents luxembourgeois déclaraient avoir confiance dans les institutions luxembourgeoises, contre seulement 62 % en 2015.

Le Luxembourg semble devoir réfléchir à une autre gouvernance pour une croissance qualitative et une augmentation constante du bien-être de ses résidents pour la période à venir. Une année d'élections ne serait-elle pas la meilleure période pour y réfléchir ? Afin d'évaluer l'urgence de certaines mesures à prendre, il semble possible de considérer et de travailler sur les indicateurs inquiétants. Dans tous les cas, les auteurs du rapport reconnaissent qu'il serait nécessaire de procéder à certains ajustements avant de pouvoir se baser entièrement sur ces travaux, mais un nouveau regard sur notre société est amorcé. ●

Évolution de l'indice luxembourgeois du bien-être (LIW) et du PIB/habitant (GDP), de 2009 à 2015 (base 100 en 2009)

Source : Graphique élaboré par les auteurs du rapport PIBien-être





THE PLACE

to start

House of Startups opening soon

- 5,700 m²
- Ideally located in Luxembourg City, one of the three EU capitals
- Open co-working spaces
- Offices for teams of 4-10 people
- Access to a plethora of networks, coaches, experts and consultants

HOUSE OF **STARTUPS**

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

Intéressé ? **Alors contactez :**
karin.schintgen@host.lu

TRAVAIL DES SENIORS

LES LUXEMBOURGEOIS (ENCORE) PEU ENCLINS AU VIEILLISSEMENT ACTIF

Le vieillissement de la population interroge la place des seniors dans le monde du travail. Alors que l'accroissement du taux d'emploi des seniors est un objectif de la stratégie Europe 2020 et que des pays comme la Suède font figure de modèle en matière de vieillissement actif, les chiffres montrent que le travail des seniors reste à développer au Luxembourg. Tentative d'explication.

Texte : Jean-Baptiste Nivet, Affaires économiques, Chambre de Commerce

Photo : Commission européenne

38,2 % des résidents luxembourgeois de 55 à 64 ans travaillaient en 2017, ce qui situe le Grand-Duché à l'antépénultième place des pays de l'OCDE, devant la Turquie et la Grèce, deux pays marqués par un chômage bien plus important qu'au Luxembourg. En comparaison, les 55-64 ans sont 47,7 % à travailler en Belgique, 51,3 % en France, 70,1 % en Allemagne et 82,9 % en Islande, le leader incontesté du travail des seniors. Pourtant, le Luxembourg a, comme la plupart de ces pays, un âge légal de départ à la retraite situé à 65 ans et son taux de chômage des seniors est inférieur à la moyenne européenne. Conclusion : c'est parce que les Luxembourgeois se retirent en moyenne

plus tôt du monde du travail que leur taux d'emploi est bien inférieur à celui des autres pays industrialisés.

Par ailleurs, le Luxembourg se caractérise par un taux d'emploi des femmes sensiblement plus faible que celui des hommes. Ce constat est particulièrement vrai pour les seniors, où le taux d'emploi des hommes est de 44,8 %, quand celui des femmes n'est que de 31,3 %. De fait, l'arrivée, au sein du groupe d'âge des seniors, de générations plus féminisées de travailleurs ayant commencé leur carrière dans les années 80 et 90 devrait participer à l'accroissement du taux d'activité des seniors. Ceci ne suffira cependant pas à réduire l'écart avec les

autres pays industrialisés. Les hommes seniors luxembourgeois travaillent à l'heure actuelle moins souvent que les femmes seniors suédoises, suisses, allemandes, japonaises ou encore françaises.

LE VIEILLISSEMENT ACTIF, UN CONCEPT DU 21^E SIÈCLE

Selon l'OCDE⁽¹⁾, on entend par vieillissement actif « la capacité des personnes qui avancent en âge de mener une vie productive dans la société et l'économie ». Cette vie productive peut aussi bien concerner un emploi à temps plein que partiel, un travail salarié ou entrepreneurial. Face au défi du vieillissement de la population active et afin de préserver les systèmes de pension, l'activité des seniors est devenue un axe majeur des politiques des gouvernements occidentaux en matière d'emploi. Sans que soient remis en cause le principe des pensions et le progrès qu'elles constituent, les réformes visent à atteindre une soutenabilité à moyen terme des systèmes de protection sociale et une équité dans la solidarité entre les générations. Dans cette optique, le travail des seniors est aussi un moyen de répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans certains pays et secteurs.

La Suède s'impose comme un modèle par sa capacité à conserver les seniors sur le marché du travail. Outre les effets bénéfiques pour l'équilibre de son modèle social, l'accroissement du taux d'activité des seniors permet aux entreprises suédoises de s'appuyer plus longtemps sur le savoir-faire des travailleurs expérimentés. De plus, en ne prenant que peu en compte l'âge des candidats lors des embauches, elles ne se privent pas des compétences et de l'expérience que peuvent leur apporter certains seniors. Le maintien en activité professionnelle, lorsqu'il est possible et désiré, a aussi un impact positif sur les seniors eux-mêmes. Ceux qui se maintiennent en activité se sentent généralement mieux intégrés dans la société et demeurent en meilleure santé que leurs concitoyens qui, au même âge, sont déjà partis à la retraite⁽²⁾.

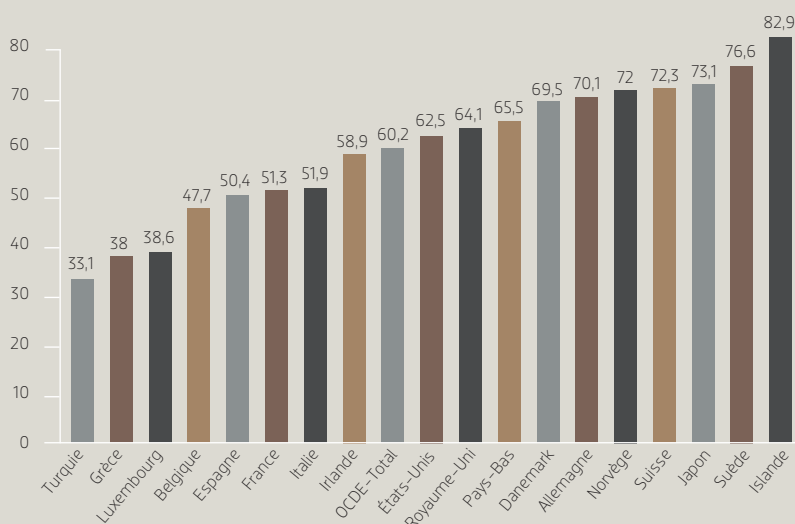
LA FAIBLE ACTIVITÉ DES SENIORS, UN PARTICULARISME CULTUREL ?

Le Luxembourg se positionne à la première place du volet social au sein du bilan 2017 de l'Observatoire de la compétitivité.

Taux d'emploi des 55-64 ans

Source : OCDE, Statistiques sur le marché du travail (T2/2017)

Note : Moyenne pondérée pour l'OCDE





Le travail des seniors peut constituer une réponse à la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, mais pour cela, il convient de porter une attention particulière au maintien de leur employabilité, notamment par des actions de formation.

“
L'activité des seniors est devenue un axe majeur des politiques des gouvernements occidentaux en matière d'emploi.
”

Son système social performant, illustré notamment par les mécanismes de transferts sociaux et l'existence de dispositifs tels que les préretraites, les retraites anticipées ou l'allongement de la période de l'indemnisation du chômage pour les seniors, n'encourage pas ceux-ci à poursuivre, passé un certain âge, une activité professionnelle. Le montant des pensions est aussi suffisant pour que les retraités luxembourgeois ne soient pas obligés de travailler afin de compléter leurs revenus. Eurostat indique d'ailleurs que la minorité de travailleurs retraités qui reste dans la vie active ne le fait généralement pas pour des raisons financières. Il est intéressant d'observer que cette absence de motivation financière est aussi présente dans des pays où l'activité

des seniors est bien plus répandue, comme la Suisse ou la Suède. Ainsi, le facteur culturel apparaît comme important lorsque l'on s'intéresse au vieillissement actif.

À ce facteur culturel s'ajoutent des spécificités du monde du travail. L'employabilité est au cœur de la question de l'emploi des seniors. Elle repose sur la santé, les compétences et l'engagement professionnel du travailleur. Le reclassement professionnel, qui concernait 1.736 salariés luxembourgeois en 2016, aide ceux qui ne sont pas en capacité d'occuper leur dernier emploi, pour des raisons de santé, d'infirmité ou d'usure, à en retrouver un autre à l'intérieur ou à l'extérieur de leur entreprise. Dans une logique anticipative, le maintien d'une bonne santé des travailleurs seniors peut passer par une adaptation de leur poste de travail. L'anticipation, c'est aussi le maître-mot dans le domaine des compétences. La formation tout au long de la vie doit permettre aux travailleurs de mettre à jour leurs compétences et d'en acquérir de nouvelles. La formation professionnelle continue est, dans l'ensemble, performante au Luxembourg. Néanmoins, le taux de participation à l'éducation et à la formation des 55-64 ans n'est que de 7,3 %, quand celui des 25-64 ans est de 16,8 %. Dans les pays du nord de l'Europe, ce taux décroît bien moins vite avec l'âge. Avec la digitalisation de l'économie, les

métiers changent, de même que les compétences indispensables aux entreprises. La nécessité de se former tout au long de la vie ne va faire que s'accroître pour les travailleurs, et notamment les seniors. La faible activité des seniors pourrait aussi s'expliquer par une perte de compétitivité sur le marché du travail. En effet, alors que la rémunération des salariés suédois est stable passé 45 ans et qu'elle décroît en Allemagne, celle des travailleurs luxembourgeois ne fait qu'augmenter au fil des ans. Cette croissance continue des salaires, selon l'ancienneté, n'est pas l'apanage du Luxembourg puisqu'elle est similaire en France ou en Belgique. Elle participe cependant à la perte d'employabilité de certains seniors et à des discriminations qui peuvent exister envers les travailleurs de plus de 50 ans. Parmi les pays européens, c'est au Luxembourg qu'ils se sentent les plus discriminés, selon l'enquête européenne sur les conditions de travail réalisée en 2010. Les mesures incitatives, financières notamment, à destination des seniors et des entreprises n'ont pour l'instant pas su modifier significativement le particularisme culturel du Grand-Duché en matière de vieillissement actif. Si de nouveaux dispositifs pourraient être de nature à favoriser l'activité des seniors, il faut faire attention aux politiques ciblées qui ont pour effet néfaste de renforcer la discrimination à leur rencontre. La suppression récente de la préretraite-solidarité laisse toutefois envisager un passage de la logique du partage du travail entre les générations à une participation active des seniors à la pérennité du modèle social du Grand-Duché. Les seniors luxembourgeois pourraient ainsi être incités à s'épanouir dans une énième aventure professionnelle, l'occasion de se révéler enseignant, entrepreneur ou consultant, une fois la cinquantaine passée. ●

⁽¹⁾ Source : OCDE, Des réformes pour une société vieillissante, 2000.

⁽²⁾ Source : Institut Montaigne, Faire du bien-vieillir un projet de société, 2015.

ÉCONOMIE DU PARTAGE

LEVIER DE CROISSANCE POUR LES PME LUXEMBOURGEOISES ?

L'économie du partage figure au cœur de l'étude stratégique *Troisième Révolution Industrielle*. Ces nouveaux modèles économiques sont en plein essor et offrent de nombreuses opportunités à saisir pour les entreprises. En décembre, la Chambre de Commerce et son Enterprise Europe Network ont organisé une matinée thématique consacrée à l'économie du partage avec, notamment à l'affiche, quelques bonnes pratiques réalisées par des acteurs nationaux.

Texte : Affaires économiques, Chambre de Commerce
Photo : Pierre Guersing

L'économie du partage désigne un phénomène où le partage d'un bien ou d'un service prédomine sur la propriété. De nombreux termes – pas toujours interchangeables – ont émergé ces dernières années pour le décrire : consommation collabora-

tive, consommation basée sur l'accès, capitalisme de plateforme, ubérisation, etc. Ce nouveau modèle économique offre de nombreuses opportunités mais vient également avec des défis. L'objectif de la conférence portant l'intitulé « Économie

du partage : levier d'une croissance durable pour les PME luxembourgeoises » consistait à thématiser les préoccupations des entreprises du pays désireuses de mieux appréhender les éventuelles opportunités offertes par ces modèles.

Dans son mot de bienvenue, Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, a rappelé comment la mutation numérique était en train de bouleverser les modèles économiques établis.

Si la notion de partage et de collaboration n'a en soi rien de nouveau, elle a pris une toute nouvelle ampleur dans le contexte de la digitalisation.

La disponibilité permanente des données, rendue possible grâce à des réseaux de communication performants et sécurisés, a facilité l'émergence de certains grands acteurs dans l'économie collaborative et conditionne aujourd'hui notre vie quotidienne. Face à ces nouvelles évolutions, la Chambre de Commerce réaffirme



La table ronde de deuxième partie de matinée a réuni quelques acteurs de l'économie collaborative (de g. à dr.) : Neil Kay, senior policy officer, digitalisation du marché unique, Commission européenne ; Jürgen Berg, gérant, CFL Mobility ; Carole Caspari, CEO, Altea Immobilière ; et Gilles Scholtus, conseiller de gouvernement première classe, direction générale PME et entrepreneuriat, ministère de l'Économie.

sa mission d'accompagnement des entreprises dans la compréhension des tendances qui les impactent, en analysant le potentiel d'opportunités qu'elles revêtent (création de valeur, d'emplois, développement de nouvelles expertises...), mais également en identifiant les défis sous-tendus (notamment l'encadrement réglementaire que chaque nouvelle pratique nécessite).

Lors de cette matinée, le premier expert invité, Neil Kay, en poste au sein de l'unité chargée de la digitalisation du marché unique à la Commission européenne, a dressé la toile de fond de l'économie collaborative en Europe, en commençant par circonscrire ses caractéristiques phares : usage temporaire d'un bien ou d'un service, sans transfert de propriété, grâce à une plateforme ou une place de marché digitale facilitant l'échange entre particuliers. Les pays d'Europe les plus en pointe dans le domaine sont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie. Concernant l'emploi, l'expert estime à 400.000 le nombre de postes créés en Europe dans l'économie du partage, mais il rappelle que la plupart de ces emplois sont de nature relativement précaire, avec un fort pourcentage de temps partiels. Parmi les facteurs principaux favorisant l'éclosion de l'économie du partage figure notamment le degré de maturité des technologies de l'Internet, qui permet de réduire les coûts d'entrée sur le marché pour les fournisseurs de services.

De manière générale, les États membres affichant un taux élevé en matière d'accès et d'usage de l'Internet sont aussi ceux où l'économie collaborative se développe le plus vite. Neil Kay a ensuite listé d'autres facteurs susceptibles d'encourager le développement de l'économie collaborative : le souhait des clients d'accéder à une offre plus vaste au meilleur prix, le phénomène d'urbanisation croissant, ou encore le climat économique post-crise créant la nécessité de trouver des sources de revenus complémentaires.

Neil Kay a conclu son allocution en annonçant la sortie, prévue pour l'été 2018, d'une publication de la Commission européenne sur le sujet, répertoriant notamment l'environnement réglementaire de chaque État membre de l'UE.

“

Malgré un faible développement de l'économie du partage au Luxembourg, l'un de ses avantages collatéraux est qu'elle est devenue source d'inspiration pour les acteurs traditionnels.

”

Il a ensuite laissé la parole à Sarah Mellouet, économiste à la Fondation IDEA asbl, co-auteur de l'avis annuel 2017 intitulé *Monde du partage ou partage du monde ?*. Celle-ci a apporté un éclairage sur le développement de l'économie collaborative au Luxembourg.

PARTAGE D'EXPÉRIENCES LUXEMBOURGEOISES

Malgré une très forte pénétration technologique dans le pays, avec 97 % des ménages ayant une connexion Internet, seulement 13 résidents luxembourgeois sur 100 ont déjà eu recours au « partage » via des plateformes, et moins de 4 sur 100 y ont proposé des biens / services. Ce succès relativement faible de la *sharing economy* sur le marché national serait lié à plusieurs facteurs : l'absence de masse critique, un niveau de vie élevé faisant que les habitants ont de bonnes affaires qu'ailleurs en Europe, un goût pour la propriété encore fortement ancré, une interconnaissance forte entre les habitants, qui les exempte de passer par des plateformes pour entrer en contact, et enfin quelques limites de nature réglementaire liées notamment au droit d'établissement ou à l'accès aux professions réglementées. Sarah Mellouet a conclu son propos en soulignant le fait que, malgré un faible développement de l'économie du partage, l'un de ses avantages collatéraux est qu'elle est devenue source d'inspiration pour les acteurs traditionnels qui retravaillent leurs services en incluant « plus de digital » et d'interactions avec leurs clients et qui repensent leurs modèles pour tendre vers une économie de la fonctionnalité, plutôt que de la possession.

Par la suite, quelques exemples développés sur le marché luxembourgeois ont été exposés. Le site *furnished.lu* d'abord, pré-

senté par sa créatrice Carole Caspari, a fait ses preuves depuis de nombreuses années. Cette plateforme propose des chambres meublées, en collocation de courte durée, en *all inclusive* (énergie, assurances, wifi...) et s'adresse notamment aux jeunes professionnels cherchant un endroit central à un prix relativement abordable. Carole Caspari vient de lancer, en outre, le site *mybnb.lu* : des services de conciergerie aux propriétaires proposant leur bien à la location de courte durée sur le site Airbnb.

Flex, le nouveau service d'autopartage des CFL, a ensuite été expliqué par Jürgen Berg, gérant CFL Mobility. Déployé dans les principales gares du pays pour compléter l'offre de transport public, le système Flex repose sur une plateforme technologique permettant de gérer les réservations grâce à un smartphone et une carte M-Pass qui devient momentanément la clé du véhicule loué. L'offre est adaptée aux particuliers à la recherche de solutions *last mile* et pourrait même pousser certaines entreprises à repenser leur politique de mobilité.

Enfin, Gilles Scholtus, conseiller du ministère de l'Économie, a présenté *letzshop.lu*, un site de commerce en ligne mutualisé – développé avec le support de la Chambre de Commerce – qui s'inscrit dans le Pakt Pro Commerce pour soutenir le développement du commerce de détail urbain. Il sera mis à disposition des commerçants de 15 communes du pays pour les aider à franchir le pas du digital, mais aussi, et surtout, pour leur donner une visibilité accrue grâce à cette vitrine électronique, notamment auprès des nombreux nouveaux habitants qui ne connaissent pas encore toutes les ressources commerciales offertes par leur nouveau lieu de vie. Des expériences similaires ont fait leurs preuves en Allemagne et en Suisse. ●

MÉCANISME D'ALERTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

ENSEIGNEMENTS POUR LE LUXEMBOURG

Fin novembre 2017, la Commission a publié son désormais traditionnel rapport sur le mécanisme d'alerte (RMA)⁽¹⁾. Ce rapport constitue, avec d'autres documents, le point de départ du Semestre européen, un exercice annuel visant à assurer une meilleure coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne (UE).

Texte : Muriel Bouchet, Affaires économiques, Chambre de Commerce
Photo : SIP / Uli Fielitz

Le RMA ambitionne de déceler de manière suffisamment précoce tout déséquilibre macroéconomique éventuel, au moyen d'un vaste tableau d'indicateurs (le *score-board*) qui fait l'objet d'un examen attentif sur la base, notamment, de diverses valeurs de référence ou intervalles. Le rapport vise ainsi à parer à tout déséquilibre potentiel, susceptible de menacer, outre l'État membre concerné, le cas échéant, la cohésion de toute l'économie européenne.

Le rapport de novembre 2017 épingle 12 pays en situation de déséquilibre macroéconomique, à savoir la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne et la Suède.

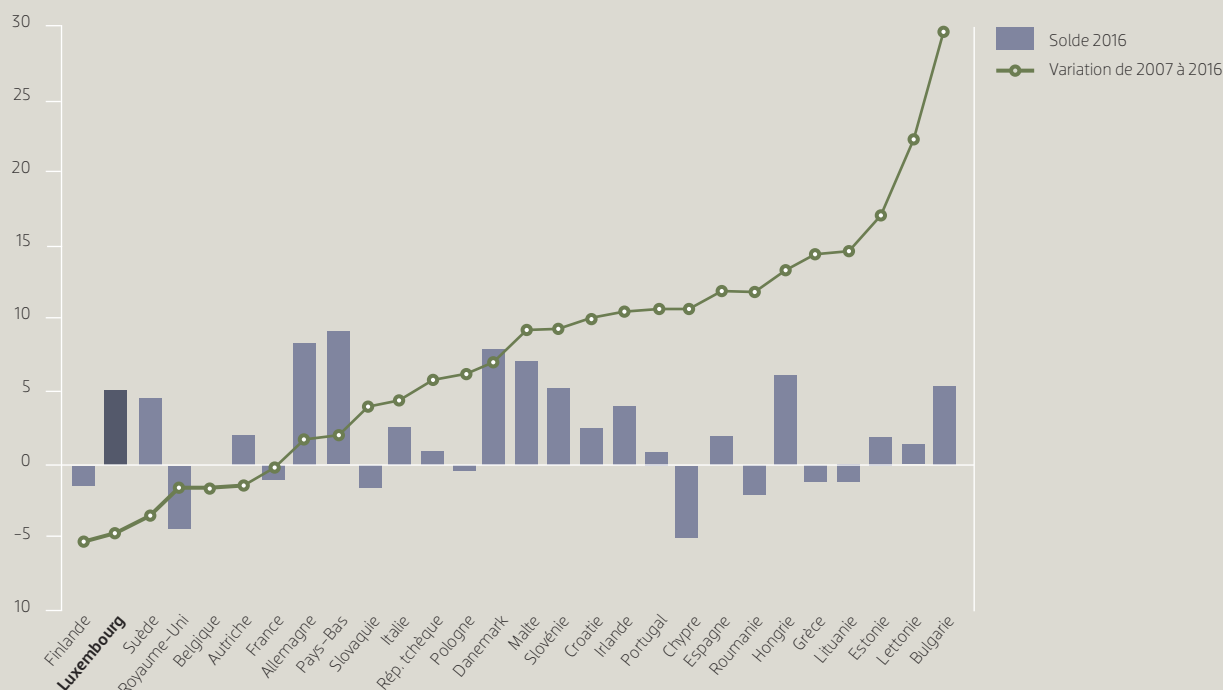
Ces États membres feront prochainement l'objet d'une analyse plus approfondie par la Commission. Si le Luxembourg n'est quant à lui pas cité en tant que pays « en déséquilibre », diverses sources de

vulnérabilité du Grand-Duché apparaissent tout de même en filigrane.

La principale d'entre elles, ou du moins celle qui est évoquée avec le plus d'insistance par la Commission européenne, est la situation prévalant sur le **marché immobilier**, la Commission affirmant que l'évolution récente des prix des habitations devrait être examinée de façon plus approfondie dans sept États membres, dont le Luxembourg, où l'endettement des ménages tend en outre à augmenter – ces deux phénomènes étant en partie liés. Corrigé de l'inflation, le prix moyen des logements aurait, selon la Commission européenne, augmenté de plus de 30 % de 2006 à 2016, et ce en dépit de la crise économique et financière, la progression se montant à 16,6 % sur la sous-période 2014-2016 – contre 5,4 % en moyenne dans les trois pays limitrophes. En parallèle, l'encours des prêts immobiliers serait passé d'un peu plus de 30 % du PIB en 2006 à près de 50 % 10 ans plus tard. La Commission ajoute cependant dans la foulée que les risques associés semblent

Évolution des balances courantes (biens et services) en % du PIB

Source : Eurostat et Commission européenne (extrait du rapport sur le mécanisme d'alerte 2018).





Les prix élevés sur le marché de l'immobilier luxembourgeois sont régulièrement pointés comme une source de risque pour le pays par différents organismes. Le rapport sur le mécanisme d'alerte identifie à son tour cette caractéristique du Luxembourg comme une vulnérabilité.

encore, en termes macroéconomiques et au présent stade, « d'une portée limitée » et que la hausse des prix du logement serait associée dans une large mesure à une immigration nette soutenue et au dynamisme du marché du travail.

Un autre aspect explicitement souligné par la Commission est le niveau élevé de **l'endettement du secteur privé non financier luxembourgeois**, qui a atteint quelque 344 % du PIB en 2016. La Commission reconnaît cependant que cette situation est avant tout le reflet de la forte présence d'entreprises multinationales – les filiales luxembourgeoises de ces dernières jouant souvent un rôle central dans la gestion des trésoreries intragroupes. Elle reflète par ailleurs en partie l'endettement croissant des ménages, mis en exergue précédemment.

L'endettement du secteur privé non financier ne débouche par ailleurs nullement sur des comptes extérieurs déficitaires, le Luxembourg se caractérisant bien au contraire par une position extérieure nette (stocks) et par des **soldes de la balance courante** (flux) nettement positifs. Le RMA met cependant en relief une nette détérioration du solde courant de 2007 à 2016, comme l'illustre le graphique, seule la Finlande connaissant une évolution plus défavorable à cet égard. Cette inflexion des soldes peut paraître favorable dans une perspective européenne, le RMA encoura-

geant d'ailleurs les pays en net surplus courant (dépassant 6 %) à réduire leurs excédents afin d'éviter tout « biais déflationniste » dans la zone euro considérée dans sa globalité – sachant que les pays en déficit ont, pour la plupart, vu celui-ci se réduire significativement depuis la crise économique et financière. Les futures évolutions de la balance courante devront néanmoins être observées de près dans une perspective luxembourgeoise, afin de voir si sa détérioration ces dernières années constitue un phénomène structurel, reflet d'une moindre capacité à exporter nos biens et services et/ou d'une rémunération plus importante des facteurs de production non résidents, ou s'il s'agit d'un simple rééquilibrage résultant notamment d'une croissance économique tendanciellement plus forte au Luxembourg que dans l'ensemble de l'UE.

L'indicateur du RMA relatif aux **parts de marché à l'exportation** paraît certes bien orienté, mais cet indicateur est défini sur un horizon de temps relativement court (cinq années) et est au demeurant extrêmement volatil. À titre d'exemple, la part de marché du Luxembourg augmentait de 12 %⁽²⁾ en 2009, avant de décliner de 4 %, selon l'indicateur de 2011 (soit un basculement de 16 points en l'espace de deux années seulement). En outre, l'amélioration précitée pourrait résulter d'une croissance

du commerce intra-UE plus élevée que celle du commerce hors UE durant la période d'observation. Le commerce extérieur du Grand-Duché est largement centré sur l'Union européenne, de sorte qu'il bénéficie à plein de ce différentiel de croissance. Enfin, les annexes statistiques du RMA révèlent que l'augmentation sur cinq ans des parts de marché à l'exportation du Luxembourg s'est quasi intégralement concentrée sur deux années, à savoir 2013 et 2014, tandis que ces parts ont stagné en 2016.

Quelques points préoccupants sont encore mis en exergue par le RMA : le **chômage des jeunes**, le Luxembourg étant le seul pays de l'UE avec l'Autriche et la Finlande ayant enregistré une augmentation de ce taux entre 2014 et 2016 (avec une hausse dépassant légèrement le seuil du *scoreboard*), ou encore un **taux de participation au marché du travail des 15-64 ans** n'ayant augmenté que de 0,1 point de 2014 à 2016, contre 0,4 en moyenne pour les trois pays limitrophes.

Selon le RMA, le Luxembourg se caractérise également par d'indiscutables performances, en affichant par exemple une proportion de prêts non performants quasiment nulle, la plus basse de toute l'Union européenne – ce qui témoigne de la solidité du système bancaire national. On mentionnera également un taux de pauvreté absolue de 2 %, soit le plus bas de l'UE après la Suède. Le Luxembourg conserve donc d'importants atouts, qu'il importera de mobiliser au mieux afin de remédier aux vulnérabilités évoquées. ●

⁽¹⁾ Report from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Central Bank and the European Economic and Social Committee – Alert Mechanism Report 2018, 22 novembre 2017.

⁽²⁾ Indicateur calculé annuellement sur 5 ans.

INVESTISSEMENT DANS LA R & D ET L'INNOVATION

LEVER LES FREINS

Les 15 dernières années ont vu l'écosystème national de recherche, développement et innovation (RDI) se déployer, se structurer et atteindre une taille critique. Reposant au départ sur les activités de RDI de quelques grandes multinationales, il s'est vu renforcé par la réorganisation des centres de recherche publics et de l'Université du Luxembourg. La recherche publique est véritablement devenue une des priorités du gouvernement, qui a signé des contrats de performance pluriannuels avec les différents acteurs.

Texte : Christel Chatelain, Affaires économiques, Chambre de Commerce, et Vincent Hein, Fondation IDEA
Photo : LIST

La loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation est venue compléter le cadre existant en introduisant des aides financières, afin de soutenir les entreprises dans leurs projets de RDI. Mais, suite à l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement européen⁽¹⁾ relatif aux aides compatibles avec le marché intérieur, une mise en conformité de cette législation s'est avérée nécessaire. Le législateur luxembourgeois a profité de cette réforme pour intégrer, dans ce qui est devenu la loi du 17 mai 2017, les différentes recommandations et évaluations adressées au cours des dernières années au Luxembourg, tant par des acteurs nationaux qu'internationaux, ainsi que les objectifs à atteindre dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 ».

Ainsi, la nouvelle législation vise, d'une part, à inciter encore davantage les entreprises à investir dans le développement de nouveaux services ou produits, ainsi que dans l'amélioration des processus de production et, d'autre part, à renforcer la spécialisation multisectorielle dans les axes prioritaires suivants : les matériaux avancés, les technologies durables, les technologies de la vie, la logistique, les technologies spatiales, l'automobile, et les technologies de l'information et de la communication.

Plusieurs éléments positifs du nouveau cadre législatif ont été présentés en

détail aux entreprises le 20 février dernier à la Chambre de Commerce, dans le cadre d'une conférence organisée conjointement avec le ministère de l'Économie : la création d'un nouveau régime d'aides en faveur des infrastructures de recherche, le renouvellement des aides à l'investissement dans des pôles d'innovation et pour leur animation, l'élargissement des possibilités d'aides à l'innovation en faveur des PME, le cofinancement plus important des coûts liés aux innovations de procédés et d'organisation, la volonté d'encourager les

partenariats entre entreprises du secteur privé et centres de recherche publics, et la possibilité d'allouer aux jeunes entreprises innovantes une aide en plusieurs tranches. En ce qui concerne la forme des aides, de nouveaux instruments sont introduits, en complément des subventions classiques qui demeurent. Les entreprises peuvent dorénavant bénéficier d'avances remboursables, d'apports en fonds propres si elles sont des « jeunes pousses » ou encore de prêts bonifiés. Cette plus grande flexibilité devrait permettre d'atteindre davantage de cibles. Enfin, le statut d'agence de financement est accordé à Luxinnovation pour les dossiers d'un montant inférieur à 200.000 €.

L'instauration d'une démarche d'évaluation systématique des régimes d'aides a été annoncée. En effet, la création d'un cadre favorable et le soutien financier ne sont pas des conditions suffisantes pour garantir l'atteinte des cibles et objectifs visés. Il est primordial d'évaluer, à intervalles réguliers, les effets et les retombées des systèmes mis en œuvre, afin de pouvoir, le cas échéant, les adapter.

ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT DANS LA R & D
Les entreprises luxembourgeoises disposent donc d'une série d'aides directes pour les soutenir dans leurs projets grâce à ce « régime RDI ».

Intensité maximale des aides du nouveau régime RDI

Source : www.innovation.public.lu

	Grande entreprise	Entreprise de taille moyenne (< 250 salariés ou 50 M€ de CA)	Petite entreprise (< 50 salariés ou 10 M€ de CA)
Développement expérimental	25 %	35 %	45 %
Développement expérimental + coopération	40 %	50 %	60 %
Recherche industrielle	50 %	60 %	70 %
Recherche industrielle + coopération	65 %	75 %	80 %
Aides à l'investissement en faveur d'infrastructures de recherche (organismes publics également éligibles)	50 %	50 %	50 %
Études de faisabilité technique	50 %	60 %	70 %
Innovation de procédé et d'organisation	15 %, seulement si le projet est mené en collaboration avec une PME	50 %	50 %



“
En complément des aides existantes, il serait utile de lancer une réflexion sur la mise en place d'incitations fiscales aux dépenses de R & D au Luxembourg.
”

Elles bénéficient en outre d'un accompagnement qualitatif (programmes « Fit 4... », incubateurs, etc.), de l'animation des clusters et, enfin, elles devraient prochainement bénéficier de la mise en place d'un régime fiscal plus favorable pour les revenus de leur propriété intellectuelle⁽²⁾ (notamment des brevets). Autant de mesures permettant de dessiner une politique en faveur du renforcement de la recherche et de l'innovation dans le secteur privé.

En ce qui concerne plus précisément les dépenses de R & D des entreprises (0,7 % du PIB en 2016, plaçant le Luxembourg au 17^e rang sur les 28 États membres de l'Union européenne), les aides publiques à la R & D doivent contribuer à lever les freins à l'investissement, liés à l'incertitude quant aux

retours sur investissement de la recherche et aux difficultés de financement externe que cela peut engendrer, notamment dans le cas des PME ou des jeunes entreprises.

POUR UN CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Dans ce contexte, des incitations fiscales ciblées sur les dépenses de R & D des entreprises, de type « crédit d'impôt recherche », se sont multipliées. En 2016, 29 des 35 pays de l'OCDE avaient un dispositif d'incitation fiscale aux dépenses de R & D, dont 22 des 28 États membres de l'UE.

Une telle mesure n'existe pas au Luxembourg et n'a pas non plus été introduite par le nouveau régime d'aides, qui a « fait le choix » de mobiliser le seul levier des aides directes.

Or, avec les avantages et les inconvénients qui leur sont propres, ces régimes d'aides indirectes et directes sont pourtant davantage complémentaires que rivaux. Les incitations fiscales sont particulièrement appropriées pour encourager les projets de R & D orientés vers le développement d'applications proches de la mise sur le marché, tandis que les subventions constituent un mode d'intervention à privilégier pour soutenir des projets de long terme, plus risqués, dans des domaines où les retombées sur d'autres secteurs d'activité ou d'autres entreprises sont potentiellement plus élevées⁽³⁾, même si plus incertaines.

Convaincu que la R & D ne doit pas être exclusivement une affaire de laboratoires, le gouvernement multiplie les initiatives visant à encourager les collaborations à périmètres multiples et, notamment, les partenariats public-privé.

Il serait dès lors utile de lancer une réflexion sur la mise en place d'incitations fiscales aux dépenses de R & D au Luxembourg, pour bénéficier de la complémentarité entre les deux types d'aides. Si des écueils sont à éviter (complexité administrative, effets d'aubaine), un « crédit d'impôt recherche à la luxembourgeoise » tenant compte des caractéristiques de son tissu économique pourrait viser trois objectifs :

- encourager les entreprises déjà actives dans la recherche à accentuer leurs investissements ;
- inciter les petites et jeunes entreprises à amorcer des activités de R & D ;
- attirer des activités nouvelles sur le sol luxembourgeois.

Le nouveau régime d'aides à la RDI constitue donc un outil bienvenu, qui gagnerait néanmoins à être complété par des mécanismes d'aides indirectes (crédit d'impôt recherche et fiscalité des revenus de la propriété intellectuelle). ●

Une récente étude de la Fondation IDEA asbl a montré que sur la période 2012-2014 (avant réforme), les aides directes d'État à la R & D (hors innovation) ont représenté l'équivalent de 15 % du total des dépenses intérieures de R & D des entreprises au Luxembourg.

Idée du mois n°18,
www.fondation-idea.lu

⁽¹⁾ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

⁽²⁾ Projet de loi relatif au régime fiscal de la propriété intellectuelle, déposé le 04/08/2017.

⁽³⁾ Appelt, S. et al. (2016), *R&D Tax Incentives: Evidence on design, incidence and impacts*, OECD Science, Technology and Industry Policy Papers, N° 32, OECD Publishing, Paris.

LE CHIFFRE DU MOIS



FORMATIONS POUR TOUS ?

La 5^e édition de l'enquête du STATEC sur la formation professionnelle continue (FPC) dans les entreprises révèle que plus de trois entreprises luxembourgeoises sur quatre considèrent le renforcement des compétences des salariés, à travers des activités de FPC, comme une piste à explorer dans le cadre du développement de leurs activités.

Illustration : Fargo

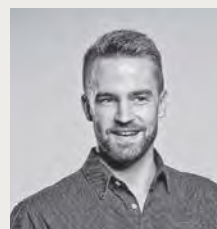
Plus précisément, 77 % des 876 entreprises ayant répondu à l'enquête du STATEC, et qui appartiennent à sept secteurs d'activité, ont offert des formations professionnelles continues à leurs salariés. Il s'avère que les secteurs « ressources et énergie », ainsi que « transports et communications » sont les plus dynamiques, avec respectivement 90 et 89 % d'entreprises « formatrices », suivies par les « services financiers » et « autres services », avec 86 %. Le taux de sociétés offrant des FPC varie toutefois en fonction de la taille de l'entreprise : alors que la quasi-totalité des entreprises de plus de 250 salariés sont formatrices, seulement deux tiers des entreprises de 10 à 19 employés optent pour la FPC. Autre constat : les cours externes (62 %) sont plus fréquemment proposés que les formations internes (53 %). Il convient toutefois de mentionner que plus de la moitié des entreprises proposent aussi à leurs salariés de participer à des conférences ou à des formations informelles, directement délivrées sur le poste de travail. ●



Sarah Mellouet
Économiste,
Fondation IDEA asbl

FPC : FORMATION POUR CADRES ?

Théoriquement ouvert à tous, l'accès à la formation professionnelle est loin d'être une panacée : les seniors et les moins diplômés suivent respectivement deux et trois fois moins de formations que les cadres et dirigeants, selon des données de l'Observatoire de la formation. Ainsi, les personnes non qualifiées représentent 13 % de l'effectif salarié, mais 6 % des formés, le plus grand écart se situant entre les femmes dirigeantes ou cadres et les femmes non qualifiées. La réforme d'août 2017, qui réduit l'aide directe aux entreprises de près de la moitié à compter de 2019, affiche l'objectif d'un meilleur ciblage en cofinçant les formations dispensées à des salariés en CDD de moins de 18 mois (jusqu'alors exclus) ou en majorant la contribution publique de 20 points pour ces publics plus fragiles. La patience est donc de mise pour savoir si ces mesures relèvent d'un simple coup de pied dans le budget, d'un heureux coup de pouce ou d'un ostensible coup de coude... ●



Goy Grosbusch
Directeur d'exploitation,
Grosbusch

IN-HOUSE ACADEMY

Dans le secteur de l'agroalimentaire, tous les métiers de bouche (boucher, boulanger, pâtissier) possèdent des formations diplômantes. Dans le secteur des fruits et légumes, il n'existe aucune formation. C'est pourquoi, depuis toujours, la société Grosbusch accorde une très grande importance à la formation professionnelle continue. Nous mettons un point d'honneur à former le mieux possible toute notre équipe. En 2017, nous avons comptabilisé plus de 700 formations dispensées au sein de notre société. Cela est pour nous un véritable atout, qui permet d'accroître au maximum la qualification de nos salariés, et donc d'améliorer la qualité de notre service. C'est pourquoi, en créant la Grosbusch Academy, l'objectif est double : d'une part, nous souhaitons participer à la professionnalisation de la filière en optant pour des formations continues destinées à la fois à nos clients, ainsi qu'à nos propres employés et, d'autre part, nous espérons également susciter des vocations en collaborant avec l'ADEM. ●



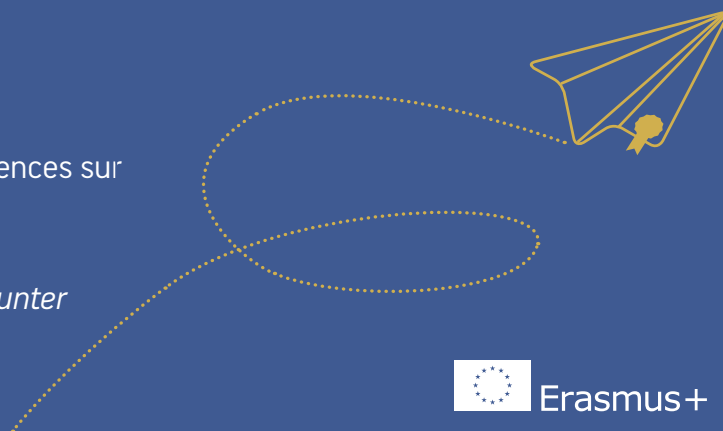
Passeport de compétences

Crée ton passeport européen de compétences sur

Skills-Pass

Erstelle Deinen europäischen Skills-pass unter

www.europass.cedefop.europa.eu



Erasmus+

www.europass.lu



Réservé par Luc (et par Internet).

Trouver et réserver un resto n'a jamais été aussi simple


EXPLORATOR.LU

Guide des restaurants au Luxembourg. Indépendant depuis 1994


MAISON MODERNE®

ROBOT REVOLUTION

HOW TO PREPARE FOR AN AUTOMATED FUTURE

We don't know how quickly machines will displace people's jobs, or how many they'll take, but we know it's happening – not just to factory workers but also to money managers, dermatologists and retail workers. The logical response seems to be to educate people differently, so they're prepared to work alongside the robots or do the jobs that machines can't. But how to do that, and whether training can outpace automation, are open questions.

Text: Claire Cain Miller, The New York Times © 2017

Pew Research Center and Elon University surveyed 1,408 people who work in technology and education to find out if they think new schooling will emerge in the next decade to successfully train workers for the future. Two-thirds said yes; the rest said no. Following are questions about what's next for workers, and answers based on the survey responses.

HOW DO WE EDUCATE PEOPLE FOR AN AUTOMATED WORLD?

People still need to learn skills, the respondents said, but they will do that continuously over their careers. In school, the most important thing they can learn is how to learn. At universities, *“people learn how to approach new things, ask questions and find answers, and deal with new situations,”* wrote Uta Russmann, a professor of communications at the FH Wien University of Applied Sciences in Vienna. *“All this is needed to adjust to ongoing changes in work life. Special skills for a particular job will be learned on the job.”* Schools will also need to teach

traits that machines can't yet easily replicate, like creativity, critical thinking, emotional intelligence, adaptability and collaboration. The problem, many respondents said, is that these are not necessarily easy to teach.

“Many of the ‘skills’ that will be needed are more like personality characteristics, like curiosity, or social skills that require enculturation to take hold,” wrote Stowe Boyd, managing director of Another Voice, which provides research on the new economy.

CAN WE CHANGE EDUCATION FAST ENOUGH TO OUTPACE THE MACHINES?

About two thirds of the respondents thought it could be done in the next decade; the rest thought that education reform takes too much time, money and political will, and that automation is moving too quickly.

“I have complete faith in the ability to identify job gaps and develop educational tools to address those gaps,” wrote Danah Boyd, a principal researcher at Microsoft Research

and founder of Data & Society, a research institute. *“I have zero confidence in us having the political will to address the socioeconomic factors that are underpinning skill training.”*

Andrew Walls, managing vice president at Gartner, wrote, *“Barring a neuroscience advance that enables us to embed knowledge and skills directly into brain tissue and muscle formation, there will be no quantum leap in our ability to ‘up-skill’ people.”*

WILL COLLEGE DEGREES STILL BE IMPORTANT?

College is more valuable than ever, research shows. The jobs that are still relatively safe from automation require higher education, as well as interpersonal skills fostered by living with other students.

“Human bodies in close proximity to other human bodies stimulate real compassion, empathy, vulnerability and social-emotional intelligence,” said Frank Elavsky, data and policy analyst at Acumen, a policy research firm. But many survey respondents said a degree was not enough – or not always the best choice, especially given its price tag.

Many of them expect more emphasis on certificates or badges, earned from online courses or workshops, even for college graduates. One potential future, said David Karger, a professor of computer science at MIT, would be for faculty at top universities to teach online and for mid-tier universities to *“consist entirely of a cadre of teaching assistants who provide support for the students.”*

Employers will also place more value on on-the-job learning, many respondents said, such as apprenticeships or on-demand training at workplaces. Portfolios of work are becoming more important than résumés.

“Résumés simply are too two-dimensional to properly communicate someone's skill set,” wrote Meryl Krieger, a career specialist at Indiana University. *“Three-dimensional materials – in essence, job reels that demonstrate expertise – will be the ultimate demonstration of an individual worker's skills.”*

WHAT CAN WORKERS DO NOW TO PREPARE?

Consider it part of your job description to keep learning, many respondents said – learn new skills on the job, take classes, teach yourself new things. Focus on learn-

“
The jobs that are still relatively safe from automation require higher education
”

"The 'jobs of the future' are likely to be performed by robots," said Nathaniel Borenstein, chief scientist at Mimecast, an email company. "The question isn't how to train people for nonexistent jobs. It's how to share the wealth in a world where we don't need most people to work."



ing how to do tasks that still need humans, said Judith Donath of Harvard's Berkman Klein Center for Internet & Society: teaching and caregiving; building and repairing; and researching and evaluating. The problem is that not everyone is cut out for independent learning, which takes a lot of drive and discipline. People who are suited for it tend to come from privileged backgrounds, with a good education and supportive parents, said Beth Corzo-Duchardt, a media historian at Muhlenberg College. "The fact that a

high degree of self-direction may be required in the new workforce means that existing structures of inequality will be replicated in the future," she said.

EVEN IF WE DO ALL THESE THINGS, WILL THERE BE ENOUGH JOBS?

Jonathan Grudin, a principal researcher at Microsoft Research, said he was optimistic about the future of work as long as people learned technological skills: "People will create the jobs of the future, not sim-

ply train for them, and technology is already central." But the third of respondents who were pessimistic about the future of education reform said it won't matter if there are no jobs to train for.

"The 'jobs of the future' are likely to be performed by robots," said Nathaniel Borenstein, chief scientist at Mimecast, an email company. "The question isn't how to train people for nonexistent jobs. It's how to share the wealth in a world where we don't need most people to work." ●



Capitale politique et économique :

Jakarta

Principales îles de l'archipel :

Java, Sumatra, Bornéo, Bali et Célèbes

Langue officielle : Bahasa Indonésien

Langues courantes : plus de 700, dont le javanais, le soundanais et le malais. L'anglais est pratiqué dans le monde des affaires.

Monnaies d'affaires : la roupie

indonésienne (1 EUR = 16.836,58 IDR au 05/02/2018), le dollar ou l'euro

Durée légale du travail :

40 h/semaine sur 5 jours

Décalage horaire avec le Luxembourg :

+6 heures

Superficie : 1,9 million km²

(735 fois la surface du Luxembourg)

Population : 260.580.739 personnes (est. 2017)

PIB par habitant : 3.570,29 \$ (2016)

Taux de croissance : 5 % (2016)

Taux d'inflation : 3 % (2016)

Taux de chômage : 5,5 % (est. 2017)

Facilité à faire des affaires : (2018)

72^e sur 190 (le Luxembourg est 63^e)

Exportations du Luxembourg

vers l'Indonésie (biens) : 16,5 millions €

Importations au Luxembourg

depuis l'Indonésie (biens) : 796.000 €

Logistics Performance Index :

2,98 (LPI 2016), 63^e sur 160 pays

(le Luxembourg est 2^e)

Indicateur de corruption : 37 sur une

échelle de 0 (fortement corrompu)

à 100 (irréprochable). L'Indonésie est

90^e sur 176 pays classés par

Transparency International.

Principaux secteurs économiques

(en % du PIB) : Services (44 %), Industrie

(40 %), Agriculture (14 %)

Risque pays (OCDE) : 3 sur une échelle

de 0 (faible risque) à 7 (risque élevé)

Risque commercial du pays (ODL) :

C sur une échelle de A (faible risque)

à C (risque élevé)

Sources : CIA ; STATEC ; ODL ;

Transparency International ; OCDE ;

Banque mondiale ; France diplomatie

INDONÉSIE

PREMIÈRE ÉCONOMIE D'ASIE DU SUD-EST

L'Indonésie est l'un des pays asiatiques à fort potentiel grâce à une croissance annuelle de plus de 5 %, une bonne stabilité politique, ainsi qu'une série de mesures prises par le gouvernement du président Joko Widodo en faveur des investisseurs étrangers. Le programme de développement d'infrastructures lancé en 2016, ainsi que les récentes réformes de simplification des procédures administratives devraient également dynamiser les investissements.

Texte : Affaires internationales, Chambre de Commerce

Photo : 100 Resilient Cities

Avec plus de 260 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé de la planète. Il offre de nombreuses opportunités d'un point de vue économique et en matière d'investissements. Les réformes visant à améliorer l'environnement des affaires ont permis à l'Indonésie de progresser de 19 places dans le classement « Doing Business 2018 » de la Banque mondiale, dans lequel le pays occupe la 72^e place, après avoir déjà gagné 15 places l'année précédente. Affichant un PIB de 1.020 milliards de dollars en 2017 (16^e place), l'Indonésie est considérée comme le leader naturel de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN en anglais), qui rassemble aujourd'hui 10 pays : le Myanmar, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Singapour, le Brunei et l'Indonésie. Dans cet ensemble, l'Indonésie, qui est par ailleurs le seul pays d'Asie du Sud-Est membre du G20, représente 40 % de la population et 35 % du PIB. Le secrétariat général de l'ASEAN se trouve à Jakarta.

La consommation privée (57 % du PIB), principale source de croissance de l'économie indonésienne, est stimulée par une population en constante augmentation. L'urbanisation et la hausse du PIB par habitant ont permis l'émergence d'une solide classe moyenne.

L'Indonésie dispose de très importantes ressources agricoles (huile de palme, caoutchouc naturel, cacao et café), énergétiques et minières (charbon, pétrole et gaz naturel liquéfié). Elle est le 2^e exportateur mondial de charbon en volume et le 5^e producteur mondial (2016).

Le gouvernement a entrepris une politique d'ouverture et de libéralisation économiques depuis septembre 2015 par la mise en œuvre de plusieurs mesures de dérégulation. Avec l'aide d'investisseurs privés, les autorités ont lancé un vaste programme de développement des infra-

structures, notamment portuaires, essentielles pour le développement économique de cet archipel de plus de 13.000 îles. En outre, le président Widodo est conscient que l'Indonésie doit absolument encourager l'entrepreneuriat local et séduire les entreprises et les partenaires internationaux. Ses récents déplacements aux États-Unis et en Europe (notamment en Belgique) en sont la preuve.

De son côté, l'Union européenne, après avoir successivement entamé des négociations du *Comprehensive Economic Partnership Agreement* (CEPA) avec l'Indonésie en juillet 2016, qui visent notamment les droits à l'exportation, la protection des investissements, la propriété intellectuelle, les restrictions à l'importation, les marchés publics, le développement durable, les produits agricoles et la pêche, les pièces automobiles et les PME.

45 ANS DE RELATIONS DIPLOMATIQUES

Alors que 2018 est l'année de la célébration du 45^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Luxembourg et l'Indonésie, le ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, et son homologue indonésienne, la ministre Retno Marsudi, se sont rencontrés à Jakarta en mai 2017, afin d'aborder les pistes de collaboration qui permettraient de renforcer davantage les relations commerciales et économiques, notamment dans le domaine du transport aérien et des télécommunications par satellite, par le biais d'un partenariat public-privé, faisant intervenir des compétences et un savoir-faire luxembourgeois. D'autres projets sont envisagés, notamment dans les bioénergies, avec un recours à des mécanismes de financement « verts », mis au point par la Bourse de Luxembourg (*green bonds*). Au vu du développement impressionnant de son économie, l'Indonésie pourrait éga-



lement devenir un partenaire intéressant pour la place financière luxembourgeoise, qui demeure actuellement le premier centre en Europe pour la finance islamique (*sharia compliant*).

COMPRENDRE LES CODES CULTURELS

En Indonésie, il est courant de poser des questions sur la vie privée, même lors de la première rencontre. Contrairement à nos pratiques où une relation professionnelle peut se transformer au fil du temps en relation amicale, en Indonésie, on ne développe un courant d'affaires qu'avec un partenaire que l'on connaît et que l'on apprécie sur le plan personnel. L'approche est donc relativement longue avant d'établir un réel partenariat d'affaires.

Les Indonésiens ont besoin de pouvoir parler en direct à leurs partenaires. Il conviendra donc d'ouvrir un bureau de représentation en cas de fort potentiel. La lenteur ambiante peut donner l'impression d'un certain laxisme mais sous réserve des nombreux embouteillages dans la capitale, les interlocuteurs sont généralement ponctuels. Il est recommandé de remettre sa carte de visite de la main droite (la coutume javanaise veut par ailleurs que l'on supporte son poignet droit de sa main gauche). En retour, il convient de recevoir des deux mains la carte de visite de l'interlocuteur.

Les Indonésiens n'ont pas de nom de famille. On nomme les gens Monsieur ou Madame suivi du prénom. ●

Contacts utiles

Chambre de Commerce
Affaires internationales
Sabrina Aksil / Na Shi
Tél.: (+352) 42 39 39 374 / 364
E-mail: asia@cc.lu

Ambassadeur du Luxembourg auprès de l'Indonésie, basé à Bangkok (Thaïlande)
S.E.M. Robert Lauer
Tél.: (+62) 677 7360
E-mail: bangkok.amb@mae.etat.lu

Consul honoraire luxembourgeois à Jakarta
Ted Sulisto
Tél.: (+62) 21 7883 6682
E-mail: tedpsulisto@yahoo.com / tsd101@cbn.net.id

Conseiller du Commerce extérieur à Jakarta
Joseph Spartz
Tél.: (+62) 21 780 6682
E-mail: bwspartz@rad.net.id

FIT (Flanders Investment and Trade) Jakarta
Nathalie Surmont
Tél.: (+62) 21 316 2036
E-mail: jakarta@fitagency.com

Ambassade d'Indonésie à Bruxelles
S.E.M. Yuri Octavian Thamrin
Tél.: (+32) 2 771-2014 / 1778
E-mail: primebxi@skynet.be / kbri.brussel@skynet.be

Important!

Journée d'opportunités d'affaires Indonésie et séminaire-pays Indonésie / Thaïlande:
6 juin 2018 à la Chambre de Commerce
Mission économique en Indonésie / Thaïlande: second semestre 2018



INTERVIEW

DR DENIS DIOP

Managing director APAC,
FERNBACH Financial Software

What are the main activities of FERNBACH in Indonesia?

"FERNBACH got its first customer in Indonesia in 2010 and has been operating in the country for more than ten years now. We are a leading provider of accounting and valuation software that helps banks to account for their financial instruments under IFRS 9. To this end, FERNBACH's FlexFinance application provides a fully featured end-to-end solution for IFRS compliant categorisation, valuation, accounting and reporting. Furthermore, FlexFinance is compliant with the requirements of IAS39's "incurred loss" (IBNR) model, but is also ready to calculate provisions for all three stages of IFRS 9 (expected loss model for one year, expected loss, and lifetime expected loss). The local Indonesian conversion of IFRS 9 will be PSAK 71 and is aimed to be mandatory from 2020. FERNBACH has already implemented IFRS 9 projects successfully in several jurisdictions across Europe, Africa and the Middle East. Therefore, local Indonesian banks can draw from a wealth of experience and benefits from more than 30 years of implementation experience. We pride ourselves of having pioneered an implementation standard called "ready-to-go", which enables banks to have access to a model portfolio from day one of the project that ensures a successful go-live within 12 months. Two of the biggest banks in Indonesia are using our solution.

In your opinion, what opportunities does the Indonesian market have to offer for the Luxembourgish enterprises?

"Indonesia is a G20 member and the biggest economy in Southeast Asia. The country has made great strides in the past. According to the World Bank, GDP is set to grow by 5.3% in 2018. In almost any sector, there is huge pent-up demand and potential that needs to be catered for. Predominately infrastructure, energy, finance and dredging could be of interest for Luxembourgish enterprises. For the time being, they are rather under-represented in Indonesia but have a lot to show that might be of interest for Indonesian prospects and customers.

What are the risks related to this market?

"In my humble opinion, it is of importance that the political landscape remains stable and that Indonesia continues to be a country of religious tolerance.

What advice would you give to the entrepreneurs who would want to do business in Indonesia?

"Indonesia is in a Goldilocks period with an abundance of opportunities. A growing middle class, a stable forward-looking government and a banking sector that is the backbone of the economic development of the country. Hence, it pays to be there."

KARIN SCHINTGEN

«LA HOUSE OF STARTUPS EST LE TRAIT D'UNION ENTRE L'ÉCONOMIE D'AUJOURD'HUI ET CELLE DE DEMAIN»

La prochaine inauguration de la House of Startups, nouveau centre névralgique des jeunes pousses situé en plein cœur de la capitale, est une des ouvertures les plus attendues en 2018 pour l'écosystème startup luxembourgeois, qui dispose déjà d'un nombre important d'incubateurs privés et publics. Ce projet a l'ambition de fédérer différents acteurs – incubateurs, innovation hubs, accélérateurs et professionnels – au sein d'une même maison. C'est ce qui fait la particularité de cet «incubateur d'incubateurs» porté par la Chambre de Commerce. Entretien avec Karin Schintgen, CEO de la House of Startups.

Texte : Marie-Hélène Trouiliez – Photos : Gaël Lesure

La House of Startups – ou plus brièvement la HoST – occupera une superficie de 5.700 m² sur cinq niveaux dans le bâtiment « le Dôme », situé au 9, rue du Laboratoire, dans le quartier de la gare. Pouvez-vous nous présenter sa mission en quelques mots ?

« Depuis quelques années, la Chambre de Commerce mène une réflexion sur son positionnement pour soutenir l'entrepreneuriat. Il s'en est suivi tout un ensemble d'initiatives avec, pour toile de fond, la mise en place de la House of Training, en 2014, et le lancement de la House of Entrepreneurship, en 2016.

La House of Startups vient en quelque sorte compléter cette offre en amont du développement entrepreneurial. Tandis que la House of Entrepreneurship répond à l'ensemble des besoins des créateurs d'entreprises, la HoST s'adresse plus spécifiquement aux entreprises innovantes. Dans le cadre

de ce dernier projet, la Chambre de Commerce a souhaité réunir plusieurs acteurs sous un même toit. Ainsi, deux grands types d'acteurs se retrouvent au sein de la HoST.

D'un côté, le monde des startups avec des incubateurs et des accélérateurs, et de l'autre, le monde des entreprises avec leurs besoins en matière d'innovation et d'offres de services. Pour être plus précis, côté écosystème startups, nous avons trois incubateurs ou *innovation hubs*. La Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) et le Luxembourg City Incubator (LCI) sont déjà connus. Un troisième acteur, le Groupe Crédit Agricole, a confirmé sa venue.

À l'instar des incubateurs qui accueillent et soutiennent des jeunes pousses dans leurs locaux, les deux accélérateurs hébergés à la HoST offrent formation et accompagnement par le biais de consultants spécialisés. Parmi les accélérateurs, nous retrouvons nyuko

et l'International Climate Finance Accelerator Luxembourg (ICFA), qui a confirmé son implantation au sein de la HoST. Du côté du monde économique, les entreprises sont toujours plus nombreuses à vouloir s'investir dans des startups innovantes. À ce titre, le Luxembourg Open Innovation Club (LOIC), fondé par nyuko, lux future lab, Technoport et Luxinnovation, aura ses quartiers au sein de la HoST. Sa mission est de mettre en relation des entrepreneurs voulant innover au sein de leurs entreprises avec des startups pouvant adresser ces besoins d'innovation.

La HoST dispose également d'un espace Checkpoint qui offre la possibilité de s'informer auprès d'experts pour toutes les questions liées à la vie des startups. L'idée est de permettre aux porteurs de projets et aux startups existantes de venir faire le point auprès de juristes, experts-comptables, *web designers*, spécialistes en marketing ou encore en *data management*, etc., présents sur site. Cet espace est dédié aux conseils personnalisés, dispensés par des professionnels. Enfin, notons le rôle dynamique et très important joué par les sponsors et partenaires des différents incubateurs et accélérateurs. Dans l'esprit de la Chambre de Commerce, la House of Startups est le trait d'union entre l'économie d'aujourd'hui et celle de demain.

Vous avez parlé d'un nouvel incubateur : le Luxembourg City Incubator (LCI). Comment vient-il s'insérer dans cette nouvelle structure et quel est son rôle ?

« Le LCI a été créé par la Chambre de Commerce avec le concours de la Ville de Luxembourg. Il était important pour cette ville millénaire, capitale du Grand-Duché, de soutenir ce projet et d'avoir sur son sol un pôle d'attraction pour de jeunes sociétés impliquées dans l'évolution du monde, et plus précisément, de la ville de demain. Ainsi, nous avons choisi plusieurs axes de développement prioritaires offrant un intérêt commun à la Ville de Luxembourg et à la Chambre de Commerce et ses membres.

Nous retrouvons au sein du LCI les secteurs suivants : *urban-tech* (ville intelligente, ville mobile, etc.), commerce, tourisme, construction, environnement et logistique. La Ville de Luxembourg ►

“

La HoST a pour mission de promouvoir l'écosystème des startups au niveau local et international et de soutenir la diversification de notre économie.

”



Karin Schintgen, l'ancienne CEO
du Lux future lab, l'incubateur
de BGL BNP Paribas, est à présent
à la tête de la House of Startups.

a également souhaité mettre l'accent sur l'entrepreneuriat au féminin et les entreprises à impact social. Ce nouvel incubateur complète donc avantageusement d'autres initiatives existantes, tel que le Technoport, Tomorrow Street, etc.

Comment la HoST est-elle structurée ? Chaque partenaire a-t-il un espace dédié ?

« L'espace est géré par la HoST et organisé autour des besoins de ses locataires. Il comprend des espaces communs et des espaces dédiés. Les espaces communs sont regroupés au Garden Floor et au niveau Mezzanine et offrent des lieux de loisirs, conférences et formations, librement accessibles par les habitants de la HoST.

Cet espace social auquel nous avons donné le beau nom de 'Big Bang' est appelé à favoriser le networking. Il est également possible de s'y relaxer et d'y organiser des séances de *pitching*.

Par ailleurs, quatre grands plateaux de 1.000 m² chacun ont été aménagés, et plusieurs espaces plus petits, de 260 m² environ, sont réservés à des activités s'adressant à un public restreint. Au niveau Mezzanine et sur une grande partie du premier étage, nous retrouvons l'accueil et le LCI, ainsi que les deux accélérateurs et l'espace Checkpoint.

Aux 2^e et 3^e étages se trouve la LHoFT, et le 3^e incubateur est localisé dans les annexes de ces deux étages. Au 3^e étage, Ping Pong, une première startup d'origine chinoise, bientôt arrivée à maturité, a déjà pris ses quartiers.

Combien de startups seront in fine accueillies au sein de la HoST et comment s'opère la sélection ?

« Nous estimons que les divers incubateurs accueilleront entre 150 et 200 startups. En fonction de leur taille et degré de maturité, elles s'installent dans un espace ouvert. Au-delà de quatre personnes, elles peuvent intégrer un bureau.

Des surfaces *open space* comprenant des tables individuelles sont réservées aux startups plus jeunes ou en phase de lancement. Comme pour la plupart des incubateurs, les startups sont acceptées si leur modèle économique est *scalable*, c'est-à-dire qu'elles doivent prouver leur capacité à générer des revenus et des emplois de manière exponentielle. Elles doivent également avoir un degré d'innovation élevé et répondre aux critères correspondant à ceux des secteurs couverts par les incu-

bateurs. Les startups quittent la structure quand elles sont rachetées ou si elles se sont développées au-delà d'un certain seuil. Il peut arriver que l'une d'elles ne se développe pas selon les critères fixés ou que son business model échoue. Dans ce cas, elle devra quitter l'incubateur.

La prospection est menée par un ensemble d'acteurs publics, institutionnels ou privés, comme Luxinnovation, les ministères, ou la Chambre de Commerce, qui organise régulièrement des missions économiques.

De plus, la promotion économique du Luxembourg à travers le monde est assurée par les différents Luxembourg Trade and Investment Offices chargés, entre autres, de construire une image forte du Luxembourg comme terre d'accueil pour des entreprises et des activités à haute valeur ajoutée. En marge de ces acteurs majeurs, d'autres événements et manifestations jouent un rôle important pour la sélection de startups prometteuses.

Ainsi, du 24 au 26 mai prochain, le Luxembourg participera pour la première fois au salon VivaTech à Paris. L'ICT Spring, qui aura lieu les 14 et 15 mai 2018, est également un événement incontournable, tout comme les *pitchings events*, organisés tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

Où se rencontrent les intérêts des membres de la Chambre de Commerce et ceux des acteurs de la HoST ?

« Les intérêts des membres de la Chambre de Commerce se rencontrent à différents niveaux. Le nouveau Luxembourg City Incubator, tout d'abord, a choisi de se concentrer sur les nouvelles technologies relatives à des secteurs importants tant pour l'économie globale que pour la Ville de Luxembourg. Nous avons à cœur de réunir régulièrement, à travers des conférences, des séminaires et workshops, les startups innovantes et les représentants des différents secteurs, afin de partager et d'échanger sur ces nouvelles technologies qui vont bouleverser nos habi-

tudes de vie et de consommation. Le Luxembourg est petit en taille et ne dispose pas de ressources naturelles, nous devons donc oser miser sur la créativité et l'innovation...

Par ailleurs, le Luxembourg Open Innovation Club (LOIC) a une belle carte à jouer dans ce nouvel ensemble, car il sert de pivot en facilitant les échanges entre entreprises à la recherche de concepts innovants et startups innovantes.

Plus concrètement, le LOIC réalise un travail de recherche en lançant à la demande de l'entreprise un *call* (appel), qui consiste à consulter un vaste réseau d'incubateurs et de partenaires au niveau européen, voire international, dans le but de trouver des jeunes sociétés susceptibles de répondre aux besoins de l'entreprise en question.

La collaboration peut prendre différentes formes et déboucher soit sur une simple collaboration, soit sur le financement par l'entreprise d'un projet spécifique, voire sur un investissement dans la startup.

À titre d'exemple, je citerai le *call* lancé fin 2016-début 2017 pour le compte de l'entreprise Grosbusch.

Une vingtaine de dossiers a été reçue pour une demande en matière de *food-tech*, traçabilité agroalimentaire, alimentation durable, alimentation connectée et e-nutrition. Grosbusch a finalement opté pour l'intégration de la solution d'aquaponie de la startup MyFood. À l'heure actuelle, le LOIC compte 23 membres.

Enfin, mentionnons le remarquable travail effectué depuis des années par BusinessMentoring, qui aide les jeunes entrepreneurs à croître.

BusinessMentoring est composée de toute une équipe de mentors et entrepreneurs chevronnés qui mettent leur temps et leur expérience à la disposition de jeunes pousses pour les guider et les aider à mieux gérer leurs équipes, à mieux structurer leur startup, ou à mieux développer leur offre de services ou de produit.



Le Luxembourg est petit en taille et ne dispose pas de ressources naturelles en suffisance, nous devons donc oser miser sur la créativité et l'innovation.





L'ouverture officielle de la House of Startups est attendue pour le 1^{er} juin 2018, mais l'équipe dirigeante est déjà à pied d'œuvre pour accueillir ses premières entreprises.

Ce soutien est absolument fondamental, surtout en période de croissance, période pendant laquelle le jeune entrepreneur se trouve très souvent dépourvu devant la complexité et la multitude de questions engendrées par sa croissance.

La Chambre de Commerce soutient depuis de nombreuses années cette équipe dynamique basée en toute logique au sein des services d'accompagnement de nyuko.

Comment est financé cet écosystème ?

« La HoST ne se contente pas de louer des mètres carrés. Elle a pour mission de promouvoir l'écosystème des startups au niveau local et international et de soutenir la diversification de notre économie.

Les incubateurs et accélérateurs hébergés à la HoST offrent des services qui comprennent un accompagnement, du *coaching*, une assistance, des mises en relation avec les investisseurs, des for-

mations, du *mentoring*... Ces structures sont financées à divers degrés par des institutionnels, comme les ministères ou la Chambre de Commerce.

La LHoFT est soutenue par certains partenaires publics et institutionnels, comme la Chambre de Commerce, Luxembourg for Finance (LfF) et le ministère des Finances, et compte également plusieurs sponsors privés (banques, assurances et *Big Four*).

En ce qui concerne le LCI, le plus grand sponsor est la Ville de Luxembourg qui, avec la Chambre de Commerce, a initié ce projet.

nyuko est soutenu par le ministère de l'Économie et le ministère du Travail, par des institutionnels dont Luxinnovation, des banques, les *Big Four*, et par des entreprises issues de la Grande Région pour le parcours interrégional 1,2,3 GO et parmi lesquels nous retrouvons Post, PwC, la BIL, la BCEE, la Banque de Luxembourg, Cera-tizit et bien d'autres pour le Luxembourg.

Allez-vous participer au financement des projets incubés ou mettre ces jeunes startups en relation avec des investisseurs ?

« La HoST met à disposition son expertise en matière de conseils et il n'est pas de son ressort de financer des projets. En revanche, l'accélérateur nyuko accompagne les startups *early* et *later stage* et peut offrir des services de support pour la levée de fonds. La Chambre de Commerce a également mis en place des mécanismes qui donnent accès à des crédits bancaires avec une garantie. En ce sens, la Mutualité de Cautionnement soutient l'entrepreneuriat et peut se porter garant auprès des établissements de crédit agréés lorsque les garanties fournies par l'entrepreneur s'avèrent insuffisantes. Elle peut intervenir pour des projets d'investissement viables présentés par des entreprises traditionnelles ou innovantes lors des phases de création, de développement, de modernisation ou de transmission. » ●

INTERVIEW

NICK BOSTROM

“ALL AUTOMATION – NOT JUST AI – IS ABOUT BEING ABLE TO DO MORE WITH LESS”

Nick Bostrom, like Bertrand Russell, is eminent as a mathematician and as a philosopher. Unlike Russell, he deals predominantly with how our world awaits transformation by artificial intelligence.

Text: Simon Heffer / The Telegraph / The Interview People

Photos: 2015 The Washington Post / Getty Images / The Interview People

When we spoke earlier this month in the rather intense atmosphere of the Future of Humanity Institute – which he founded and of which he is director – at Oxford University, he made it apparent that the advent of the self-driving car (to give an easily comprehensible example of the use of AI, though one uses it in every Google search or smartphone task) will be but the tiniest part of the revelations, and the revolution, to come.

“It had struck me for a long time that machine intelligence was the sort of thing that could fundamentally transform the human condition.”

The institute sits within Oxford's philosophy faculty but is home to mathematicians, engineers and computer scientists as well as philosophers. Professor Bostrom is a tall, balding Swede of 44, notable for his study of existential risk and his 2014 book *Superintelligence: Paths, Dangers, Strategies*.

It married the idea of risk with what AI could accomplish and argued that “the creation of a superintelligent being represents a possible means to the extinction of mankind”.

If that makes him sound rather intense – and he exudes a nervous energy and restlessness not always apparent among Oxford dons – then it is worth remembering that he once did stand up on the London comedy circuit.

His interest in artificial intelligence began when he was an undergraduate in Sweden, and he took a course on the subject – because he wanted to understand “how does a lump of grey matter break down a task into the specific sub-tasks that you need to do to solve it?”

“It had struck me for a long time that machine intelligence was the sort of thing that could fundamentally transform the human condition. We're not talking about a cooler iPhone or a more energy-efficient car, but a fundamental transformation. It's the last invention we would ever have to make.”

He agrees that the pace of development of AI has speeded up more than he expected at the time he wrote his book. Therefore, regarding the time when machines might be able to take over, “there is huge uncertainty about it: the short answer is, nobody knows”. A survey of machine intelligence specialists asked when they thought there would be a 50 per cent chance of machines matching human intelligence.

“The median answer was 2040 to 2045. But some were convinced it will happen in the next 10 to 15 years. Others were convinced it will never happen.”

What about the prospect of someone being able to upload his or her brain on to a computer, so that even after the body has died the mind could live on? “There is this hypothetical technology of uploading or whole

brain emulation. It looks like this is physically possible technology, far beyond what one can do today. It's one of the possible paths towards machine intelligence. If you could digitise a whole human brain then you would have something in a machine that was intelligent.”

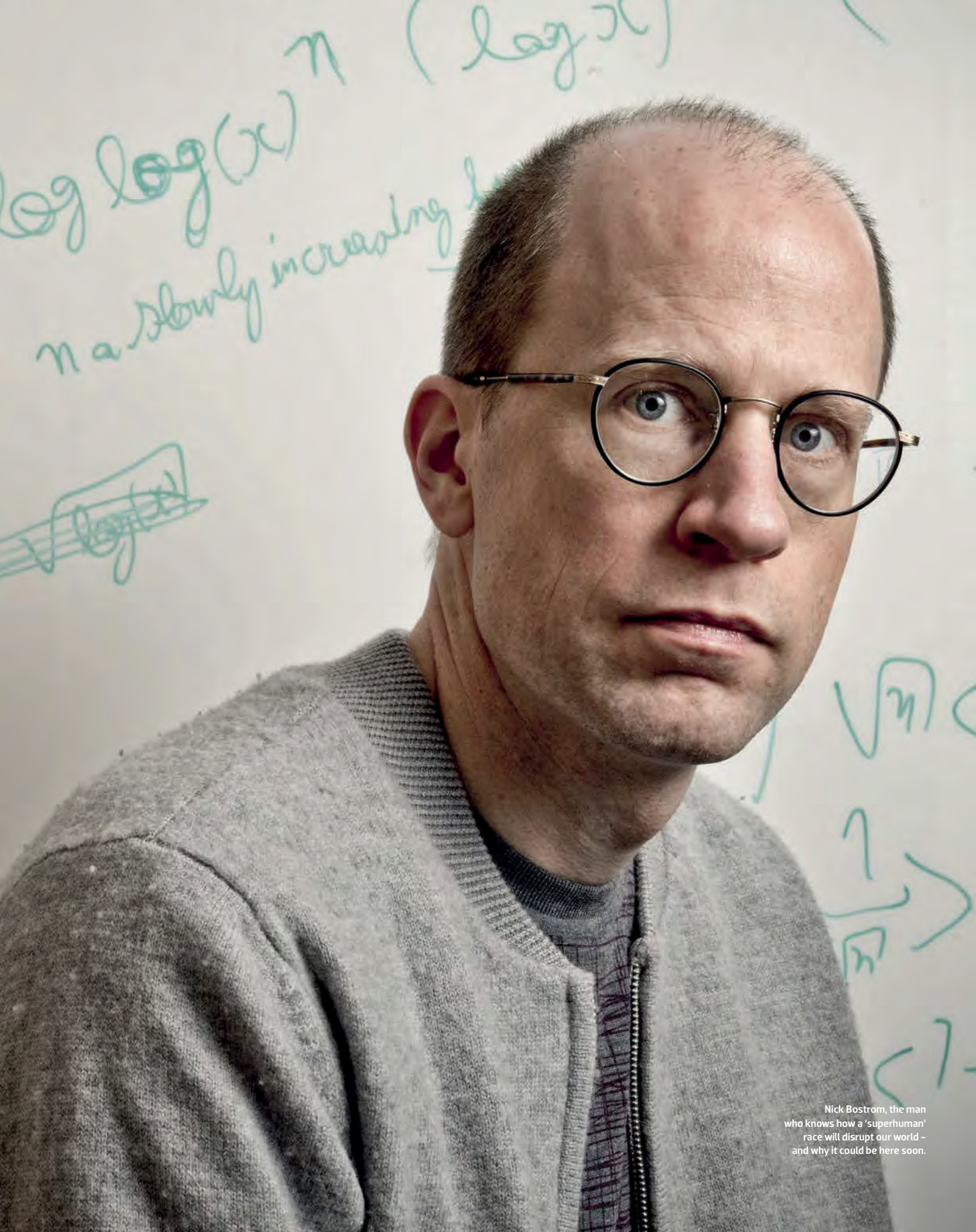
He believes this will happen, “but probably after we have achieved machine intelligence by more synthetic means”. By that, he means that artificial intelligence would be required to develop the uploading of a human brain.

It is one thing to mimic human intelligence: but what about human consciousness? “The word ‘consciousness’ is much more loaded with philosophical ideas. ‘Intelligence’ is much more behaviourally defined – it's the ability to solve complex problems and puzzles. It's easy for people to define whether an action constitutes intelligence or not: consciousness remains a more complex question. One aspect of consciousness is the ability to reflect on your own experiences. Consciousness in that sense would, I think, arise as one makes AI more capable.”

It is what he calls “the functional sense of consciousness” that might allow AI to be turned upon its creators, and to control their world. He says it is happening already, with ads that come up as one browses the internet that are often linked, thanks to previous searches, to the browser's interests. He suggests that we might be prompted “to read an article, or a headline” because the machine knows what interests us. But if “enough optimisation power” is applied, then he agrees that what comes up may not always be “what is good for you”.

And what of the much-discussed danger that AI will put huge numbers of people out of work? “In the near term, I think some of those concerns are overhyped. But in the end, if you have machines that can do everything humans can do and can do it cheaper and better, then human labour would no longer be needed – including white collar labour. All automation – not just AI – is about being able to do more with less.”

So how would people have an income – how would they survive – if machines did all the work? “If you can manufacture everything without labour, then prices would come down. So even a modest income stream now could be a vast fortune in a world where everything is almost free. There would be some income stream. ►



Nick Bostrom, the man who knows how a 'superhuman' race will disrupt our world – and why it could be here soon.

"If you could digitise a whole human brain then you would have something in a machine that was intelligent."
Nick Bostrom



Some countries have a big pension fund everyone has been paying into. There has been talk of a universal basic income."

So it may require a form of mass state redistribution? "There may be a million-fold growth in the economy. So a pound now would be worth a million then. You just have to make sure everyone has ten quid, and most people do have that. And as prices fall, real incomes rise."

He concedes that, until the new wealth has trickled down through society, "there might be disturbances and temporary processes that have to be managed that could be tricky. But in the long run, it looks like a very attractive endpoint, which is a world of abundance."

I ask him whether he is worried about severing the link between effort and reward, and he says: "I am writing a paper on the remaining part of the question." It will consider what happens "if AI can be developed without it being used to wage war, or to allow

one firm to take over the world, and everybody ends up with more than enough, then what do we do with our lives?"

Isn't there a danger that governments will want to nationalise this new power and control it? Might it not change the whole potential of the state, and threaten our constitutional arrangements?

If superintelligence arrives, he replies, "then there are a lot of fundamental aspects of the human condition that come up for grabs. We must solve the alignment problem. But we also have to develop norms and shared understandings. If superintelligence happens, it should be for the benefit of all. It's too big for any one corporation, or even one country, to monopolise it. All of humanity would share the risks of this transition and all should share the upside as well."

One early development could be "this big surveillance network with cameras that can recognise people's faces and can keep track of where

people are". I challenge him about the civil liberties aspect of such an infrastructure: he says that will depend on whether people are "skimming off the information in real time" or whether it is just used "after an incident" – "or it could be used when you walk into a shop and just pick up something and walk out with it", and your account is automatically charged.

And although dictatorships might use AI for nefarious purposes, he thinks people might have virtual reality headsets in which those they meet are evaluated for their "honesty, conscientiousness and loyalty", and "it might just make it harder for scoundrels and bastards to move on to new victims. It might just shift the whole thing into social equilibrium."

Has his study made him more optimistic, or more pessimistic, about humanity's future? "Both more optimistic and more pessimistic. I'm impressed by the magnitude of how good it could be if it goes well, and how bad it could be if it goes poorly. I'm impressed by how big the stakes are."

He concedes there will have to be some regulation – what he calls "the governance issue" – "but the biggest variable is just how hard the problem turns out to be of making it go well. That is where the greatest uncertainty is. We could all succeed. We could all fail. We just don't know." ●

“If superintelligence happens, it should be for the benefit of all. It's too big for any one corporation, or even one country, to monopolise it.”



HOUSE OF TRAINING

Prenez de la hauteur
avec nos formations



Catalogue de formations 2018

Vous êtes employé ou employeur et souhaitez faire évoluer vos connaissances et compétences ou celles de votre personnel ? Découvrez notre vaste éventail de formations dans 19 domaines d'activité différents ! House of Training : votre partenaire de référence en matière de formation professionnelle continue

Informations supplémentaires et inscriptions sur
www.houseoftraining.lu

LENE PEDERSEN

UN ESPRIT SAIN DANS UN CORPS SAIN

Persuadée depuis toujours de l'intérêt d'une vie saine, Lene Pedersen est convaincue de l'importance d'une alimentation saine, à base de produits bio, anti-allergéniques, végétariens et naturels pour rester en bonne santé. En 2014, elle saute le pas et crée Lenelife, bien décidée à démontrer qu'adopter une nouvelle façon de consommer pour trouver son équilibre n'est pas mission impossible.

Texte : Marie-Hélène Trouilleux - Photos : Laurent Antonelli / Agence Blitz

Quel est votre parcours ?

« D'origine danoise, j'ai grandi au Luxembourg et je parle six langues. J'ai une formation en marketing, communication et économie, et j'ai obtenu un MBA auprès de la Sacred Heart University au Luxembourg. Je suis également régulièrement des cours de diététique en Allemagne. Mener une vie saine, avec tout ce que cela implique, a toujours été ma passion ! En effet, il est nécessaire de rendre à la relation entre le corps et l'esprit toute sa dimension. Après avoir travaillé pendant plusieurs mois au sein d'1,2,3 GO (*aujourd'hui nyuko, ndlr*) en tant que responsable de la communication, l'envie de créer ma société pour permettre à d'autres d'adopter un mode de vie sain a guidé mon choix de fonder Lenelife.

“
Les entreprises
sont les premières
à rechercher des ateliers
sur le thème du mieux
manger, mieux vivre.
”

Comment êtes-vous passée de l'idée à la concrétisation de votre projet ?

« Je n'avais jamais travaillé dans la restauration, mais je voulais aider les personnes à mieux vivre et à mieux s'alimenter en leur fournissant notamment des plats équilibrés et sains. J'ai suivi une formation auprès de la Chambre de Commerce afin d'obtenir les qualifications professionnelles nécessaires

à l'octroi d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement de restauration, et j'ai été efficacement conseillée auprès de l'Espace Entreprises (*guichet unique de la Chambre de Commerce dédié à l'entrepreneuriat, aujourd'hui remplacé par la House of Entrepreneurship, ndlr*). J'ai également pris part au programme Business Mentoring, lancé en 2010 par la Chambre de Commerce (*en 2015, Business Mentoring a élu domicile chez l'accélérateur de startups nyuko, et permet de révéler des entrepreneurs sur le principe du mentorat, ndlr*), et j'ai eu la chance de rencontrer Marcel Goeres, à la tête du groupe Goeres, qui m'a écoutée et a cru en mon projet. Deux jours plus tard, il a mis une cuisine à ma disposition. La cuisine était certes localisée au sous-sol, mais je n'ai eu que le petit équipement à financer. À l'image des success-stories américaines, tout a commencé non pas dans un garage, mais dans une cave ! Entre-temps, le frère d'une amie venait de terminer sa formation de cuisinier et cherchait un premier poste. Il m'a rejointe, et tout s'est ensuite enchaîné très vite. J'étais là pour les suggestions et les compositions des menus, tandis qu'il s'activait aux fourneaux. Quand les commandes ont été suffisantes, je me suis associée à GroupLunch Luxembourg pour la distribution et la livraison des repas sur les lieux de travail.

Quels moyens avez-vous utilisés pour faire connaître Lenelife ?

« Le networking est puissant au Luxembourg. J'ai utilisé les réseaux sociaux, comme Facebook, Instagram, LinkedIn... J'ai également lancé un blog pour expliquer ma philosophie du 'happy body and mind', donner

des conseils en diététique, informer les lecteurs, etc. En septembre 2016, le frère de mon amie a poursuivi sa voie, et en juin 2017, je me suis rapprochée de la maison Kaempff-Kohler à Luxembourg-ville. En octobre 2017, pour optimiser ma collaboration avec Guillo Kaempff, CEO de Kaempff-Kohler Gourmet Food Operations, et mieux répondre aux besoins des clients, j'ai déménagé pour m'installer dans la capitale, chez Kaempff-Kohler. J'ai également recruté une jeune femme pour pouvoir suivre la production en hausse. Chez Kaempff-Kohler, je bénéficie d'une clientèle établie, d'une visibilité idéale, et je diversifie l'offre en proposant des produits naturels, végétariens et anti-allergéniques, sans gluten, sans lactose et à teneur réduite en sucre ou sans sucre raffiné, notamment. Les commandes chez Kaempff-Kohler arrivent le soir, mais les commandes GroupLunch n'arrivent que le matin. Actuellement, nous faisons livrer une cinquantaine de plats par jours pour un prix moyen de 10 euros, grâce au partenariat avec GroupLunch. Les autres préparations sont vendues directement sur place, chez Kaempff-Kohler.

Avez-vous des demandes de formation en diététique et nutrition ?

« Depuis quelques années, nous assistons à un regain d'intérêt pour apprendre ou réapprendre à manger mieux, sainement et bien. Les problèmes d'allergie sont de plus en plus courants. Les additifs chimiques et industriels, conservateurs, colorants, parfums de synthèse, sucres, ou encore gluten, sont mis en cause. En marge des préparations culinaires, les conseils pour une bonne alimentation, qui vont agir sur l'âme et le corps, font également partie des activités de Lenelife. Je travaille en étroite collaboration avec l'Association luxembourgeoise des intolérants au gluten (Alig asbl), avec laquelle j'organise des ateliers pour enfants. J'ai également de très bons contacts avec la Miami University Dolibois European Center à Differdange, où je donne des cours de cuisine et des conseils pratiques pour une alimentation saine. Il y a encore l'International School of Luxembourg (ISL), où, à la période de Noël, je confectionne avec les élèves des produits sans sucre dans le cadre d'un atelier de sensibilisation sur les risques liés aux excès de sucre. Les entreprises sont aussi les ►

En 2014, Lene Pedersen crée Lenelife,
une société pionnière au Luxembourg
dans le domaine de la diététique,
avec un choix de produits naturels,
végans, sans gluten, sans lactose
et à teneur réduite en sucre.





En marge des préparations culinaires, les conseils pour une bonne alimentation, qui vont agir sur l'âme et le corps, font également partie des activités de Lenelife.

premières à rechercher des ateliers sur le thème du 'mieux manger, mieux vivre' afin de fédérer les équipes autour d'une thématique commune, ou encore pour apprendre à bien gérer son alimentation en déplacement professionnel, avec une multitude d'événements et buffets au programme. Je travaille actuellement avec une vingtaine d'entreprises. Enfin, j'ai une demande croissante pour l'organisation de cours de cuisine chez des privés. J'apporte les ingrédients nécessaires à la préparation d'un repas, je fournis des explications nutritionnelles et réponds aux questions qui surgissent, tout en cuisinant. Ce sont toujours des moments riches d'échanges et je m'efforce de faire passer des messages simples qui peuvent être mis en pratique rapidement.

Qu'est-ce qui a fait votre succès, selon vous ?

« J'ai été l'une des pionnières au Luxembourg à proposer des plats prêts à consommer sans gluten. La tendance actuelle en matière d'habitudes alimentaires a également joué en ma faveur. Les personnes qui souhaitent ne plus consommer de viande ont besoin de conseils pour éviter les carences alimentaires. Il existe des alternatives alimentaires qui, en plus de vous permettre de manger plus sainement, sont tout aussi bonnes au goût. Je me suis lancée sans modèle, mais j'étais convaincue

que la démarche était bonne. Au Danemark, le rapport aux aliments et à l'alimentation est marqué par la recherche de produits purs, c'est-à-dire sûrs et bons pour la santé, et par une politique de la santé publique présente au quotidien. Même si ma vie est au Luxembourg, je suis sûrement porteuse de quelques gènes scandinaves...

Vous êtes-vous heurtée à des difficultés ?

« Vous commettez nécessairement des erreurs de jeunesse, par naïveté et par manque d'expérience. J'ai beaucoup appris par la pratique. Je dois tout contrôler, et cela représente une énorme charge de travail. Les commandes peuvent être irrégulières. Il y a des périodes de travail intenses, des moments où j'ai le sentiment de devoir faire face seule aux problèmes avec les fournisseurs, les clients, les partenaires, puis, le retour positif des clients m'incite à continuer. Les débuts sont toujours exaltants lorsque vous notez l'intérêt des clients. Il faut savoir aussi gérer ses émotions et ses dépenses.

Quels sont vos projets d'avenir ?

« Je souhaite poursuivre la distribution de repas sains et développer le volet formation *lifestyle*, pour répondre à une demande réelle. L'épuisement physique et mental peut être évité grâce à une meilleure alimentation.

J'ai de bons contacts avec Claudine Schmitt, *managing director* de Wellbeing at Work, un réseau d'indépendants qui vise à améliorer le bien-être individuel et les conditions de travail en entreprise. Les experts de ce réseau auquel j'appartiens ont tous des compétences très diversifiées et complémentaires. Je souhaite faire bénéficier de mes connaissances à toujours plus de clients, et répondre à leur quête de bien-être.

Que préférez-vous dans votre métier ?

« La diversité des rencontres et le fait de pouvoir apporter mon aide. Quand des clients viennent me dire '*Je me sens bien*', c'est le bonheur, et cela me donne vraiment envie de continuer.

Un conseil avant de se lancer ?

« Vos proches peuvent chercher à vous dissuader ou vous montrer qu'ils ne comprennent pas votre choix. Il faut croire en soi et en son projet, et la passion doit être plus forte ! S'entourer de personnes de confiance en mesure de vous aider à prendre rapidement les bonnes décisions est un autre facteur de succès. Enfin, une gestion réaliste et pragmatique est indispensable pour pouvoir développer son activité. » ●

www.lenelife.com

Assistant de Direction (H/F)

Chargé de Clientèle (H/F)

Chargé de Mission (H/F)

Data Engineer (H/F)

Graphic Designer (H/F)

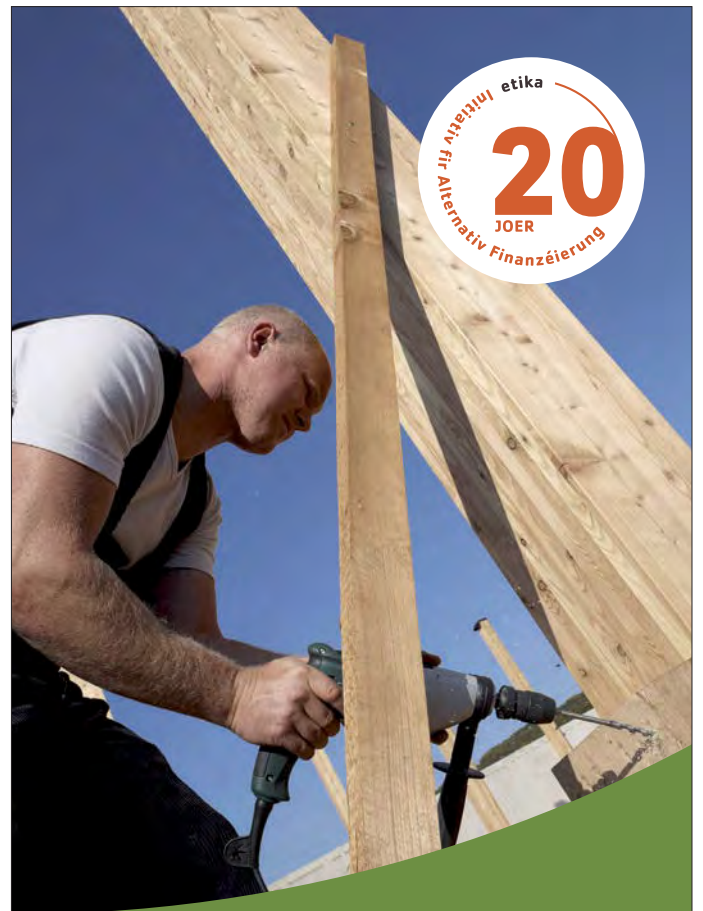
Journalist UK (H/F)

**Journaliste Économique
et Financier (H/F)**

**Responsable
Programmation/Rédacteur (H/F)**

Writer/Corporate Storyteller UK (H/F)

Découvrez nos offres d'emploi sur
maisonmoderne.com



Wir finanzieren die Energiewende

In den vergangenen 20 Jahren haben etika und die BCEE zinsvergünstigte Kredite in Höhe von 33,7 Mio. Euro an **65 Projekte** aus dem Bereich Erneuerbare Energien und Energieeffizienz vergeben: 17 Photovoltaik-Anlagen, 14 Niedrigenergie- und Passivhäuser, 10 Hybridbusse und 1 Hybridbuswerkstatt, 9 Wassermühlen, 7 Windparks, 5 Bio- und Methanganlagen sowie 2 Anlagen zur Produktion von Pellets.

etika asbl Initiative für Alternativ Finanzierung
55, avenue de la Liberté | L-1931 Luxembourg
Tél/Fax: +352 29 83 53 | contact@etika.lu | www.etika.lu

LUDOVIC DESGRÉES

REPEINDRE LA TOUR EIFFEL AVEC DES DRONES

Après une longue expérience dans le monde du digital, le Français Ludovic Desgrées crée Mexence Digital & Robotics en 2015, puis s'installe au Luxembourg en 2017. S'appuyant sur l'expertise d'une jeune équipe en R & D, hébergée dans les locaux de Paul Wurth Incub où elle bénéficie de conditions idéales pour son développement, la startup s'est mis en tête de développer des solutions robotiques et d'intelligence artificielle dans les secteurs pour lesquels ces technologies sont encore peu appliquées.

Texte : Marie-Hélène Trouilleux - Photos : Laurent Antonelli / Agence Blitz

Pouvez-vous décrire votre parcours ?

« Je suis ingénieur en informatique, formé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et j'ai une expérience professionnelle dans des projets de transformation digitale. Après une première expérience en technique de maintenance chez IBM pour les grands comptes des secteurs de la banque et des assurances, j'ai rejoint l'industrie automobile pour accompagner le projet de fusion des systèmes RH des sociétés Peugeot et Citroën pour la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. J'ai ensuite participé au vaste programme de refonte de la logistique des pièces de rechange automobiles pour l'Europe. Afin d'acquérir une expérience en conseil, j'ai intégré la société Sopra Steria à Paris, où j'ai développé avec succès un projet commercial innovant au cours duquel j'ai accompagné des entreprises des secteurs public et privé. J'ai complété cette expérience par une formation en école de commerce et j'ai obtenu un MBA de HEC Paris (École des hautes études commerciales de Paris). Je suis également détenteur d'une licence de pilote.

Comment vous est venue l'idée de créer Mexence ?

« Dès 2000, l'envie de créer ma société a commencé à faire son chemin. J'avais déjà le nom, Mexence, un nom formé de la première syllabe de 'Mexique', d'où ma femme est originaire, et de la fin du mot 'France', le pays où je suis né... En même temps, quand on se lance, il faut se demander à chaque instant

si ce que l'on fait 'makes sense'... En d'autres termes, si vos actions 'ont du sens'. Mexence est là pour me le rappeler au quotidien. Au départ, l'idée qui a motivé mon choix de créer une activité était de réduire la pénibilité et le côté répétitif d'une tâche à l'aide de la technologie. Un jour, un patron d'entreprise de BTP m'a fait part de certaines difficultés liées à son métier. En effet, il arrive assez fréquemment que la livraison d'un bâtiment prenne du retard, et il n'est pas rare que des indemnités doivent être versées. Le gros œuvre terminé, les travaux de finition, comme la peinture, entrent en jeu et nécessitent une forte main-d'œuvre. Cette même main-d'œuvre doit être immédiatement disponible, et c'est là que les difficultés commencent... Suite à cet échange, l'idée de développer un robot peintre, qui pourrait redéfinir le métier de la peinture, a fait son chemin. Mexence Digital & Robotics a été lancée en 2015 à Paris et incubée à ses débuts dans les locaux de ce patron d'entreprise de BTP. Un étudiant de CentraleSupélec, une école d'ingénieurs française née de la fusion en 2015 entre Supélec et l'École centrale Paris, a rejoint Mexence pendant six mois, avant que je ne l'embauche. Nous avons développé un premier prototype financé par le propriétaire des lieux.

Pourquoi avez-vous fait le choix de vous installer au Luxembourg ?

« En 2016, l'opportunité de m'installer au Luxembourg et de bénéficier de toutes les conditions requises pour développer ce pro-

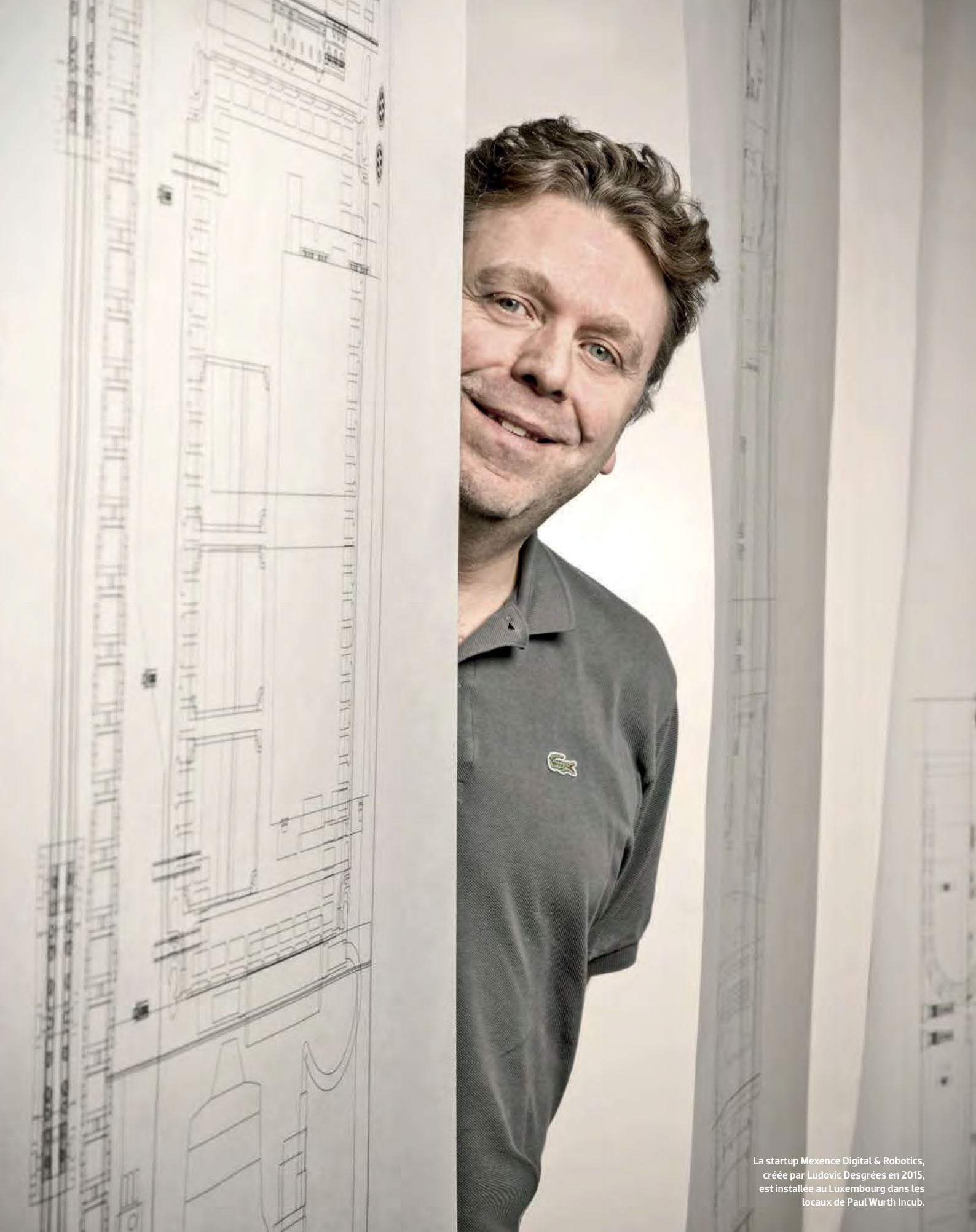
jet nous a été offerte. Le projet a été présenté en France et au Luxembourg, et la réaction côté luxembourgeois a été plus rapide. Les chemins sont courts, et il a été facile d'atteindre les bonnes personnes. Aujourd'hui, Mexence Digital & Robotics est établie au Luxembourg dans les locaux de Paul Wurth Incub. Il existe des synergies entre Mexence et Paul Wurth, notamment dans l'industrie et l'aviation, avec la mise en peinture des avions, entre autres.

Quels sont les avantages du robot peintre ?

« Le robot peintre, baptisé pBot ('p' pour peinture ou *paint* et 'bot' de robot), est notre projet phare. Il est piloté par smartphone ou tablette et peut opérer de manière autonome. pBot a également fait l'objet d'un dépôt de brevet au Luxembourg en août 2017 et est actuellement en phase de tests opérationnels. D'autres brevets seront déposés tout au long de l'évolution du robot. Le marché du robot peintre est très important. À ce jour, il est estimé à près de 100.000 unités en Europe et environ 500.000 dans le monde entier. L'utilité de pBot lors de la peinture de grandes superficies n'est plus à démontrer. En plus de la réduction des tâches répétitives et pénibles, pBot permettra aux entreprises de peinture de réduire leurs coûts de production, absorber les retards de livraison actuellement trop fréquents en fin de chantier et réduire les risques réglementaires dans un secteur où la majorité des ouvriers sont des étrangers, parfois en situation irrégulière. En matière de coûts, le robot peintre est capable d'effectuer sa mission en trois jours, contre 10 pour un peintre humain.

Le métier de peintre est-il appelé à disparaître ?

« Le robot peintre est une innovation disruptive. Il propose un service basé sur l'exploitation de technologies innovantes et permettra de transformer le marché et le métier. pBot travaillera en complète autonomie, jour et nuit. Le chef d'équipe qui dirige actuellement des peintres deviendra 'coach de robots' et pilotera notre flotte de pBots. Le 'coach de robots' fait partie de ces métiers de demain ! Le *building information modeling* (BIM) est une autre innovation dans le secteur de la construction, ►



La startup Mexence Digital & Robotics, créée par Ludovic Desgrées en 2015, est installée au Luxembourg dans les locaux de Paul Wurth Incub.



De g. à dr. : Wassim Ourkiya, head of robotics – sensors; Romain Staath, CAD & system integrator; Ludovic Desgrées, CEO; Jae Hun So, head of robotics – software; and Clyvian Ribeiro Borges, head of system – automation.

comparable à une révolution industrielle. Il s'agit d'un processus utilisant une maquette numérique 3D intelligente comme élément central des échanges entre les différents intervenants à la construction d'un édifice. Grâce au plan 3D, la cartographie et la superficie des surfaces à peindre sont connues, et les robots peuvent être programmés en conséquence. De plus, grâce au BIM, l'offre de prix est très rapide à établir, car toutes les données sont disponibles et accessibles.

“
Le marché du robot peintre est estimé à près de 100.000 unités en Europe et environ 500.000 dans le monde entier.
”

Avez-vous pu bénéficier d'aides ?

« Nous avons bénéficié du support et du conseil d'un certain nombre d'opérateurs locaux : la Mutualité des PME, Luxinnovation, la Chambre de Commerce, la Mutualité de cautionnement (MC) (anciennement Mutualité de cautionnement et d'aide aux commerçants, nldr), Paul Wurth et la BIL. Ces partenaires ont une vraie vision stratégique et ont compris le

potentiel du projet porté par Mexence Digital & Robotics ! La BIL, par le biais de l'initiative InnovFin, nous a accordé un prêt de 450.000 euros, un crédit cautionné par la MC et la Mutualité des PME. Ces fonds nous ont permis d'embaucher quatre ingénieurs, tous diplômés de grandes écoles en France, avec des formations en informatique, robotique, automatisation, CAO et intégrateur système. Nous avons pu financer l'achat de matériel et subvenir à la location des locaux au sein de Paul Wurth Incub. La peinture utilisée pour les tests de pBot est fournie par Peintures Robin, notre partenaire local. Nous sommes en discussion avec l'Université du Luxembourg pour lancer un projet de recherche dans le domaine de l'analyse de données et de l'intelligence artificielle appliquées à pBot. L'objectif est de créer des synergies avec les entreprises et les entités de recherche au Luxembourg. L'agence nationale de promotion de l'innovation, Luxinnovation, se tient prête à financer la deuxième phase de développement, qui comprend l'étude de faisabilité.

Quelles sont les prochaines étapes pour la commercialisation de pBot ?

« En mars 2018, nous allons tester le robot peintre en situation réelle, sur de vrais chantiers. Un exercice qui va certainement révéler les talents de pBot, et peut-être aussi nous réserver quelques surprises enrichissantes. La phase de prototypage de cette première génération de pBot se termine, nous passons à la présérie, puis viendra la

production, une fois que toutes les fonctions du robot auront été validées après les tests. Des mises à jour des fonctionnalités de l'outil seront intégrées progressivement. La commercialisation de pBot est prévue dès ce printemps. La montée en charge de la production s'effectuera dès le deuxième semestre 2018 et nous chercherons de nouveaux locaux pour nous établir. Les cartouches de peinture et la majorité des pièces du robot seront recyclables, et nous partons sur un business model ou modèle économique clairement orienté vers la location. Nous formerons les 'coaches de robots', et grâce à une application sur laquelle nous travaillons actuellement, il sera possible de suivre à distance l'évolution des robots et de gérer la flotte pour pouvoir intervenir à temps, en cas de besoin. Après pBot, nous avons prévu la future génération des robots peintres, avec le PrépaBot, qui pourra intervenir dans les phases de décapage, ou encore le DécoBot, pour effectuer des travaux de peinture personnalisés. Nous comptons y arriver d'ici l'horizon 2019-2020. Notre rêve est de repeindre un jour la tour Eiffel au moyen de drones !

Auriez-vous un conseil à donner à un futur entrepreneur ?

« J'ai tenu mon idée de projet secrète pendant longtemps. Avec du recul, je suis d'avis qu'il faut parler de ses projets, mais choisir le bon moment pour en parler. Mes échanges ont eu un effet positif et m'ont aidé à gérer la prise de risque. Il est également fondamental d'avoir une bonne communication interne et de former une équipe fusionnelle et complémentaire, qui partage une même passion. Une bonne idée, bien encadrée et pour laquelle tout a du sens (*makes sense* – Mexence), est une idée gagnante ! » ●

www.mexence.com



EUROPEAN SME TRANSFER SUMMIT 5TH EDITION



MORE THAN 20 SPEAKERS
EXPERTS IN SME TRANSFER
FROM ALL OVER THE WORLD



EUROPEAN AND NATIONAL
POLICY-MAKERS
WILL TAKE THE FLOOR



TOP MEETING PLACE
& NETWORKING
POSSIBILITIES

17TH & 18TH MAY 2018
CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG

save
thedata



TOP 5 REASONS TO ATTEND THE TRANSEO EUROPEAN SME TRANSFER SUMMIT

1

Learn from the best experts in Europe

2

Gain **new skills & ideas** by exchanging good practices

3

Share your ideas & **join the debate**

4

Network with professionals, policymakers, institutions & academics

5

Open **new business opportunities**, discover the new European Business Transfer Marketplace powered by Transeo



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of the Economy



HOUSE OF
ENTREPRENEURSHIP

SNCI
SOCIÉTÉ NATIONALE DE CREDIT ET D'INVESTISSEMENT

Sowaccess
Groupe Sowalfin



Wallonie

FOLLOW US ON @Transeo_asso | #smetransfersummit | linkedin.com/groups/5180184

SUCCESS STORY

SYLVAIN PEREZ

SAUT QUALITATIF

La société q-leap (« saut » en anglais) se préoccupe chaque jour de la qualité des applications, sites web et autres systèmes informatiques que lui confient ses clients. Pour cela, une équipe d'experts en qualité logicielle, dont des testeurs, des architectes et des business analysts, mettent en évidence l'ensemble des problèmes qualitatifs du système (bugs, performance, sécurité, expérience utilisateur...) et proposent les mesures adéquates pour y remédier. Rencontre avec Sylvain Perez, CEO depuis 2016.

Texte : Catherine Moisy – Photos : Emmanuel Claude / Focalize

Pouvez-vous nous donner quelques exemples concrets des activités de q-leap ?

« Les systèmes informatiques sont conçus par des développeurs qui construisent des solutions répondant aux besoins fonctionnels des utilisateurs. Malheureusement, souvent, personne n'a défini concrètement le niveau de qualité attendu, et le produit peut parfois ne pas répondre aux exigences qualitatives de rigueur. Nos experts, eux, vont confronter le système à une logique centrée sur la qualité attendue par le client, avec des critères comme la performance (vitesse d'exécution), la sécurisation des données, la réaction du système en cas de montée en charge, la non-régression, etc. Ils amènent les clients à se questionner au sujet des attributs qualitatifs espérés de leur système, question encore trop rarement posée de manière explicite.

“

Quand une application est commercialisée, la sanction du marché est immédiate et sans pitié.

”

Comment l'entreprise est-elle née ?

« q-leap a été créée en 2012 par Hubert Schumacher, multi-entrepreneur de l'économie numérique. Il s'était rendu compte que le *testing* était le parent pauvre du web et des nouvelles technologies de l'information. Il avait anticipé le fait que les utilisateurs seraient bientôt sursollicités de

propositions, et qu'ils jugeraient rapidement et sans concession les nouvelles applications proposées. Il a donc commencé à sonder le marché pour créer une activité tournée vers le test et la qualité logicielle, qu'il s'agisse d'applications (mobiles et non mobiles), de services en ligne, et même de systèmes internes, qui n'ont pas forcément d'interface utilisateur, mais dont le dysfonctionnement peut être lourd de conséquences.

Le marché a-t-il été convaincu ?

« À l'époque, le marché de l'assurance qualité était essentiellement internalisé dans les services informatiques des grandes entreprises, comme les banques ou les assurances, qui s'occupaient principalement de la conformité des besoins fonctionnels. Pour les autres entreprises, les activités d'assurance qualité étaient peu répandues, couvraient peu d'attributs qualitatifs, et les problèmes apparaissaient souvent une fois l'application déployée et utilisée. L'activité a démarré lentement, puis, en 2013, Luxaviation est devenu notre premier client important pour un projet CRM. Ils ont été très satisfaits par la qualité de nos services et nous ont confié l'ensemble de leurs activités informatiques. Cela nous a amenés à étendre la notion de qualité à tous les stades d'un projet informatique. Nous ne voulions pas nous substituer à d'autres prestataires et proposer l'ensemble des services informatiques, mais nous avons compris que la qualité à chaque étape d'un projet informatique était essentielle et constituait le fil rouge de notre offre. Nous avons alors recruté des *business analysts*, spécialistes

des secteurs d'activité de nos clients, des experts en architecture informatique et des chefs de projet qui, en plus de leurs compétences premières, sont des experts dans la définition et la gestion de la qualité logicielle. Ces différentes compétences sont nécessaires pour mener à bien un projet, faire prendre conscience au client des enjeux qualitatifs de ses applications et lui éviter ainsi de tomber sur des problèmes critiques avant ou après un déploiement.

Dans quels cas fait-on appel à vos services ? Qui sont vos clients ?

« Nous intervenons dans des cas assez variés. Parfois, nous sommes sollicités dès le début d'un projet et sommes intégrés à l'équipe ; parfois, on fait appel à nous juste avant la livraison d'une solution, quand la pression monte avant le verdict du client final ; enfin, il arrive que nous soyons appelés après un déploiement, si quelque chose se passe mal. Nos clients sont soit des sociétés utilisatrices qui souhaitent contrôler la qualité des solutions informatiques qu'elles achètent ou font développer, soit des sociétés qui développent des applications. Nous avons aussi de plus en plus de startups qui ont besoin de tester soigneusement leurs solutions avant de les commercialiser, sachant que la sanction du marché est immédiate et sans pitié. Pour le moment, nos clients sont plutôt basés au Luxembourg, mais comme notre notoriété progresse rapidement, il arrive que l'on vienne nous chercher de plus loin.

Depuis 2014, vous organisez chaque année le « Luxembourg Software Testing Event » au mois d'octobre. Quel est l'objectif de ce rassemblement ?

« Nous souhaitons avant tout faire prendre conscience de l'importance du test, faire connaître les différents métiers que ce secteur recouvre, et les valoriser. Le but est aussi de réunir la communauté des testeurs. C'est notre plus grand événement marketing de l'année. Nous y faisons intervenir des chercheurs, des clients pour des retours d'expérience, et même des concurrents, pour avoir une vraie représentativité de l'état de l'art en matière de test. La première année, nous avons eu 40 participants, puis 60, et l'an dernier une centaine. Nous en attendons encore plus en 2018. ►



Sylvain Perez vit au Luxembourg depuis 15 ans. Il a été recruté chez q-leap en 2014 pour développer le département Architecture et s'est vu proposer le poste de CEO fin 2015.



« Nous sommes maintenant reconnus pour nos solutions de tests. Nous devons développer une nouvelle notoriété sur nos offres de consultance et de formation. »

Vous parliez de la communauté des testeurs. Est-il facile de recruter dans ce métier ?

« Non, ce n'est pas facile, d'autant plus que nous souhaitons recruter exclusivement des profils expérimentés, capables de travailler immédiatement en autonomie et de s'intégrer rapidement au reste de l'équipe, sans gros écart de compétence. Cela nous amène à être très sélectifs sur les candidatures que nous recevons. Nous sommes en veille permanente et nous multiplions les canaux de recrutement en utilisant à la fois notre site Internet, la cooptation, les forums de recrutement, les réseaux sociaux... Comme il n'existe pas à proprement parler de cursus de testeur informatique, les personnes que l'on reçoit sont issues de filières informatiques et scientifiques assez variées. Les compétences analytiques représentent une part importante du processus de recrutement puisqu'on ne peut pas s'appuyer sur des diplômes. Un bon testeur est quelqu'un de curieux, de méticuleux, et qui prend du plaisir à chercher et découvrir les malfaçons d'un système.

Que mettez-vous en place pour attirer et garder les talents ?

« Nous soignons l'attractivité de l'entreprise en rémunérant la compétence à son juste prix et en proposant un envi-

ronnement de travail agréable, en plein centre-ville. Nos locaux actuels vont nous permettre de monter jusqu'à un effectif de 50 personnes (35 employés actuellement, *ndlr*). Quand nous devrons déménager, nous ferons tout pour rester en ville. Par ailleurs, nous développons un esprit de tribu, et nous valorisons énormément les métiers du *testing*, ce qui n'est pas forcément le cas dans des sociétés plus généralistes ou centrées sur le développement.

Votre univers semble très masculin. Le manque de profils féminins n'est-il pas problématique ?

« Vous avez raison de le souligner. Quand on teste des applications, avoir une diversité des profils de testeurs est important pour refléter la diversité des utilisateurs. Aussi, pour certains clients, par exemple ceux qui souhaitent personnaliser l'expérience utilisateur en fonction du profil de celui-ci, nous constituons des panels spécialement calibrés pour la mission, avec un mix de profils sur mesure. Dans ce cas, ce ne sont pas des professionnels du test, mais ce n'est pas gênant, car ils ne doivent pas intervenir sur des aspects techniques. Ils doivent, par exemple, suivre des scénarios de navigation sur des sites web et sont observés par un professionnel qui, lui, note le temps nécessaire pour faire telle ou telle

opération, les anomalies, les hésitations, les cheminement utilisés, etc.

Vous êtes personnellement engagé dans le Code Club Luxembourg. En quoi consiste votre intervention et pourquoi est-ce important pour vous ?

« À l'origine, les 'Code Club' ont été créés en Angleterre pour initier les enfants à la programmation. Au Luxembourg, leur lancement date de 2013. Il y a plusieurs clubs dans le pays. J'ai rejoint celui de Bertrange en 2014. Tous les mercredis, je co-anime un atelier gratuit pour des enfants de 8 à 12 ans. Ce sont des cours très amusants avec beaucoup de jeux, des animations, des démonstrations d'impression 3D ou des démontages-remontages d'ordinateurs. Je fais cela par passion, comme les autres animateurs, mais en plus, cela me met en contact direct avec les processus d'apprentissage et de compréhension des technologies, ce qui est important pour mon métier.

Quels sont vos souhaits pour l'avenir de q-leap ?

« Mes priorités sont la *blockchain*, la *machine learning* et les objets connectés. Je voudrais que nous acquérions et proposons une réelle expertise dans ces domaines. » ●

www.q-leap.eu

SPRINGBREAK

LUXEMBOURG [21-25]
MARCH 2018

DISCOVER THE
**SPRING
TRENDS**
AND **HAVE
FUN!**

INFOS & PROGRAMME SUR
WWW.SPRINGBREAK.LU



SUCCESS STORY

BENJI KONTZ

DANS LE SILLAGE DE L'HÉRITAGE

Représentant la quatrième génération d'une belle réussite familiale, Benji Kontz conduit aujourd'hui la destinée du groupe fondé par son arrière-grand-père. C'est une belle opportunité, mais également une grande responsabilité que de devoir écrire les pages d'après, ce que Benji Kontz et 165 personnes s'emploient chaque jour à réaliser, pour un succès que ne renierait pas Arnold Kontz (I) lui-même.

Texte : Catherine Moisy – Photos : Emmanuel Claude / Focalize

Est-ce que votre père parlait de l'entreprise à la maison quand vous étiez enfant ? Est-ce cela qui vous a donné envie de rejoindre le groupe familial ?

« Mon père ne parlait jamais de son travail à la maison, mais dès mon plus jeune âge, je lui rendais visite à son bureau. À 10 ou 11 ans, je passais tous les après-midi au magasin de vélos, qui m'intéressaient davantage que les voitures à l'époque. J'y ai travaillé d'abord à l'atelier, puis à la vente. Plus tard, j'aimais participer aussi à l'Autofestival. Cela m'a permis de gagner l'argent de poche pour m'acheter une paire de jumelles pour mon autre passion, l'ornithologie.

Vous continuez de vous engager pour la nature et l'environnement. De ce point de vue, la voiture n'a pas toujours bonne réputation. Comment conciliez-vous les deux ?

« Personne ne peut aujourd'hui imaginer un monde sans mobilité individuelle. Les constructeurs ont heureusement fait énormément d'efforts ces dernières années pour réduire l'impact des voitures sur l'environnement. Tous les secteurs ne peuvent pas en dire autant. La voiture est encore responsable de quelque 13 % des émissions de CO₂ dans le monde. Mais le fait de posséder une voiture n'est pas polluant en soi, c'est

l'usage que l'on en fait qui peut avoir un impact. Chaque automobiliste doit être responsabilisé à ce sujet. Pour les petits déplacements, en ville par exemple, privilégier la marche ou le vélo est une très bonne chose. Par contre, la voiture reste un moyen de locomotion incontournable pour des trajets plus longs, pour se déplacer confortablement en famille, pour accompagner l'individu dans son style de vie dynamique et sportif ou pour simplement transporter des objets encombrants. Sur ces sujets, les différentes fédérations de l'automobile ont des échanges permanents avec le ministère du Développement durable et des Infrastructures. Nous pensons qu'investir dans l'élargissement des routes et la construction de parkings peut aider à réduire les embouteillages et le nombre de voitures qui circulent à la recherche d'un stationnement, et donc contribuer à faire baisser la pollution.

Vous êtes président de l'ADAL (Association des distributeurs automobiles) et administrateur de la House of Automobile (organisation faitière qui rassemble l'ADAL, la Febiac, la Fegarlux et mobiz, ndlr). Que signifient ces engagements ?

« Ces fédérations sont extrêmement utiles, car tous les grands acteurs s'y retrouvent et prennent ainsi certaines décisions rapidement. Par exemple, en ce moment, beaucoup de nos discussions tournent autour de la baisse des émissions et des questions que se posent de plus en plus de clients. Nous avons donc pris l'initiative d'éditer tous ensemble une brochure d'information pour aider les consommateurs à faire le meilleur choix possible entre les différentes motorisations existantes, avec une approche neutre et objective. Parallèlement, nous

avons organisé la formation de 200 commerciaux sur la base de ces mêmes informations. C'est une approche intelligente. Nous mettons de côté les questions de concurrence, dans l'intérêt de tous.

Sur votre site Internet, vous écrivez que le succès de votre entreprise repose sur « la réflexion à long terme et l'action responsable ». Pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?

« Par nature, une entreprise familiale, qui n'a pas de comptes à rendre à des actionnaires extérieurs, peut se permettre de voir à plus long terme sans être influencée par la nécessité absolue d'un rendement à court terme. Les décisions sont prises rapidement, mais dans une vision de long terme. C'est ce qui guide nos investissements. Par exemple, nous avons récemment beaucoup investi dans notre site de la route de Thionville à Luxembourg-ville. En 2017, nous avons en plus ouvert une nouvelle concession Jaguar et Land Rover à Niederkorn, qui enregistre un très bon démarrage.

En ce qui concerne le personnel, nous investissons également pour le futur. À titre d'exemple, quand le secteur automobile a traversé des périodes plus difficiles ou de crise, l'entreprise n'a jamais restructuré au niveau des collaborateurs. Nous investissons dans la formation des gens et donc nous préférons les fidéliser. Il y a très peu de turnover. C'est l'une des forces de l'entreprise. Nous pouvons compter sur le personnel et en retour, il peut compter sur nous. ►

Quelques faits et chiffres

Ventes annuelles : plus de 1.000 voitures neuves et 900 deux-roues ; 25 % des ventes de voitures neuves sont initiées pendant l'Autofestival
Effectif : 165 personnes
3.000 m² d'exposition
Voiture la plus chère : Aston Martin Vanquish (environ 300.000 €)
Voiture la moins chère : Jaguar XE (environ 30.000 €)
Première marque anglaise représentée : Land Rover en 1995
Marque enregistrant la plus forte croissance en 2017 : Jaguar
Nombre de marques automobiles représentées exclusivement : 4

“
Les décisions sont prises rapidement mais dans une vision de long terme.
”



Après des études de droit à Paris
et de photographie à Londres, Benji Kontz
a rejoint l'entreprise familiale en 2005
et en a pris la direction en 2011.



Rencontrez-vous des difficultés de recrutement ?

« D'une manière générale, le recrutement de profils qualifiés est tendu au Luxembourg, pas seulement dans notre secteur. Nous avons l'avantage d'attirer beaucoup de candidatures grâce aux marques que nous distribuons et grâce à notre réputation d'employeur. Ce nombre élevé de candidatures nous permet de sélectionner les meilleurs profils. Nous avons aussi recours à l'apprentissage. Nous formons en permanence 15 apprentis, sur un cycle moyen de trois ans. Nous les formons à nos méthodes et nous les voyons évoluer, et ensuite nous proposons une embauche aux meilleurs d'entre eux.

Depuis 2016, nous avons embauché 75 collaborateurs additionnels. Cela crée une vraie dynamique qui fait plaisir à tout le monde.

Avez-vous l'impression de représenter une nouvelle génération de chefs d'entreprise ?

« En fait, c'est surtout le monde qui change et donc les entreprises et leur management qui doivent s'adapter à ces changements.

Les collaborateurs les plus jeunes ne se gèrent pas de la même façon que leurs aînés. Nous devons faire plus d'efforts pour les intégrer, pour les intéresser. Heureusement, nous avons une grande tradition de formation des jeunes par les anciens et nous pouvons offrir une grande diversité de métiers qui vont de l'artisanat jusqu'à la vente et le conseil. À l'intérieur même de chaque métier, les évolutions sont rapides. Les mécaniciens sont maintenant des mécatroniciens. Ce n'est plus un métier exclusivement manuel. Il faut avoir des compétences informatiques et pouvoir gérer des informations techniques pointues en plusieurs langues. Les vendeurs sont devenus des conseillers commerciaux, qui doivent avoir des compétences en finances. Cela nous oblige à former les gens en continu. La profession a décidé de mutualiser ses moyens pour imaginer un véritable parcours de formation et valoriser les métiers de la filière. Ceci dit, les cursus dispensés aux jeunes dans les écoles doivent aussi évoluer. La House of Automobile y travaille avec le monde de l'éducation.

Quels sont les projets de l'entreprise pour l'avenir proche ?

« Notre projet le plus immédiat sera une sorte de retour aux sources, car il concerne l'activité Cycles, qui nous tient beaucoup à cœur. Nous avons fait l'acquisition d'un grand espace dans le quartier de la gare, rue de Strasbourg, non loin de l'endroit où se situait le tout premier commerce de mon arrière-grand-père, Arnold Kontz (I).

Nous allons réaliser des transformations en 2018 et ouvrir par la suite le tout nouveau magasin consacré aux deux-roues. C'est un mode de mobilité qui se développe beaucoup et qui est très innovant, avec de nouveaux matériaux qui rendent les équipements plus légers, comme en aéronautique.

La gamme comprendra des produits pour le loisir ou la compétition, avec toujours un bon rapport qualité/prix. C'est un secteur très prometteur qui mérite un bel espace. ●

www.arnoldkontz.lu

À LA RECHERCHE DE FUTURS TALENTS ?!

ALORS RENDEZ-VOUS SUR **WWW.HELLOFUTURE.LU**

COMED



HELLOFUTURE.LU

your job in industry

Vous travaillez dans l'industrie ?

Vous êtes à la recherche
d'un stagiaire hors du commun ?

Publiez vos offres de stages sur
HelloFuture.lu pour dénicher les
meilleurs jeunes talents du pays !

LES PARTENAIRES DU PROJET



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LUXINNOVATION
TRUSTED PARTNER FOR BUSINESS

**CHAMBRE DE
COMMERCE
LUXEMBOURG**

FEDIL
The Voice of Luxembourg's Industry

VISITE ENTREPRISE

JOSY WELTER

TOUTES LES BÊTES À BON DIEU, ET PLUS !

Reconnaisable entre toutes pour son emblème rouge à pois noirs représentant une coccinelle, Josy Welter est une institution au Luxembourg. L'enseigne a été reprise l'année dernière par un couple de passionnés que rien ne prédestinait à gérer une boutique vendant des articles pour le jardinage et les animaux.

Texte : Corinne Briault – Photos : Pierre Guersing

Josy Welter, le créateur de l'enseigne, est né le 10 janvier 1924 au Pfaffenthal. Il fut renvoyé de l'école juste avant de passer son baccalauréat parce qu'il ne voulait pas adhérer aux Jeunesses hitlériennes après l'entrée de l'Armée du Reich au Luxembourg. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, il étudia la biologie des plantes et, en 1949, fonda sa propre entreprise qu'il souhaitait dif-

férente de celles de ses parents (faisant alors commerce d'articles destinés à l'agriculture). Il y vendit des plantes et des semences, mais également toutes sortes d'animaux domestiques, tels que des oiseaux, des poissons, des hamsters... Il choisit comme emblème la coccinelle, aussi couramment appelée « bête à bon Dieu », car elle est la meilleure amie des jardiniers – les plus anciens prédisaient le beau temps

lorsque la coccinelle s'envolait – et surtout, parce que selon une légende remontant au Moyen-Âge, elle porterait bonheur. Josy Welter ouvrit plusieurs boutiques (rue Genistre à Luxembourgville, Belle Étoile et Howald) et devint même fournisseur de la cour grand-ducale. Très actif dans le monde du commerce de la capitale, Josy Welter fut de 1969 à 1994 président de l'Union commerciale, dont il avait déjà été le secrétaire dans les années 1950.

Aujourd'hui, bien après la disparition de leur créateur, toutes les boutiques ont fermé leurs portes à l'exception de celle du centre commercial Belle Étoile, reprise en juin 2017 par Valérie et Pascal Milonnet, qui ont souhaité, comme un hommage au créateur, conserver le nom.

Tout droit débarqués du sud de la France, ces deux passionnés qui ont parfois l'accent qui

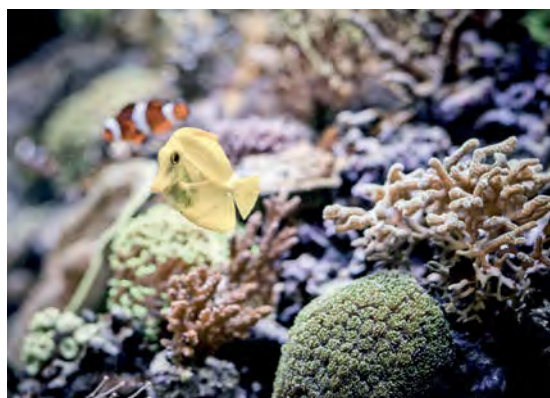
chante ont eu un véritable coup de cœur pour l'activité et se sont installés dans les 380 m² de la boutique de Bertrange, qui continue à offrir quelque 16.000 articles pour le jardin et d'animalerie (chiens, chats, rongeurs, oiseaux, terraristique, aquariophilie d'eau douce et d'eau de mer) qui ont fait la réputation de Josy Welter. Rencontre avec Valérie et Pascal Milonnet, gérants.

Quels sont les projets sur lesquels vous travaillez actuellement ?

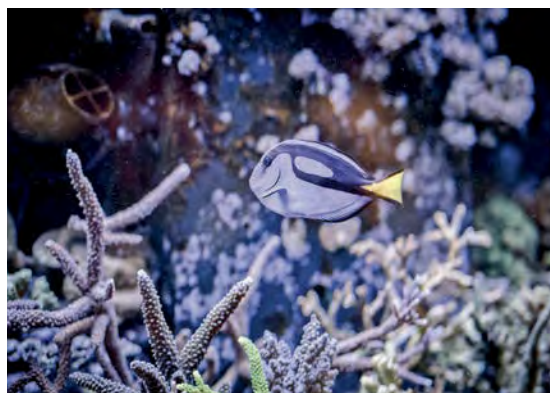
Nous avons repris la société en juin 2017, ce qui est relativement récent. Nous sommes encore dans ce que l'on pourrait appeler une période d'observation car nous n'avions pas du tout ce genre d'activités en France, nous avons une entreprise de fabrication mécanique. Notre premier projet nous a été en



01.



02.



03.

quelque sorte imposé, puisque nous nous sommes aperçus cet été que le grand aquarium que nous avions au milieu de la boutique fuyait.

Cela nous a obligés à investir dans un nouvel équipement et nous a donné un motif pour revoir toute la partie aquariophile. Nous avons réinstallé un aquarium de 1.300 litres et nous proposons un vaste choix de coraux et de tout ce qui touche à l'agrément d'un aquarium marin, notamment les poissons, les pierres vivantes et les crustacés. Puis, pour les poissons exotiques, d'eau de mer et d'eau douce, nous avons réagencé toute la partie en arrière-boutique. Il faut savoir que lorsque les poissons arrivent chez nous, il ne suffit pas simplement de les mettre dans un nouvel aquarium. C'est un peu plus complexe.

Il faut patienter une à deux semaines, pour que les poissons s'acclimatent. L'acclimatation est nécessaire afin de les introduire sans danger dans un milieu différent du précédent. Un milieu qui nécessite aussi du temps pour que les bactéries utiles à l'équilibre de l'aquarium s'y développent. Tout a été repensé afin que cette étape se déroule au mieux pour les poissons.

Quelle est la réalisation dont vous êtes les plus fiers ?

Ce n'est pas une réalisation à proprement parler, puisque notre plus grande fierté, ce sont nos collaborateurs. Lorsque nous avons repris ce magasin, nous avons découvert une équipe de personnes enthousiastes, passionnées par ce qu'elles faisaient, et qui sont intarissables sur tout ce qui touche aux animaux et au jardin.

Nous avons établi une véritable relation de confiance et nous avons renforcé leur rôle dans les domaines des commandes, du réagencement du magasin et du renouvellement de nos gammes de produits. Une grande complicité s'est créée entre nous. C'est une belle première réussite pour nous dans cette nouvelle aventure.

Quels sont les grands défis auxquels vous devez faire face dans votre secteur d'activité ?

La concurrence et internet ! Mais justement et paradoxalement, ce qui nous permet de nous différencier c'est que les gens continuent à venir chez nous en boutique parce que nous leur offrons du conseil. Encore une fois, je souligne que nos collaborateurs connaissent très bien la clientèle du pays, et qu'ils sont des encyclopédies

vivantes sur tout ce qui a trait au jardinage et aux animaux !

Enfin, comme nous travaillons avec des animaux vivants, nous souhaitons respecter une certaine éthique et lorsque nous vendons un animal, nous dispensons également tous les conseils pour son bien-être à venir.

Si vous pouviez changer une chose dans votre secteur d'activité, quelle serait-elle ? Que pourrait faire la Chambre de Commerce en ce sens ?

Pour l'heure, je ne vois pas quoi changer dans notre secteur. Mais, je peux dire que nous avons vécu une expérience formidable lorsque nous avons décidé de reprendre la marque Josy Welter et ce magasin grâce à un accompagnement sur mesure offert par les services de la Chambre de Commerce. ●



04.



05.



06.

01. Pascal et Valérie Milonnet, gérants de Josy Welter, et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce (à dr.).

02, 03. Avec un rayon dédié à l'aquariophilie, Josy Welter propose une plongée dans un monde sous-marin très coloré.

04, 05, 06. Sur les 380 m² de la boutique de Bertrange, les clients peuvent trouver quelque 16.000 articles pour le jardin et l'animalerie (chiens, chats, rongeurs, oiseaux, terraristique, aquariophilie d'eau douce et d'eau de mer).

L'information continue

Retrouvez toutes les visites d'entreprises sur www.cc.lu



01.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU LUXEMBOURG

UN SITE PILOTE !

Société Générale Bank & Trust (SGBT), filiale à 100 % du groupe Société Générale, est la plus ancienne implantation étrangère bancaire du Grand-Duché. Dès son origine, elle a accompagné le développement de l'industrie et a contribué à l'émergence de la place financière. Depuis peu, la banque s'est lancée dans une transformation de grande envergure dans la ligne directe de la Troisième Révolution Industrielle luxembourgeoise.

Texte : Corinne Briault et SGBT

Photos : Pierre Guersing et Eric Chenal

En 1893, la Société Générale Alsacienne de Banque (SOGENAL) ouvre sa première succursale au Luxembourg. Administrateur fondateur de la Bourse de Luxembourg, la SOGENAL compte en 1940 plus de 12 agences à travers le pays, qu'elle est contrainte de fermer à la Seconde Guerre mondiale. Elle ne réimplantera une succursale au Grand-Duché qu'en 1956. Ayant largement confirmé sa solidité financière et sa pérennité, SGBT est aujourd'hui la deuxième banque de la Place en termes de résultat net, la troisième en taille de bilan et le quatrième employeur bancaire. Elle reste au Luxembourg une société à taille humaine, qui étonne par la diversité de ses métiers (seule la banque de détail aux parti-

culiers n'est pas assurée), tournée vers l'international et qui s'adresse à un large panel de clientèles : les personnes fortunées (banque privée, activités de marché), les institutionnels (métier titres), ainsi que les entreprises luxembourgeoises et étrangères d'envergure internationale (services aux entreprises). Société Générale au Luxembourg est également un groupe composé de différentes filiales spécialisées, notamment dans les émissions de titres financiers, de lettres de gage, le courtage en assurance pour la clientèle privée, de gestion d'OPC de valeurs mobilières luxembourgeoises et/ou étrangères agréées, etc. Le groupe SG compte 145.700 collaborateurs (1.200 au Luxembourg) issus de 123 nationali-



02.

tés et est présent dans 67 pays. Entretien avec Véronique de la Bachelerie, administratrice déléguée de SGBT.

Quels sont les projets sur lesquels vous travaillez actuellement ?

« Nous nous sommes engagés depuis près de quatre ans dans la transformation digitale. Notre budget dans ce cadre est passé de 12 à 35 millions d'euros. Cette digitalisation concerne toutes nos activités, que ce soit le back-office, les demandes de crédits, la signature électronique, l'analyse des risques, les filières de contrôle, ou les ressources humaines pour lesquelles nous sommes pilotes au niveau du groupe SG. Nous travaillons en effet sur un système de recensement des compétences, permettant aux collaborateurs d'évoluer sur de nouveaux postes en anticipant les besoins futurs. Cette transformation numérique doit également permettre à nos équipes de délivrer des conseils en investissement, des services adaptés et personnalisés et d'anticiper les nouveaux besoins de nos clients internationaux, personnes fortunées, entreprises ou

institutionnels. Ce passage au digital, qui implique une maîtrise des outils et une adaptation des systèmes d'information, n'est possible que si l'on transforme les processus et les méthodes de travail. Dans cette optique, nous avons revu nos manières de travailler et notre environnement de travail. Nous cherchons à favoriser le bien-être des collaborateurs et leur agilité collective pour satisfaire nos clients et être plus innovants dans l'offre de services déployés.

Quelle est la réalisation dont vous êtes la plus fière ?

« Le nouveau bâtiment Carrefour et le concept qui lui est attaché. La volonté première de la direction et de l'équipe projet a été d'utiliser les dernières évolutions technologiques pour plus de mobilité et créer de nouvelles façons d'interagir. Le digital représente une opportunité pour transformer et enrichir la relation avec les clients et les collaborateurs. L'accélération de la transformation numérique est une priorité stratégique du groupe Société Générale, qui veut tirer profit de la puissance de l'intelligence collective et donner



03.

aux collaborateurs les moyens et les outils sécurisés qui permettront à la créativité d'émerger pour mieux servir les clients. Le concept de 'vivre ensemble' a été développé avec les collaborateurs, en tenant compte de leurs besoins, et se matérialise entre autres par des bureaux partagés par équipe, des espaces de travail collaboratifs, d'autres de détente et de convivialité, des rangements individuels centralisés mais nominatifs. En parallèle du *flexwork*, nous avons déployé le télétravail pour contribuer à l'équilibre et la conciliation des temps de vie professionnelle et personnelle, par exemple, en réduisant les temps de transport hebdomadaires. Ainsi, la banque compte 150 télétravailleurs au Luxembourg et prévoit d'étendre cette possibilité à 300 salariés, dont les activités sont éligibles au travail à distance, d'ici fin 2018. Cette évolution constitue un des leviers stratégiques d'engagement des collaborateurs.

Quels sont les grands défis auxquels vous devez faire face dans votre secteur d'activité ?

« Les nouvelles réglementations ont eu des répercussions pro-

fondes sur nos activités. Pour MIFID, nous devons trouver un bon équilibre entre la gestion des risques de non-conformité, la qualité de l'expérience client qui permet d'attirer de nouveaux clients, et l'excellence de nos offres et nos conseils afin de les garder ; le tout en contenant les coûts budgétaires de mise en œuvre. Cela nous a obligés à repenser nos processus pour certains des métiers de la banque pour être plus performants. Dans ce cadre, par exemple, au niveau du groupe, le Luxembourg est également pilote dans une réflexion que nous menons sur les nouveaux modèles économiques durables et les réponses que nous pouvons y apporter.

Si vous pouviez changer une chose dans votre secteur d'activité, quelle serait-elle ? Que pourrait faire la Chambre de Commerce en ce sens ?

« Ces dernières années, les obligations réglementaires imposées aux banques se sont considérablement accrues, alors que nombre de nouveaux acteurs comme les fintech n'ont pas les mêmes contraintes. Je



04.

pense que certaines réglementations gagneraient à être élaborées selon une approche plus globale pour tenir compte de ce fait, mais également des nouveaux enjeux de la société et des autres secteurs de l'économie. La Chambre de Commerce pourrait jouer le rôle de plateforme d'échange des expériences, afin de répondre aux problématiques en ayant une vision globale et non plus sectorielle. » ●

01. (De g. à dr.) Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce ; Marc Wagener, directeur Affaires économiques de la Chambre de Commerce ; et Véronique de la Bachelerie, administratrice déléguée de SGBT Luxembourg.

02. Le nouveau complexe immobilier Carrefour, au 16-18 boulevard Royal à Luxembourg, illustre l'accélération de la transformation numérique du groupe Société Générale.

03, 04. Le projet d'aménagement intérieur a été confié à l'agence parisienne Majorelle qui, en collaboration avec l'équipe projet de SGBT, a mené une réflexion en observant les nouveaux usages et comportements apparus ces dernières années dans le monde du travail et a tenu compte des besoins spécifiques des collaborateurs, tant au niveau du mobilier et des matériaux que des espaces de travail, tout en considérant les enjeux RSE. L'objectif de cette démarche est de contribuer à l'équilibre et la conciliation des temps de vie professionnelle et personnelle. Enfin, pour son nouveau bâtiment, SGBT s'est également dotée d'une signature olfactive unique, créée par le parfumeur parisien Francis Kurkdjian.

Le Carrefour, boulevard Royal, en bref



5.715 m² de superficie.
3 plateaux de 1.000 m².
Plus de 400 postes de travail.
291 places alternatives ou collaboratives.
6 espaces détente personnalisés.
33 salles de réunion.
1 salle de silence.

L'information continue

Retrouvez toutes les visites d'entreprises sur www.cc.lu

PHOTO DU MOIS





HOUSE OF STARTUPS

TROIS CEO AUX PETITS SOINS DES STARTUPS DE DEMAIN

L'ouverture de la future House of Startups, un projet initié par la Chambre de Commerce, est prévue pour le mois de juin 2018. À l'intérieur de l'immeuble de bureaux « Le Dôme », situé au croisement des quartiers de la gare et de Bonnevoie, les travaux avancent... La House of Startups, dirigée par Karin Schintgen, ambitionne d'héberger quelque 200 startups sur 5.000 m² et cinq niveaux. Le Luxembourg City Incubator s'y installera avec comme principal objectif de garantir l'appui en termes d'hébergement, de conseil et de formation des startups. Les services d'accélérateur et d'encadrement seront assurés par nyuko asbl, qui migrera ses activités. Luxembourg City Incubator et nyuko sont dirigés par Martin Guérin. La LHoFT - Luxembourg House of Financial Technology - conduite par Nasir Zubairi, rejoindra la House of Startups et poursuivra son rôle d'accueil et d'accompagnement des sociétés issues du secteur fintech, mais aussi ses missions de sensibilisation quant à la compréhension et l'utilisation des nouvelles technologies au sein du secteur financier luxembourgeois.

Photo : Gaël Lesure

NOUVEL AN CHINOIS

XIN NIAN HAO! BONNE ANNÉE DU CHIEN!

Ce 22 février 2018, la Chambre de Commerce a accueilli pour la 12^e fois les festivités du Nouvel An chinois, un événement organisé en collaboration avec ChinaLux et le Hong Kong Economic and Trade Office de Bruxelles. L'année du chien, qui a débuté officiellement le 16 février en Chine, a réuni plus de 500 acteurs économiques, chefs d'entreprise et personnalités. Le ministre des Finances, Pierre Gramegna, S.E. l'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Luxembourg, Huang Changqing, et S.E. l'Ambassadeur du Luxembourg en Chine, Marc Hübsch, figuraient parmi les invités.

Photos : Laurent Antonelli / Blitz



01.



02.



03.



04.



05.

01. De g. à dr.: Na Shi, conseillère Affaires internationales, Chambre de Commerce; S.E. Marc Hübsch, ambassadeur du Luxembourg en Chine; S.E. Huang Changqing, ambassadeur de la République populaire de Chine au Luxembourg; Dirk Dewitte, président, Chinalux; Carlo Thelen, directeur général Chambre de Commerce; Shirley Lam, représentante spéciale Hong Kong Economic and Trade Affairs to the European Union; Pierre Gramegna, ministre des Finances, et Laurent Mosar, vice-président, Chambre des Députés, ont porté un toast à la nouvelle année.

02, 03. Carlo Thelen a ouvert les festivités et dressé le bilan particulièrement riche des activités de la Chambre de Commerce avec la Chine en 2017, marqué entre autres par le 45^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays et par une visite officielle en République populaire de Chine qui a donné lieu à la signature de plusieurs accords entre les deux pays.

04. Pierre Gramegna a salué l'accueil chaleureux que le président Xi Jinping et le Premier ministre de la République populaire de Chine, Li Keqiang, lui avaient réservé lors de sa visite de travail à Pékin en janvier et a annoncé qu'il se rendrait à nouveau en Chine en septembre 2018. Il a fait mention du positionnement de la Chine, qui reste le premier émetteur d'obligations vertes (green bonds) avec plus de 40 % du marché des émissions pour 2016 et plus de 50 milliards d'euros de volumes.



06.



07.



08.



09.



10.



11.



12.

05. S.E. Huang Changqing a donné rendez-vous pour la China International Import Expo, qui aura lieu à Shanghai du 5 au 10 novembre 2018, après être revenu sur le 19^e congrès du parti communiste chinois (PCC), réuni à Pékin en octobre 2017, réaffirmant ainsi la volonté d'ouverture économique de la Chine.

06. Shirley Lam a annoncé de nouvelles mesures fiscales à Hong Kong visant à stimuler l'innovation et le développement technologique, avec un impôt sur les bénéfices des sociétés fixé à 16,5 %, un taux figurant déjà parmi les plus bas au monde, et qui sera bientôt ramené à 8,25 %. Shirley Lam a également mentionné le développement du Guangdong - Hong Kong - Macau Bay Area (ou Greater Bay Area, GBA), qui a l'ambition de devenir une zone dynamique et compétitive d'excellence internationale.

07. Dirk Dewitte, président de ChinaLux, a conclu la partie officielle de la soirée, en présentant le rôle de la chambre bilatérale qui fête son 5^e anniversaire cette année.

08. La soirée s'est poursuivie avec une prestation musicale et des chants interprétés en chinois par de jeunes élèves de l'International School of Luxembourg (ISL).

09, 10, 11, 12. Les convives ont ensuite été invités à poursuivre leurs échanges dans une ambiance chaleureuse et musicale autour d'un buffet composé de spécialités chinoises.



01.

16. DEUTSCH-LUXEMBURGISCHE WIRTSCHAFTSKONFERENZ

„WER NICHT KREATIV UND INNOVATIV IST, BLEIBT STEHEN“

Mit diesem Motto aus der Eröffnungsrede von dem luxemburgischen Premierminister Xavier Bettel lässt sich das Thema der 16. Deutsch-Luxemburgischen Wirtschaftskonferenz „Kultur- und Kreativwirtschaft fördern. Innovationen ermöglichen“ bestens überschreiben. Am 11. Dezember, 2017 hat die Wirtschaftskonferenz die Erfolgsgeschichte der Deutsch-Luxemburgischen Wirtschaftsbeziehungen fortgeschrieben. Deutschland ist mit weitem Abstand Luxemburgs wichtigster Außenhandelspartner. Auch Luxemburg nimmt den erstaunlichen Platz 37 im deutschen Außenhandel ein.

Fotos: Pierre Guersing



02.



03.



04.



05.

01. Erstmals reiste auf Einladung der Handelskammer Luxemburg im Rahmen der Konferenz eine Wirtschaftsdelegation aus der Kreativ- und Kulturwirtschaft an, um sich mit der wachsenden Startup- und Kreativszene im Großherzogtum zu vernetzen. Die Delegation folgte einer Einladung von Premierminister Xavier Bettel, der sich im Rahmen seines Arbeitsbesuchs im August 2016 mit dem Thema Kreativwirtschaft, Medien und Startups in der deutschen Hauptstadt befasst hat.

02. Xavier Bettel, Premier- und Staatsminister, Minister für Medien und Kommunikation, Kulturminister des Großherzogtums Luxemburg; Marc Lis, Manager des Clusters "Creative Industries"; Michael Müller, Regierender Bürgermeister von Berlin und Carlo Thelen, Hauptgeschäftsführer der Handelskammer Luxemburg (v. l. n. r.).

03. S.E. Dr. Heinrich Kreft, Botschafter der Bundesrepublik Deutschland in Luxemburg.

04. Michael Müller, betonte die wirtschaftliche Bedeutung der dynamisch wachsenden Kreativ- und Kulturwirtschaft für Berlin, ohne deren meist mittelständische Startups der heftige Strukturwandel der Hauptstadt nach dem Fall der Mauer kaum zu schaffen gewesen wäre. Insgesamt hält die Kreativwirtschaft einen Anteil von mehr als 10% an der Berliner Wirtschaft.

05. Podiumsdiskussion moderiert von Ben Frin, Journalist bei RTL Télé & Radio Lëtzebuerg, mit Andreas Krüger, Geschäftsführung und Managing Partner Bellius GmbH; Mona Rübsamen, Geschäftsführende Gesellschafterin von FLUX FM; Tom Kurth, Chief Legal Officer, Public Affairs Berlin, Native Instruments; Carole Retter, CEO, Moskitto und Bernard Michaux, Managing Partner, Samsa Film (v. l. n. r.).

INVITATION

12^e FORUM DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

le 19 avril 2018 à LUXEXPO THE BOX

Les organisateurs et partenaires ont le plaisir de vous inviter à la 12^e édition du Forum de la sécurité et de la santé au travail, le jeudi 19 avril 2018 à LUXEXPO THE BOX, Luxembourg-Kirchberg. Le Forum s'inscrit dans la **stratégie nationale de prévention VISION ZERO**, qui défend l'idée que tous les accidents du travail peuvent être évités et qu'un monde sans accidents graves ni mortels est possible.

Le Forum servira également de plateforme pour la remise du **Prix national sécurité-santé au travail**, promu communément par le Ministère de la Santé, le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, en association avec les organisateurs du prix (AAA, DSATE, INDR, ITM et UEL). Par ce prix, les partenaires nationaux valorisent des mesures ou produits particulièrement innovants dans le domaine de l'amélioration de la sécurité, de la santé et du bien-être au travail.

En signant la **Charte nationale** VISION ZERO le 24 mars 2016 lors de la 10^e édition du Forum, les acteurs nationaux ont marqué le pas en déclarant leur responsabilité partagée dans la promotion de la sécurité et de la santé au travail, y compris la prévention des accidents de trajet et des maladies professionnelles. Les thèmes forts sont la responsabilisation, la formation et la sensibilisation. VISION ZERO ne signifie pas que le risque au travail est nul, mais qu'il faut en réduire au maximum les sources potentielles.

Organisé dans le contexte de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, le Forum est destiné aux dirigeants d'entreprise, aux responsables sécurité-santé en entreprise ainsi qu'à tous les acteurs engagés en la matière. Comme tous les deux ans, le Forum offrira une **plateforme unique aux entreprises** souhaitant s'échanger sur les pratiques en matière de gestion de sécurité et de santé au travail, de prévention du risque ou encore de formations.

Découvrez lors de cette édition du Forum :

- Plus de 100 stands présentant les dernières nouveautés en matière de sécurité et de santé au travail.
- 2 salles de 80 places assises pour accueillir des workshops en parallèle. Les workshops sont reconnus comme formation continue pour travailleurs désignés, un certificat de participation sera remis.
- La remise du Prix national sécurité-santé au travail 2018 en présence des 3 ministres concernés.

Le programme détaillé du 19 avril 2018 est disponible sur le site Internet dédié à la VISION ZERO où les inscriptions sont également ouvertes. Le **délai d'inscription** pour les **stands d'exposants** et l'**animation de workshops** est le **23 mars 2018**, les visiteurs peuvent s'inscrire jusqu'au jour même. Inscrivez-vous dès maintenant :

www.visionzero.lu/forum-sst

Organisateurs :

Partenaires :

MISSION OFFICIELLE AU SÉNÉGAL

UN PARTENARIAT INNOVANT!

La Chambre de Commerce, les ministères de l'Économie et des Affaires étrangères, la Direction de la coopération au développement, les ambassades du Luxembourg au Sénégal et du Sénégal à Bruxelles, ont organisé une mission officielle au Sénégal, du 21 au 23 janvier 2018, sous le haut patronage de S.A.R. le Grand-Duc. La délégation économique était composée de 23 entreprises des secteurs TIC, éco-innovation, éco-technologies et construction.

Photos : SIP, Julien Warnand, Geneviève Sauvalle et Jean-Christophe Verhaegen



01.

01. (de g. à dr.) S.E.M. Amadou Diop, ambassadeur du Sénégal pour le Grand-Duché de Luxembourg; Carlo Thelen, directeur général, Chambre de Commerce; Francine Closener, secrétaire d'État à l'Économie; S.A.R. le Grand-Duc; Khoudia Mbaye, ministre de la Promotion des investissements, des Partenariats et du Développement des téléseices de l'État du Sénégal; Romain Schneider, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire; Carole Dieschbourg, ministre de l'Environnement et S.E. Mme Nicole Bintner-Bakshian, ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg en République du Sénégal.

02. Un forum économique Luxembourg-Sénégal intitulé « Un partenariat innovant », organisé conjointement par la Chambre de Commerce du Luxembourg, l'Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX), ainsi que par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD), s'est tenu au Centre international de conférences Abdou Diouf à Dakar. Le directeur général de l'APIX, Mountaga Sy, y a présenté le Plan Sénégal Émergent, adopté en 2012 par le gouvernement sénégalais, et Carlo Thelen, l'environnement économique luxembourgeois. L'objectif de ce séminaire était la recherche de synergies et de nouvelles opportunités d'affaires entre les deux pays.

03. S.A.R. le Grand-Duc a assisté à la signature d'un memorandum of understanding (MoU) entre la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar.

04. Entrevue élargie aux délégations au palais présidentiel avec la délégation luxembourgeoise (à g.), S.A.R. le Grand-Duc et Macky Sall, président de la République du Sénégal, et la délégation sénégalaise (à d.). À la suite du forum économique, les représentants de LSC Engineering Group, groupe luxembourgeois actif au Sénégal depuis une quarantaine d'années à travers son bureau d'études Simon-Christiansen, lequel intervient dans des domaines tels que les infrastructures ou l'environnement, ont pu s'entretenir avec Francine Closener au sujet de leurs réalisations.

05, 06. Cette nouvelle mission s'inscrit dans la continuité du souhait des deux pays d'affirmer leurs relations économiques et s'inscrit également dans la volonté claire de la Chambre de Commerce du Luxembourg de développer ses activités avec le continent africain.



02.



03.



04.



05.



06.



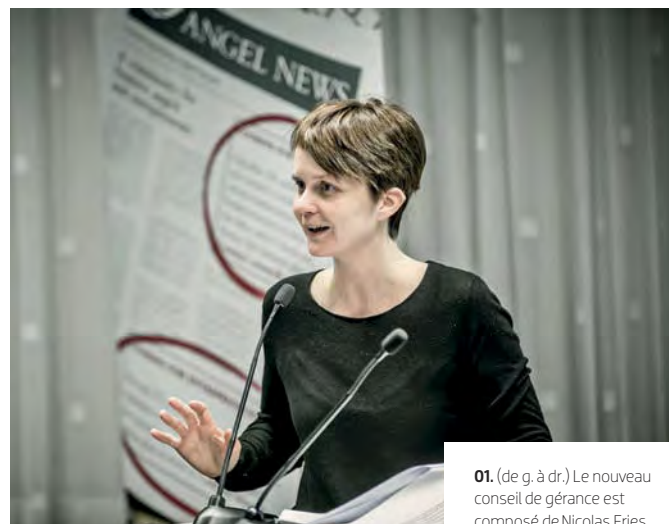
01.

LUXEMBOURG BUSINESS ANGEL NETWORK

DU NOUVEAU CHEZ LES ANGES...

L'assemblée générale du Luxembourg Business Angel Network (LBAN), l'association qui regroupe les business angels du Luxembourg, s'est tenue le 5 février 2018 à la BGL BNP Paribas. Larissa Best a été élue présidente pour un mandat de trois ans et succède à Marc Molitor. Le LBAN, qui a également dévoilé sa nouvelle identité visuelle, compte aujourd'hui 63 membres qui, en 2017, ont investi plus de 5 millions d'euros dans des startups innovantes, dont 1,5 million d'euros dans de jeunes pousses luxembourgeoises.

Photos : Laurent Antonelli / Agence Blitz



02.



04.



05.



03.



06.



07.

01. (de g. à dr.) Le nouveau conseil de gérance est composé de Nicolas Fries, Stephan Peters, Larissa Best, Hedda Pahlson-Molier, Fabrice Testa (qui remplace Tor Fykken) et Tom Baumert (absent sur la photo). Cécile Sevrain, cofondatrice de Tiime.

02. Larissa Best a dévoilé la nouvelle stratégie du LBAN qui vise à fédérer les business angels au Luxembourg, et à en attirer de nouveaux en favorisant les formations, les opportunités d'investissements et les rencontres entre membres du réseau.

03. Pour accomplir sa nouvelle mission, le LBAN compte s'appuyer sur les événements Angel Cafés qui remportent un vif succès, des présentations organisées au sein des entreprises, l'élaboration d'une solution accessible à de petits investisseurs et l'organisation d'un nouvel événement de pitching pour startups.

04. Marc Molitor a été chaleureusement remercié par la nouvelle présidente pour le travail fantastique accompli pendant ces trois dernières années.

05, 06. L'invité d'honneur, Dušan Stojanović, super business angel, a partagé avec humour son expérience d'investisseur et des anecdotes sur sa nouvelle passion : la blockchain et les monnaies virtuelles.

07. Rudy Horsmans, directeur de la banque privée de BGL BNP Paribas, a annoncé que la banque accueillera la conférence annuelle de l'EBAN (European Business Angel Network), en collaboration avec le LBAN et Lux Future Lab, les 22 et 23 octobre 2018.



POT DU NOUVEL AN DE LA FEDIL

LA FEDIL EN PLEINE FORCE DE L'ÂGE À 100 ANS

La traditionnelle réception du Nouvel An de la Fedil, qui a eu lieu le jeudi 25 janvier dernier à Luxexpo The Box, avait quelque chose de particulier cette année, puisque la Fédération des industriels luxembourgeois fêtait son centenaire en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et le Grand-Duc Héritier. À côté des messages du président de la Fedil, Nicolas Buck, et du Premier ministre, Xavier Bettel, Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères en France, a été accueilli en tant que keynote speaker.

Photos : Fedil



04.



05.



06.



02.



03.

01. Accueil de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et le Grand-Duc Héritier.

02, 03. Avec un millier de participants, cette manifestation reste le plus grand rendez-vous d'affaires du début d'année organisé au Grand-Duché.

04. Le président de la Fedil, Nicolas Buck, a choisi de placer le centenaire de la Fedil sous le slogan « Together we are 4.0 », soulignant que la technologie devait être liée à l'entrepreneuriat et qu'il était nécessaire d'accroître la compétence scientifique au Luxembourg.

05. L'organisation patronale avait invité l'homme politique français Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002), à venir donner sa vision de l'Europe et de l'Occident. De son point de vue, l'émergence d'une cinquantaine de nouvelles puissances économiques devrait amener les Occidentaux, et au moins l'Europe, à avoir une position cohérente par rapport à ces défis. Il a également noté le deuxième grand enjeu de nos sociétés, face au risque écologique, à savoir « l'écologisation de tous les secteurs d'activité : industrie, agriculture, transports, construction, etc. ». « Ce défi peut devenir un atout, un moteur de développement. L'industrie européenne et le monde de la finance ont clairement un rôle à jouer face à ce défi écologique », a-t-il encore insisté.

06. Le Premier ministre, Xavier Bettel, a assuré la Fedil du soutien de son gouvernement, afin de maintenir « une industrie forte, innovante et compétitive » au Luxembourg.



07.



08.



09.



10.



13.



11.



12.



14.

07. (De g. à dr.): René Winkin, directeur de la Fedil, et S.A.R. le Grand-Duc.

08. (De g. à dr.): Gérard Zoller (Peintures Robin), Christian Greiveldinger (Heintz van Landewyck) et Guy Pütz (Adem).

09. (De g. à dr.): Michel Wurth, président de la Chambre de Commerce, et Simone Beissel (Ville de Luxembourg).

10. (De g. à dr.): Colette Grosbusch, René Grosbusch (Grosbusch) et Jacques Lanners (Ceratizit).

11. (De g. à dr.): Nicolas Buck, Francine Closener, secrétaire d'État à l'Économie, et René Winkin.

12. (De g. à dr.): Romain Beffort (ex-Fedil), Nicolas Soisson (ex-Fedil), Norbert Friob (serial entrepreneur), Christian Thiry (Karp-Kneip) et Liliane Fisch (ex-Fedil).

13, 14. Après la séance académique, les festivités se sont poursuivies dans une ambiance à la fois conviviale et riche en surprises, pour la plus grande joie des participants, avec la contribution du Luxembourg Marching Band et du beatboxer Sascha di Giambattista.



01.

WORLD EFFICIENCY PARIS

UNE PRÉSENCE LUXEMBOURGEOISE REMARQUÉE

En tant qu'événement international placé sous le patronage du « One Planet Summit » convoqué par le président Emmanuel Macron, à Paris le 12 décembre 2017, le salon World Efficiency a offert, du 12 au 14 décembre 2017, un puissant programme de business networking en quatre dimensions : Expo, Showcase, Summit et Training. Ces composantes ont permis la mise en place d'une plateforme performante de rencontres entre porteurs de solutions et décideurs du marché pour le déploiement des innovations et des technologies sobres en ressources et carbone. Le Luxembourg y était largement représenté, avec 12 exposants au sein du pavillon national mis en place par la Chambre de Commerce.

Photos : Chambre de Commerce, BCFL



02.



03.



04.



05.



06.

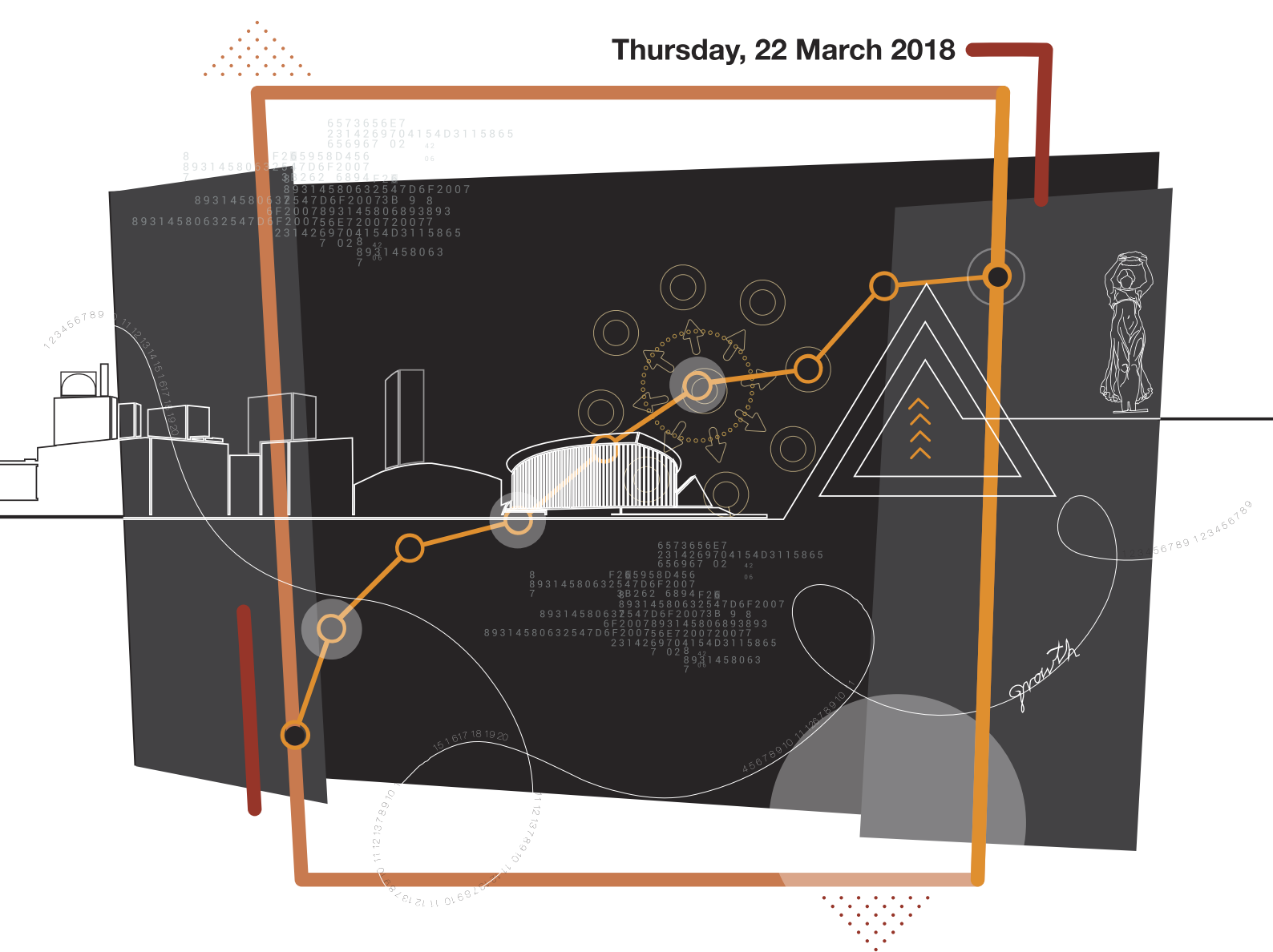
01. Mis en place à l'issue de la COP21 en décembre 2015, le salon World Efficiency s'impose aujourd'hui comme le rendez-vous incontournable des professionnels de l'environnement, de l'énergie, du bâtiment, de l'ingénierie et de l'industrie. Réunis dans le seul but de trouver des solutions concrètes pour rendre possible la mise en œuvre de l'Accord de Paris et contribuer collectivement à œuvrer en faveur de la préservation de la planète, la 2^e édition de ce rendez-vous professionnel a été développée sur mesure pour accélérer le passage « de la politique à l'action ».

02. Les trois journées étaient organisées autour des thèmes suivants : les solutions de la nouvelle économie climatique, les partenariats public/privé dans l'action climatique, et enfin, l'impact et l'action locale face au dérèglement climatique. Le Luxembourg est le premier État-nation à avoir adopté la vision de Jeremy Rifkin, avec la mise en application pratique de la 3^e Révolution Industrielle dans son économie. Le pays est la maison mère d'un nombre significatif d'entreprises de technologies propres, spécialisées dans les énergies renouvelables, la gestion des déchets, le traitement des eaux et la construction durable.

03, 04. À l'initiative de la Chambre de Commerce et du Business Club France-Luxembourg, une réception en l'honneur des exposants luxembourgeois au salon World Efficiency a été organisée le 12 décembre à la Résidence de l'Ambassadeur du Luxembourg. S.E. Martine Schommer a accueilli la délégation luxembourgeoise, ainsi que les nombreux invités français et étrangers. La soirée a été rehaussée par la présence du Premier ministre, Xavier Bettel, et de la ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, qui participaient au sommet sur le climat « One Planet Summit ».

05, 06. Le 13 décembre, la « Journée luxembourgeoise & de la Grande Région », organisée par la Chambre de Commerce, a vu la participation de Corinne Cahen en sa qualité de ministre à la Grande Région et présidente du Sommet des exécutifs de la Grande Région. Un programme de rencontres d'affaires bâti sur le concept « matchmaking b2fair » a été proposé aux participants.

Thursday, 22 March 2018



Innovation, growth and prosperity

What will drive economic growth in Luxembourg and worldwide?

JE journée de
l'économie
L u x e m b o u r g

Register now!

www.jecolux.lu

@JEcolux | #Jelux

Under the patronage of:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Conference organised by:



In collaboration with:



Media Partner:



LUXEMBOURG FOR FINANCE

10 YEARS OF PUTTING LUXEMBOURG ON THE MAP

2018 marks the 10th anniversary of Luxembourg for Finance (LFF). These 10 years happen to coincide with a particularly eventful decade for the Luxembourg financial centre and the global financial industry as a whole, marked by several important developments: the global financial crisis and the ensuing wave of regulations, the international move towards tax transparency, the rapid digitalisation of financial services, and a marked global shift towards sustainable investments.

Photos: Luxembourg for Finance



01.



03.



02.



04.



05.

01. Luxembourg For Finance CEO Nicolas Mackel stated that for the Luxembourg financial centre, it had been a decade of increasing internationalisation: Luxembourg's fund industry has grown from EUR 1.6 trillion to 4 trillion assets under management and new markets have opened up, nearly a third of clients in Luxembourg's private banking industry now come from outside the EU, and the country is today the European home of seven Chinese banks and accounts for 60% of European funds investing in mainland China.

02. Nicolas Mackel; Prince Guillaume, Hereditary Grand Duke of Luxembourg, and finance minister Pierre Gramegna.

03. Pierre Gramegna said: "As a public-private partnership, LFF can convey messages with a common voice, and thus a much stronger voice than each of the shareholders of LFF would have individually. Over the last 10 years, LFF has been putting into practice a unique approach, which has been developing a dialogue and a lasting relationship rather than focusing on short-term results."

04. In its role as agency for the development of the financial centre, Luxembourg for Finance has contributed, in close coordination with its financial sector stakeholders and the Luxembourg government, to the financial centre's efforts to meet some of these challenges and leverage new opportunities.

05. Denise Voss (ALFI); Luc Frieden (BIL); Nicolas Mackel (LFF); Prince Guillaume, Hereditary Grand Duke of Luxembourg; Pierre Gramegna (finance minister); Fernand Grulms (ex-CEO LFF) and Tom Theobald (deputy CEO LFF).

Les meilleurs candidats
n'ont souvent qu'un défaut.
Ils sont déjà en poste.

Heureusement, ils lisent tous *Paperjam*

PAPERJAM.JOBS

Le job-board de ceux qui ne vont pas sur les job-boards



01. The delegation was received by the management of the Dubai Science Park, aiming at boosting UAE's life sciences, renewable energy and solar energy sector's position in the world. Amongst its more than 350 companies, the Dubai Science Park created a science hub that offers adequate infrastructure and networking forums for its partners, including giants such as Pfizer, Medtronic, Olympus and First Solar.

02, 03. A new area – the Personal Healthcare Technology Zone – was dedicated to new technologies within healthcare that are becoming more and more relevant, such as wearable devices, homecare devices, telemedicine and mobile apps.

04. A number of groundbreaking products were displayed at the event, including the real-time, image-guided surgical robot from Johns Hopkins University or the artificial intelligence enabled CT scanner from Siemens, highlighting recent cutting-edge solutions in the sector.

05. The group visited the government-owned Cleveland Clinic Abu Dhabi, a US-based Cleveland Clinic's model of care. A boost in paving new ways between Luxembourg and the Middle East life sciences may be expected. Since the region has a multi-ethnic and diverse population, it is important to cater for their healthcare needs on a par with global healthcare standards. As in Luxembourg, technological sophistication in healthcare based on the application of artificial intelligence and virtual reality will trigger a paradigm shift in the industry.

UNITED ARAB EMIRATES

LUXEMBOURG'S FIRST ACCOMPANIED VISIT TO THE MIDDLE EAST ARAB HEALTH

For the first time, the Chamber of Commerce organised, in cooperation with the Luxembourg Trade and Investment Office in Abu Dhabi, an accompanied visit to Arab Health, on 29th-31st January 2018. Arab Health is the largest medical trade fair in the Middle East, also attracting professionals from Africa, the Indian subcontinent and Asia/Southeast Asia. 39 national and regional pavilions attended the fair this year, totalling 4,200 exhibitors, including large hospitals and medical centres.

Photos: International Affairs



03.



02.



04.



05.



Notre ambition : vous faire décoller !

Vous visez la lune avec votre startup ? Vous souhaitez explorer de nouveaux marchés ? Vous rêvez des capacités de leader de captain Kirk ? Quelle que soit votre ambition, nos équipes sont là pour vous conseiller et aider.

CHAMBRE DE COMMERCE Tél. : 42 3939-1 | chamcom@cc.lu | www.cc.lu



Votre partenaire pour la réussite

LUXEMBOURG-INDE

CÉLÉBRATION DE L'INDIA REPUBLIC DAY

Pour la première fois depuis 60 ans, Madame l'Ambassadeur à Bruxelles, en charge du Grand-Duché de Luxembourg, a fait le déplacement le 24 janvier dernier pour célébrer l'India Republic Day à la Chambre de Commerce.

Photos: Michel Zavagno / Agence Blitz, Tania Bettega



01.

01. (de g. à dr.) Pedro Castilho, président de l'Indian Business Chamber of Luxembourg (IBCL), Michel Wurth, président de la Chambre de Commerce, S.E. Gaitri Issar Kumar, ambassadeur de l'Inde auprès du Luxembourg, de la Belgique et de l'Union européenne, Gaston Stronck, secrétaire général, ministère des Affaires étrangères et européennes.



02.



03.

02. S.E. Gaitri Issar Kumar a salué les 70 ans de relations diplomatiques entre les deux pays.
03. Gaston Stronck a rappelé que le Grand-Duché de Luxembourg est présent en Inde par le biais d'une ambassade et de consuls honoraires dans les principales villes du pays (Bombay, Calcutta et Chennai).



04.



05.

04. Michel Wurth (à dr.) s'est réjoui, quant à lui, de pouvoir accueillir ces festivités au sein des locaux de la Chambre de Commerce.
05. (de g. à dr.) Nicolas Graas (Rives Fertiles), Sudhir Kohli (IBCL) et Anita Kohli.



06.



07.



08.

06, 07, 08. L'Indian Business Chamber of Luxembourg a entamé 2018 sous le thème de « Lët'z go India », un appel à une intensification des relations entre les deux pays.

EN PARTICIPANT À L'OPÉRATION "METS TES BASKETS",

VOUS ALLEZ

AIDER LA RECHERCHE SUR LES LEUCODYSTROPHIES ET

MARQUER

NON SEULEMENT LES ESPRITS, MAIS AUSSI DONNER

UN BUT

SOLIDAIRE À VOTRE JOURNÉE DE TRAVAIL.



LES AIGUILLEURS Photos : François Darnigny / MAYBE

Inscrivez votre société à l'opération "Mets tes baskets dans l'entreprise" le 15 juin 2018 et faites avancer le combat contre les leucodystrophies, des maladies graves qui concernent 20 à 40 naissances par semaine en Europe. Dans votre entreprise, le temps d'une journée, marchez au profit d'ELA. 1 pas = 1 don. Pour ELA, chaque pas compte. Pour plus d'information : www.ela-asso.lu. Contact : Jean-Luc Corti (jl.corti@elainternational.eu) *Ou à la date de votre choix.

one-stop shop

to go digital

Pour la digitalisation de votre entreprise, n'attendez pas : participez au **Go Digital Launch Event** le 20 mars 2018 !

Vous êtes dirigeant d'une TPE/PME/PMI luxembourgeoise et vous voulez savoir comment la digitalisation peut vous aider à améliorer votre visibilité, votre réputation et peut vous apporter un gain de temps et d'argent ?

Alors participez à notre workshop d'introduction proposé en français et allemand dans le cadre de notre *Go Digital Launch Event*.

Inscrivez-vous aux workshops et informez-vous sur tous nos services *Go Digital* : godigital.lu

Une initiative de :



HOUSE OF
ENTREPRENEURSHIP
powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

h2a.lu

CALENDRIER DES MANIFESTATIONS

Le 8 mars 2018
Bruxelles (B)



The future of smart cities

Le Business Club Belgium-Luxembourg organise une conférence thématique sur le thème « The Future of Smart Cities » au siège de l'entreprise BESIX (avenue des Communautés 100, 1200 Woluwe-Saint-Lambert), où interviendront des experts belges et luxembourgeois qui décriront leur vision du futur de la ville et la manière de vivre en ville, et les différentes technologies et les matériaux de construction qui permettront de mettre en œuvre cette vision.
Infos : Business Club Belgium-Luxembourg – www.bcbl.be – Bruxelles.BCBL@mae.etat.lu – (+32) 2 737 56 39

Le 8 mars 2018
Luxembourg (L)



Journée d'opportunités d'affaires : Brésil, Cuba, Uruguay

La Chambre de Commerce organise régulièrement des journées d'information qui ont pour but de faire connaître les opportunités qu'offrent les marchés et d'aider les entreprises à promouvoir leurs produits ou services. Ces journées se présentent sous forme d'entretiens individuels avec les attachés économiques et commerciaux luxembourgeois et belges.
Infos : www.cc.lu rubrique Agenda – [joa\(at\)cc.lu](mailto:joa(at)cc.lu) – (+352) 42 39 39 316/531 – Sarah Nilles / Déborah Varoqui

Du 12 au 15 mars 2018
Luxembourg (L)



Stand officiel luxembourgeois lors du salon SIEE Pollutec Algérie

La Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et le ministère de l'Économie ont mis en place un stand officiel luxembourgeois lors de ce salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau qui se tient à Alger. SIEE Pollutec est un salon professionnel de référence dans le secteur de l'eau et de l'environnement en Algérie, avec un visitorat qualifié et des porteurs de projets concrets.
Infos : www.cc.lu rubrique Manifestations – emil.pantea@eco.etat.lu ou pollutec2018@cc.lu

Du 13 au 16 mars 2018
Cannes (F)



Stand collectif au salon Mipim

Pour la 13^e année consécutive, la Chambre de Commerce sera présente avec un stand collectif au salon Mipim, salon de référence de tous les professionnels de l'immobilier. Le Mipim réunit les acteurs les plus influents des secteurs de l'immobilier (bureaux, résidentiel, commerces, santé, sport, logistique et industriel), et propose, en marge des stands, un programme complet de conférences sur les tendances du secteur.
Infos : www.cc.lu rubrique Agenda & www.luxembourgmipim.lu – mipim2018@cc.lu – (+352) 42 39 39 481/316

Du 19 au 21 mars 2018
Paris, Toulouse (F)



Mission économique officielle en France

Cette mission économique se rendra à Paris puis à Toulouse et se concentrera sur l'économie numérique, la logistique, la santé et R & D, le spatial, l'audiovisuel et les industries créatives. Partenaire privilégié du Luxembourg, la France représente la sixième économie mondiale après les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Elle représente encore le troisième client et cinquième fournisseur de notre pays s'agissant des services.
Infos : www.cc.lu rubrique Agenda – laurence.sdika@cc.lu / france@cc.lu – (+33) 1 45 55 13 37 / (+352) 42 39 39 481

Du 21 au 25 mars 2018
Luxembourg (L)



Made in Luxembourg au Springbreak

La Chambre de Commerce participe pour la dixième année consécutive au Springbreak (anciennement Foire de Printemps) qui se tient à Luxexpo The Box. Sur le pavillon tenu par la Chambre de Commerce, les visiteurs peuvent découvrir les plus belles réussites des entreprises luxembourgeoises détentrices du label « Made in Luxembourg ».
Infos : www.springbreak.lu – label@cc.lu – (+352) 42 39 39 482

23 March 2018
Brussels (B)



Nato-Benelux Industry Day

The Netherlands and Luxembourg organise the 2018 NATO-Benelux Industry Day in Brussels on 23 March 2018 in collaboration with the defense & security industry federations NIDV (NLD) and Agoria-BSDI (BEL), and the Luxembourg Chamber of Commerce.
Infos : www.cc.lu rubrique Agenda – defense@cc.lu – (+352) 42 39 39 379

From 23 to 27 April 2018
Kiev, Dnipro and Zaporijia (UA)



Trade mission to Ukraine

Together with Awex, the Chamber of Commerce will organise a joint multi-sectoral trade mission to Ukraine. The free trade agreement signed between Ukraine and the European Union strengthens the economic ties between Ukraine and the EU. The Double Tax Treaty between Luxembourg and Ukraine has entered into force on January 1st this year.
Infos : www.cc.lu rubrique Agenda – dis@cc.lu – (+352) 42 39 39-379

Le 25 avril 2019
Luxembourg (L)

Luxembourg-Tunisia Business Forum

Suite à la mission économique menée en novembre 2017, une délégation tunisienne de haut niveau sera en visite à Luxembourg pour présenter les nombreuses opportunités d'affaires à saisir dans le cadre du plan « Tunisia 2020 ». Ce plan comprend plus de 100 projets dont la réalisation fait appel à des partenariats public-privé (PPP) dans divers secteurs tels que la logistique, l'économie verte, et l'économie numérique, entre autres.

Infos : www.cc.lu rubrique Agenda – maghreb@cc.lu – (+352) 42 39 39-374



From 23 to 27 April 2018
Hannover (G)



Hannover Messe

L'Enterprise Europe Network – Luxembourg de la Chambre de Commerce du Grand-Duché organise une visite accompagnée et une plateforme de rencontres d'affaires internationale « b2fair – Business to Fairs » à la foire de Hanovre. Premier salon de l'industrie et de l'innovation au niveau mondial, la foire de Hanovre a accueilli en 2016 plus de 6.500 exposants provenant de 70 pays différents et près de 200.000 visiteurs.

Infos : www.cc.lu rubrique Agenda ou www.hannovermesse.de

Le 9 mai 2018
Luxembourg (L)



Fête de l'Europe

Chaque année, le 9 mai, la Journée de l'Europe célèbre la paix et l'unité en Europe. Au Luxembourg, l'édition 2018 aura lieu sur la place d'Armes et le square Jan Palach. Le « village européen » accueillera un programme culturel varié et permettra de découvrir les différents États membres. En tant que membre du réseau européen, l'équipe de l'Enterprise Europe Network – Luxembourg sera présente avec un stand d'information.

Infos : www.cc.lu rubrique Agenda – een@cc.lu – (+352) 42 39 39-333

Le 14 mai 2018
Luxembourg (L)



Fit4DataProtection

La Chambre de Commerce du Luxembourg et son Enterprise Europe Network – Luxembourg, en étroite collaboration avec la Commission nationale pour la protection des données, organisent le quatrième volet du cycle de conférences « Fit4DataProtection: Entrepreneurs, conformez-vous au règlement européen sur la protection des données » s'intégrant dans un cycle de conférences intitulé « Fit4DataProtection ».

Infos : www.cc.lu rubrique Agenda – een@cc.lu – (+352) 42 39 39-333

From 17 to 18 May 2018
Luxembourg (L)



European SME Transfer Summit – save the date

Organised by Transeo (EU Association for SME Transfer) with the support of the Ministry of the Economy, the Chamber of Commerce Luxembourg, the House of Entrepreneurship and Sowaccess in the Chamber of Commerce. An occasion to learn from the best experts in Europe on growth/scale up, family business succession, management buy-ins and buy-outs, cross-border transactions...

Info : www.smetransfersummit.eu

Du 24 au 26 mai 2018
Paris (F)



VivaTechnology 2018 : appel à candidatures et save the date

La Chambre de Commerce, en étroite collaboration avec le ministère de l'Économie, Luxinnovation et la House of Startups et avec le soutien de l'Ambassade du Luxembourg à Paris, le Business Club France-Luxembourg, le Technoport, nyuko et la Luxembourg House of Financial Technologies, annoncent que le Grand-Duché de Luxembourg sera présent pour la première fois avec un pavillon national. Info : www.cc.lu rubrique Agenda – Violaine Mathurin / Laurence Sdika – Infos : (+352) 42 39 39-481 / +33 145 55 13 37 – [france\(at\)cc.lu](mailto:france(at)cc.lu) / [laurence.sdika\(at\)mae.etat.lu](mailto:laurence.sdika(at)mae.etat.lu)

CALENDRIER DES FORMATIONS

Entrepreneuriat & Gestion d'entreprise				
Création et reprise d'entreprise	Structurer son projet de création d'entreprise	27.03.2018 Cours du soir	9h	
	Analyser son marché : cibler, segmenter, positionner	08.05.2018 Cours du soir	9h	
Management de projets et démarche d'amélioration continue	Gestion de risques dans les projets	27.03.2018 Cours du jour	7h	
	Gestion de portefeuille de projets	28.03.2018 Cours du jour	7h	
Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)	RSE et évaluation ESR – Introduction au Guide ESR « Entreprise socialement responsable »	28.02.2018 Cours du jour	7h	
Ressources humaines				
Gestion du personnel	Conduire un entretien de recrutement	20.03.2018 Cours du jour	14h	
Gestion des rémunérations	Gestion et calcul des rémunérations – Perfectionnement	25.04.2018 cours du jour	16,5h	
Gestion de la formation	Gestionnaire de formation : rôle et missions	14.05.2018 Cours du jour	7h	
Médiation	Médiation 1 – Formation de base	09.03.2018 Cours du jour	56h	
Comptabilité				
Contrôle de gestion	Analyse financière des entreprises – Maîtriser et exploiter les informations	23.04.2018 Cours du jour	32h	
	Gestion de trésorerie et financement d'entreprise – Initiation	16.05.2018 Cours du jour	14h	
Droit				
Droit des affaires	Aspects pratiques du droit commercial	15.03.2018 Cours du jour	4h	
	Commodo-incommodo et droit de l'environnement : législation, procédures et obligations	29.03.2018 Cours du jour	4h	
	Comment protéger une invention, une création ornementale ou un signe distinctif	19.04.2018 Cours du jour	4h	
Fiscalité				
Fiscalité générale	Fiscalité luxembourgeoise – cours accéléré	20.04.2018 Cours du jour	8h	
Fiscalité des entreprises	Aides fiscales aux entreprises	17.05.2018 Cours du jour	7h	
Fiscalité indirecte	Initiation aux mécanismes de la TVA	24.04.2018 Cours du jour	7h	
Informatique				
Exploitation et gestion des données informatiques	Données personnelles et sécurité de l'information : enjeux juridiques et nouvelles règles européennes	16.03.2018 Cours du jour	8h	
Sécurité informatique	Mettre en place une politique de cybersécurité dans l'entreprise	15.05.2018 Cours du jour	7h	
Développement web	Construire un site WordPress performant pour votre entreprise	16.05.2018 Cours du jour	21h	
Marketing & Ventes				
Marketing distribution	Trade marketing : approche B2B entre producteurs et distributeurs par la mise en place d'actions « win-win » au service des consommateurs	20.03.2018 Cours du jour	14h	
Marketing digital	Comment optimiser son profil LinkedIn	25.04.2018 Cours du jour	4h	
Techniques de vente	Comment structurer un processus de vente complexe	17.05.2018 Cours du jour	14h	

Sécurité & Santé au travail				
Travailleur désigné en matière de sécurité et de santé au travail	Sicherheitsbeauftragter (Travailleur désigné) für Sicherheit und Gesundheit am Arbeitsplatz - Gruppe B	8.05.2018 Cours du jour	44 h	
	Formation en matière de sécurité pour le personnel des crèches et/ou foyers de jour : prévention de panique en cas d'alarme	15.05.2018 Cours du jour	3 h	
	Burn-out : quel rôle et quelle implication pour le travailleur désigné ?	17.05.2018 Cours du jour	16 h	
Banques				
Opérations back-office	Back-office (fundamentals): operations	14.03.2018 Cours du jour	16 h	
Introduction à la place financière, aspects réglementaires et déontologie	MiFID II: framework overview and importance in financial markets regulation (EN)	16.04.2018 Cours du jour	4 h	
Formations SWIFT	SWIFT Investment Funds ISO 20022 Message	26.04.2018 Cours du jour	8 h	
Fonds d'investissement				
Funds	OPC - Fondamentaux	13.03.2018 Cours du jour	8 h	
Private equity	Private equity - Fundamentals	15.05.2018 Cours du jour	8 h	
Fund lawyer	UCITS/non-UCITS management companies and AIFMs - Fundamentals (EN)	29.05.2018 Cours du jour	8 h	
Construction, ingénierie & architecture				
Architecture et ingénierie-conseil	Dossier PAP : principaux problèmes rencontrés et éléments de réponse	15.03.2018 Cours du jour	7 h	
	Dématérialisation des marchés publics	29.03.2018 Cours du jour	6 h	
Énergie et construction durable	International zertifizierter Passivhaus Planer/Berater	20.03.2018 Cours du jour	70 h	
Horeca				
Hygiène dans le secteur horeca	L'hygiène alimentaire pour le personnel des crèches et/ou foyers de jour	12.03.2018 Cours du jour	3 h	
	Mise en place de l'HACCP dans l'horeca - Initiation	22.03.2018 Cours du jour	4 h	
Formations spécifiques	Les sauces et fonds	19.03.2018 Cours du jour	12 h	
Immobilier				
	Compromis de vente : obligations, clauses et résiliation	14.03.2018 Cours du jour	6 h	
	Professions de l'immobilier - Syndic de copropriété	25.04.2018 Cours du jour	18 h	
	Gestion locative : recouvrement forcé, résiliation du bail et expulsion	29.05.2018 Cours du jour	6 h	
Transport & Logistique				
	Connaître et employer les incoterms	14.05.2018 Cours du jour	7 h	
Développement personnel				
Améliorer l'efficacité de ses démarches commerciales	Négociation difficile, utilisation des techniques dialectiques	13.03.2018 Cours du jour	16 h	
Formation de formateur, tutorat, coaching & mentoring	Formation pour tuteurs en entreprise	07.05.2018 Cours du jour	23 h	
Leadership & Management	Décodage du langage corporel	24.04.2018 Cours du jour	7 h	
	Développer son assertivité : l'affirmation de soi	15.05.2018 Cours du jour	7 h	



INDEX

1, 2, 3

11F **22**

A, B, C

Abacus Consulting & Solutions **38**
ABN AMRO Bank (Luxembourg) **10**
ACL **30**
ADAL **96**
ADEM **18, 38, 42, 44, 46, 54**
Administration de l'enregistrement et des domaines **27**
Administration de l'environnement **27**
Administration des douanes et accises **27**
Administration des services techniques de l'agriculture **27**
Administration des services vétérinaires **27**
Agence européenne des produits chimiques **44**
Agricultural Development Bank of China **8**
Aircraft Pictures **34**
AIVA **20**
Alibaba **55**
Alipa Group **20**
Amazon **55**
AMCHAM **34**
Anten Nico **27**
Apple **55**
ArcelorMittal **18, 24, 32, 58**
Architectes Paczowski et Fritsch **7**
Arnold Kontz Group **96**
Arthur Welter **27**
Arval **8**
Ashida Shin **22**
Asselborn Jean **74**
Association d'assurance accident **32**
Association for the Prevention
and Management of Chronic Stress **38**
Association luxembourgeoise
des intolérants au gluten (ALIG asbl) **84**
Auchan Retail Luxembourg **18**
Axa **55**
B-Hive **30**
Back Yves **12**
Baidu **55**
Banque de Luxembourg **26, 76**
Banque mondiale **74**
Banque Raiffeisen **26**
Bastian Roland **18**
Baud Emeline **51**
BCEE **26, 76**
Bechtold Lucien **26**
Be Focus HR **51**
Behiels Thierry **6**
Beiler + François Architectes **7**
Belgian-Luxembourg Chamber of Commerce **58**
Belgium-Japan Association **30**
Bellot François **27**
Benelux Secretariat **27**
Berg Jürgen **64**
Bervard Laurence **14**
BGL BNP Paribas **8, 10, 18, 26**

Bidibul Productions **7**
Big Beach **7**
BIL **26, 76, 88**
bitFlyer **12**
Bofferding **10**
Bontemps Romain **22**
Bostrom Nick **80**
Bumb Christophe **14**
BusinessMentoring **76**
Cactus **10, 22**
Cargolux **27**
Caritas Luxembourg **7**
Cartoon Saloon **34**
Caspari Carole **64**
Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) **27**
Ceratizit **76**
CFL **22, 27, 64**
Chambre de Commerce **26, 27, 28, 32, 34, 36, 40, 42, 54, 58, 64, 68, 76, 88, 100**
Chambre des Métiers **34, 42**
Chema Doron **38**
China National Space Administration **38**
Chinese Academy of Sciences **38**
Cisco **8**
Citroën **88**
clc **26**
Closener Francine **30, 32, 34, 40, 44**
Cluster for Logistics **27, 42**
CNFPC **18**
Code Club Luxembourg **92**
Codic International **6**
Codipro **20**
Commission européenne **40, 64, 66**
Commission nationale pour la protection des données **36**
Connekt **27**
Conseil économique et social **60**
Conseil supérieur pour un développement durable **60**
Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) **88**
CPCCAF **40**
Crédit Agricole **76**
Creos Luxembourg **20**
Croix-Rouge luxembourgeoise **7**
CSSF **12**

D, E, F

Deloitte **14**
Desgrées Ludovic **88**
Dewalque Sophie **22**
Diekirch **10**
Dieschbourg Carole **44**
Digicash **12**
Diop Denis **74**
Docler Holding **16**
Doto Pascal **12**
EBRC **8**
Éditions Museal **22**
Epic Stars **20**
eProseed **7**
Espigares Alexandre **7**

Et Patata **38**
EuroHPC **40**
Eurosender Ltd **20**
Facebook **84**
Febiac **55, 96**
Fédération de la mode **40**
FEDIB **44**
Fegarlux **96**
Femmes Magazine **40**
Fernbach Financial Software **74**
Ferrari **24**
Film Fund **7, 34**
Filmland **7**
Fondation de Luxembourg **38**
Fondation IDEA asbl **64, 68, 70**
Fonds européen d'investissement **26**
Foster & Partners **6**
FUN-MOOC **28**
Furnished.lu **64**

G, H, I, J

Galleries Lafayette **6**
Gira Camille **27**
GN Transport **27**
Goeres **84**
Goeres Marcel **84**
Google **24, 55, 80**
Grant Thornton Luxembourg **22**
Gromy Morgan **36**
Grosbusch **70, 76**
Grosbusch Goy **70**
Gross Yisrael **38**
Groupes sportifs oncologiques **44**
GroupLunch Luxembourg **84**
Hauret Laetitia **52**
HEC Paris **88**
Horesca **26**
Hôtel Meliá **30**
House of Automobile **96**
House of Biohealth **32**
House of Entrepreneurship **26, 32, 76**
House of Financial Technology (LHoFT) **12, 30, 76**
House of Startups (HoST) **76**
House of Training **28, 54, 76**
Houzé Nicolas **6**
Houzé Philippe **6**
Hun So Jae **88**
IBM **88**
IEE **20**
IFSB **32**
ILAC **42**
INDR **32**
INFPC **44**
Instagram **51, 84**
Institut national de la statistique
et des études économiques **36**
Institut national des langues **28**
INTCOMLUX **34**
Intercloud **8**

Dans cet index sont reprises les entreprises et les **personnalités** citées dans ce magazine.

International Climate Finance Accelerator (ICFA) **76**
 ISEC **28**
 ITM **32**
 Jaguar **96**
 JCDecaux Luxembourg **7, 22**
 JCR Pharmaceuticals **22**
 Jolie Angelina **34**
 Jung André **7**

K, L, M, N

Kaempff-Kohler **84**
 Kaempff Guill **84**
 Kay Neil **64**
 Kickstarter **14**
 Kima Ventures **20**
 Kontz Arnold **96**
 Kontz Benji **96**
 Kronospan **27**
 Kuth Françoise **7**
 L7 Defense **38**
 Laidie Mélanie **42**
 Land Rover **96**
 Lenelife **84**
 Lepage Brigitte **42**
 Lëtzebuurger Poulet sàrl **10**
 Liébaert **44**
 LinkedIn **84**
 Liser **52**
 LIST **38, 44**
 Logistics in Wallonia **27**
 London Jack **7**
 Lu-Cix **38**
 Lux-Airport **22**
 Luxair Cargo **27**
 Luxaviation **92**
 Luxembourg City Incubator (LCI) **76**
 Luxembourg for Finance (LFF) **76**
 Luxembourg for Tourism **40**
 Luxembourg Stock Exchange **8**
 Luxemburger Wort **14**
 Luxexpo The Box **36**
 Luxinnovation **16, 34, 68, 76, 88**
 LuxKids Lab **38**
 Luxport Group **27**
 LVMH **24**
 Madsudi Retno **74**
 Maison Moderne **36**
 Marlin Equity Partners **16**
 Martin Ludvine **52**
 Massard Marie-Hélène **55**
 Massin Valérie **58**
 Mellouet Sarah **64, 70**
 Melusine Productions **34**
 Miami University Dolibois European Center **84**
 Microsoft **55**
 Milonnet Pascal **100**
 Milonnet Valérie **100**
 Ministère de l'Économie **27, 34, 38, 40, 64, 68, 76**
 Ministère de la Santé **32**

Ministère de la Sécurité sociale **32**
 Ministère des Affaires étrangères **42**
 Ministère des Finances **12, 27, 76**
 Ministère du Développement durable
 et des Infrastructures **27, 44, 96**
 Ministère du Travail, de l'Emploi
 et de l'Économie sociale et solidaire **32, 38, 76, 130**
 Mittal Aditya **24**
 Mob-Art Studio **10**
 Mobiz **96**
 Mutualité de cautionnement **26, 76, 88**
 Mutualité des PME **88**
 MyFood **76**
 Mylanguage **34**
 Nexxtlab **20**
 Niel Xavier **20**
 Nosbusch Désirée **7**
 NumericALL **42**
 nyuko **38, 76, 84**

O, P, Q, R

OAI **36**
 Observatoire de la compétitivité **60**
 Observatoire de la formation **70**
 OCDE **50, 68**
 Offergeld **27**
 Office des licences **27**
 Old Street Labs **16**
 ONU **49**
 Onyx Lux **7**
 Open Innovation Club (LOIC) **76**
 Orchestre philharmonique du Luxembourg **7**
 Oscar Sleep **12**
 Oxford University **80**
 Paul Wurth Incub **88**
 Payconiq **12**
 pBot **88**
 Pedersen Lene **84**
 Perez Sylvain **92**
 Peugeot **88**
 Philophon **7**
 Picto Communication Partner **14**
 Ping Pong **76**
 Piron Pauline **20**
 Polfer Lydie **6**
 Post Luxembourg **20, 27, 76**
 Powerdale **20**
 Pütz Guy **42**
 PwC **58, 76**
 q-leap **92**
 Ragot Emmanuelle **56**
 Rcarré **16**
 Rcube Professional Services **16**
 ReporterMedia **14**
 Rgroupe **16**
 Ribeiro Borges Clyvian **88**
 Rommes Jean-Jacques **44**
 RTL Group **18, 22**
 Russell Bertrand **80**

S, T, U

Sacred Heart University **84**
 Schiltz Luc **7**
 Schintgen Karin **76**
 Schlessler Isabelle **18, 44**
 Schmit Nicolas **18, 38, 44, 130**
 Schmitt Claudine **84**
 Schneider Étienne **18, 20, 22**
 Scholtus Gilles **64**
 Schroeder Luc **10**
 Schumacher Hubert **92**
 Secolux **18**
 Sopra Steria **88**
 SpaceResources.lu **38**
 Staath Romain **88**
 STATEC **27, 60, 70**
 Studio 352 **34**
 SUDCAL **18**
 Superprod **7**
 Systemat Professional Services **16**
 Talkwalker **16**
 Tarantula Distribution **7**
 Technoport **16, 76**
 Tencent **55**
 Thelen Carlo **34, 64, 100**
 Tomorrow Street **16, 76**
 Transalliance **27**
 Twomey Nora **34**
 UEL **32, 44**
 Université du Luxembourg **8, 20, 68**

V, W, X, Y, Z

Valorlux **36, 44**
 Van Reet Lionel **58**
 Vectis ACF **22**
 Verkéiersverbond **42**
 VIL **27**
 Ville de Luxembourg **76**
 VivaTech **76**
 Vodafone Procurement Company (VPC) **16**
 Voyages Emile Weber **8**
 Waltzing Gast **7**
 Wang Sheng **20**
 Wassim Ourkiya **88**
 Webtaxi **27**
 Wellbeing at Work **84**
 Welter Josy **100**
 Widodo Joko **74**
 Wildgen **56**
 Wilmotte Jean-Michel **24**
 Winants Antoine **12**
 Witte Michel **20**
 Witz Laurent **30**
 WorldSkills Luxembourg asbl **42**
 Xiaomi **55**

MERKUR

Mars | Avril 2018

IMPRESSUM

ÉDITÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE EN COLLABORATION AVEC MAISON MODERNE



ÉDITEUR

CHAMBRE DE COMMERCE
DU GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

7, rue Alcide de Gasperi

L-2981 Luxembourg

E-mail: chamcom@cc.lu

Internet: www.merkur.lu

ISSN: 2418-4136

RÉDACTION

Téléphone: (+352) 42 39 39 380

Fax: (+352) 43 83 26

E-mail: merkur@cc.lu

Homepage: www.merkur.lu

CHAMBRE DE COMMERCE
DU GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

7, rue Alcide de Gasperi

L-2981 Luxembourg

ABONNEMENTS

Pour tout abonnement, merci
de vous rendre sur le site:

<http://www.cc.lu/merkur/abonnement>

FORMULE STANDARD

6 numéros / an

Membres de la Chambre

de Commerce: gratuit

Non-membres: 15 euros / an

RÉDACTEUR EN CHEF

Patrick Ernzer - patrick.ernzer@cc.lu

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Corinne Briault - corinne.briault@cc.lu

RÉDACTION

Catherine Moisy - catherine.moisy@cc.lu

Marie-Hélène Trouilleux -

marie-helene.trouilleux@cc.lu

Edouard Lehr - edouard.lehr@cc.lu

ILLUSTRATION

DE LA COUVERTURE

Brian Miller

COLLABORATIONS

Fondation IDEA

Affaires économiques, Chambre de Commerce

Affaires internationales, Chambre de Commerce

RETOUR EN IMAGES

Rubrique coordonnée

par Marie-Hélène Trouilleux

PHOTOGRAPHES

Laurent Antonelli, Tania Bettega, Emmanuel

Claude, Eric Chenal, Pierre Guersing, Gaël

Lesure, Geneviève Sauvalle, Jean-Christophe

Verhaegen, Julien Warnand, Michel Zavagno,

The Interview People / Getty Images /

Washington Post, Fedil, BCFL,

Luxembourg for Finance, SIP

CONCEPTION GRAPHIQUE

DU POSTER

Takaneo Consulting / Chambre de Commerce



MAISON MODERNE

10, rue des Gaulois

Luxembourg-Bonnevoie

Téléphone: (+352) 20 70 70-300

Fax: (+352) 26 29 66 20

E-mail: mediasales@maisonmoderne.com

www.maisonmoderne.com

RÉGIE PUBLICITAIRE

Maison Moderne

DIRECTEUR ASSOCIÉ

Francis Gasparotto (-301)

CHARGÉE DE CLIENTÈLE

Virginie Laurent (-322)

ASSISTANTE COMMERCIALE

Céline Bayle (-303)

ADMINISTRATION

Isabelle Ney (-014)

DIRECTION ARTISTIQUE

ET MISE EN PAGE

Maison Moderne

TIRAGE

34.500 exemplaires



Please Recycle

Finished reading this publication?
Archive it, pass it on or recycle it.

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

merkur@cc.lu

PROCHAINE ÉDITION

09 mai 2018

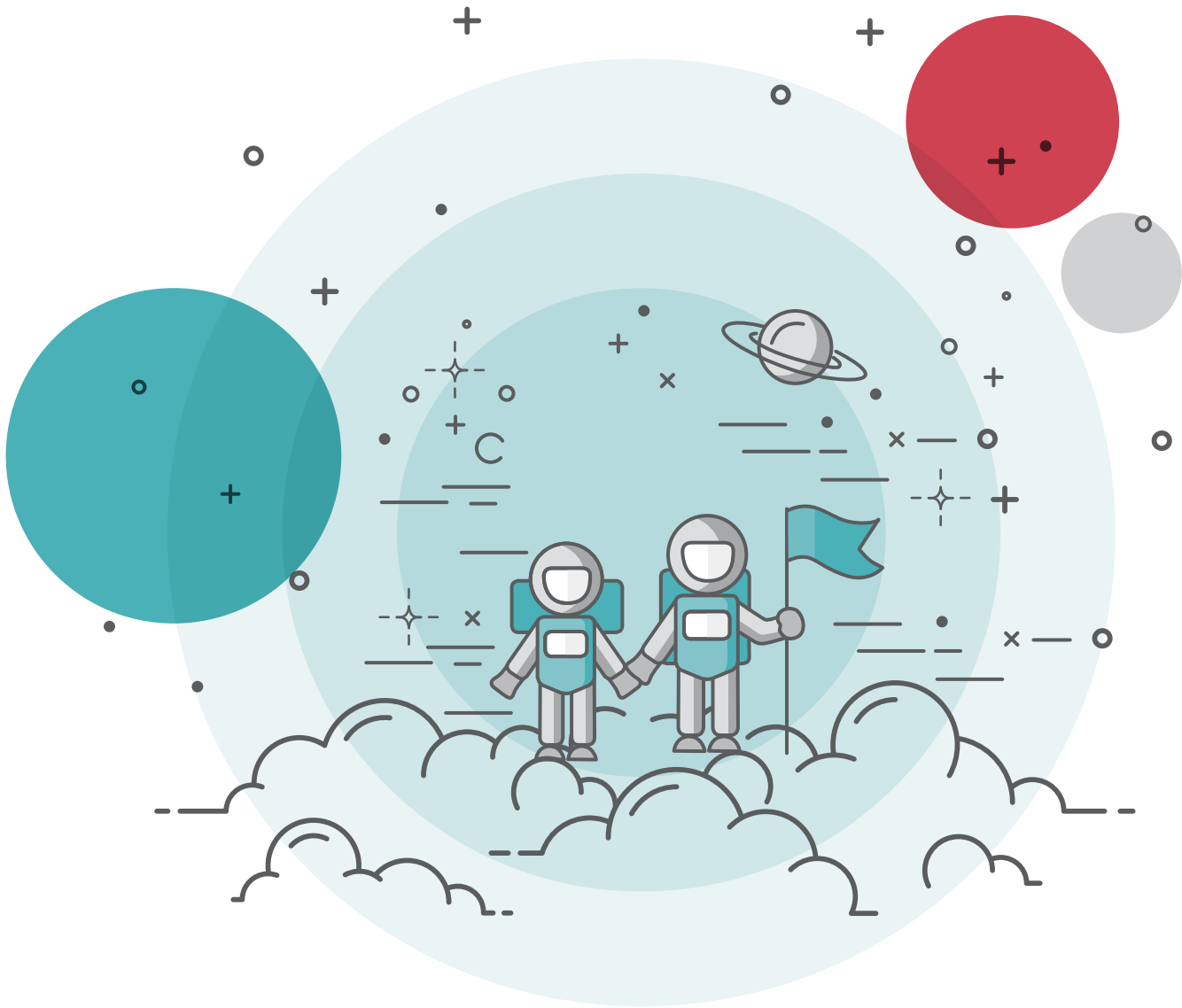
DATE LIMITE D'ENVOI
DE MATÉRIEL POUR
LA PROCHAINE ÉDITION
23 avril 2018

Les articles publiés et signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion de la Chambre de Commerce, qui ne peut donner aucune garantie expresse ou implicite sur l'exactitude, l'exhaustivité, la véracité, l'actualité, la pertinence ou la fiabilité des informations figurant dans le Merkur.

© Copyright 2018 - Chambre de Commerce, tous droits réservés. Toute reproduction totale ou partielle est interdite et la propriété exclusive de la Chambre de Commerce.

Si vous souhaitez obtenir des droits d'utilisation du contenu / de reproduction, contactez Luxembourg Organisation For Reproduction Rights, Luxorr: www.lord.lu





THE PLACE

to share

Vous vous intéressez au monde des startups?

Vous possédez des compétences en webdesign, data management, marketing, social networking ou dans des domaines plus classiques tels que le droit ou la comptabilité? Nous avons créé un espace pour vous, au sein de la House of Startups, le

Check Point

Un endroit qui permet aux startups de venir vous voir pour vous poser leurs questions en direct et faire le point sur leur situation. Vous aurez l'occasion de louer un bureau dans un espace design ouvert et des salles de réunions.

HOUSE OF STARTUPS

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

Relevez ce nouveau challenge et rejoignez maintenant l'univers fascinant des startups!

Intéressé? Alors contactez: karin.schintgen@host.lu

INVESTIR DANS LES COMPÉTENCES

La révolution numérique se trouve désormais au centre des discussions sur l'avenir de nos économies et surtout du monde du travail. Quel en sera l'impact sur l'organisation des entreprises et surtout sur le nombre et le profil des emplois ? Il faut d'abord partir de l'idée que cette nouvelle révolution technologique ne constitue pas un choix. Elle est en train de transformer la plupart des secteurs économiques et de bouleverser les chaînes de valeur. Si la digitalisation ne peut être arrêtée ou évitée, elle ne doit pas être simplement subie, car comme tous les grands changements technologiques, elle provoquera des ruptures mais présentera en même temps des opportunités considérables.

Difficile de prévoir l'impact exact sur l'emploi. La plupart des études parlent des risques de l'automatisation sans directement prendre en compte l'émergence d'emplois nouveaux largement inconnus jusqu'à présent. Il est acquis que le marché du travail, comme les qualifications requises, sera profondément transformé. Face à ces ruptures, il faut que, dès aujourd'hui, les entreprises, dans un cadre de dialogue social, élaborent les solutions appropriées qu'elles pourront mettre en œuvre avec l'appui de l'État.

Pour le Luxembourg, la révolution numérique représente d'abord de réelles opportunités. Notre pays se situe déjà dans le peloton de tête des pays où les technologies de l'information jouent un rôle important. Ces technologies peuvent donc être à la base d'un nouveau modèle de croissance, voire de développement. Il est donc tout à fait indispensable d'encourager ce secteur en soutenant la création d'entreprises, notamment des startups, et en encourageant la diffusion rapide de ces technologies dans tous les secteurs, qu'il s'agisse de l'industrie, des services ou de l'artisanat. La clé réside donc dans l'innovation à tous les niveaux.

Ce processus ne se limite nullement aux changements technologiques. C'est l'in-



vestissement dans les compétences des hommes et des femmes qui est le plus grand défi. Afin de réussir cette transition majeure, il est en effet capital de mettre en œuvre ce « New Skills Agenda » de la Commission européenne, que le Luxembourg doit rapidement appliquer.

Les systèmes d'éducation, de formation continue et d'orientation professionnelle doivent s'y adapter, d'autant plus qu'on prévoit dans l'Union européenne pour 2020 quelque 750.000 postes non occupés créés dans l'ICT. Au Luxembourg, beaucoup d'entreprises ont déjà du mal à recruter ces profils recherchés partout. Des écoles d'un type nouveau, comme le Fit4Coding, doivent être développées.

Pour les entreprises engagées dans la transformation numérique, la requalification de leurs salariés est un enjeu majeur. Comme le montre l'étude de la Chambre des Salariés sur la numérisation du travail, les salariés sont largement conscients du nécessaire « *développement constant des capacités pour suivre l'évolution des exigences du travail* », du fait de la numérisation.

Le projet « Digital Skills Bridge », qui a été élaboré après une vaste consultation des

partenaires sociaux, constitue une réponse au besoin d'adapter et de relever les compétences et les qualifications.

Il s'inscrit dans une stratégie globale d'évolution des compétences dans le cadre de la révolution numérique, en s'adressant aux entreprises et à leurs salariés. La mise en place, au niveau des entreprises, de plans de développement des compétences permet d'assurer la mobilité interne, tout en assurant pour les salariés le maintien dans l'emploi. Mais il s'agit aussi d'accompagner la mobilité externe par des formations et une politique d'insertion active.

Dans un pays qui crée plus de 10.000 emplois par an et où la seule ADEM compte quelque 6.000 postes non occupés, la clé de l'emploi réside d'abord dans la formation. La digitalisation ne représente donc pas une menace, à condition de s'y préparer et de mettre en place des politiques d'emploi et de formation, ainsi que des règles nouvelles qui permettront que cette révolution technologique réponde aussi à nos valeurs. ●

Nicolas Schmit

Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Économie sociale et solidaire



Annual
Keynote
Speech

ENTREPRENEURS DAYS

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

22.03.2018

3.45 pm

**at Luxexpo
The Box**

Please register
by the 15th of March
via the website
www.cc.lu/keynote
using the code
Kahn2018

Entrepreneurs, learn all about the philosophy of high-performance-teams with Oliver Kahn, entrepreneur, former captain of the German national football team and triple world's best goalkeeper!

Programme of the conference

3.45 pm

Welcoming of the guests

4.30 pm

Start of the event

Welcome Speech

Michel Wurth,
President of the Luxembourg
Chamber of Commerce

Speech

Etienne Schneider,
Deputy Prime Minister and Minister
of the Economy, Luxembourg

Keynote Speech

Oliver Kahn

Subject

"The philosophy of
high-performance-teams"

6.00 pm

Reception at Springbreak (Hall 7)

Oliver Kahn will hold an autograph
session for the guests between
6.00 and 6.40 pm.

**The keynote speech will be held
in German with simultaneous
translation to English and French.**



HOUSE OF
ENTREPRENEURSHIP

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce



Payment Services



Quand on donne le
meilleur chaque jour.

Faites confiance à notre service de paiement
efficace et fiable. **Parce que la qualité compte.**
six-payment-services.com

